



Société anonyme au capital de 64.269 €
Siège social : 11, rue des Peupliers, 92130 Issy-les-Moulineaux
498 098 425 R.C.S. Nanterre

NOTE D'OPERATION

Mise à la disposition du public à l'occasion :

- De l'admission aux négociations sur le marché Alternext d'Euronext à Paris :
 - de l'intégralité des 6.426.900 actions existantes composant le capital de la société Pharnext ;
 - de l'intégralité des 1.502.797 actions maximum à provenir de la conversion des obligations convertibles existantes ;
 - d'un maximum de 4.015.167 actions nouvelles à émettre dans le cadre du placement décrit ci-dessous ;
- Du placement dans le cadre d'une offre à prix ouvert auprès du public en France et d'un placement global auprès d'investisseurs institutionnels en France et hors de France de 3.036.044 actions nouvelles à émettre dans le cadre d'une augmentation de capital en numéraire par offre au public, pouvant être porté à un maximum de 3.491.450 actions nouvelles, en cas d'exercice intégral de la Clause d'Extension ; et à un maximum de 4.015.167 actions nouvelles supplémentaires en cas d'exercice intégral de l'Option de Surallocation.

Période d'offre : du 27 juin 2016 au 12 juillet 2016 (inclus)
Fourchette indicative de prix applicable à l'offre à prix ouvert et au placement global :
entre 10.82 euros et 13.20 euros par action

En cas de modification de la borne haute de la fourchette ou de fixation du prix au-dessus de 13.20 euros par action, les ordres émis dans le cadre de l'offre à prix ouvert pourront être révoqués pendant au moins deux jours de bourse.



En application des articles L.412-1 et L.621-8 du Code monétaire et financier et de son Règlement général, notamment de ses articles 211-1 à 216-1, l'Autorité des Marchés Financiers (l'« **AMF** ») a apposé le visa n° 16 - 275 en date du 24 juin 2016 sur le présent Prospectus. Ce prospectus a été établi par l'émetteur et engage la responsabilité de ses signataires. Le visa, conformément aux dispositions de l'article L.621-8-1-I du Code monétaire et financier, a été attribué après que l'Autorité des Marchés Financiers a vérifié « *si le document est complet et compréhensible et si les informations qu'il contient sont cohérentes* ». Il n'implique ni l'approbation de l'opportunité de l'opération, ni authentification des éléments comptables et financiers présentés.

Le présent prospectus (le « **Prospectus** ») visé par l'Autorité des Marchés Financiers est constitué :

- du Document de Base de Pharnext enregistré auprès de l'Autorité des Marchés Financiers le 2 juin 2016 sous le numéro I.16-050 (le « **Document de Base** »),
- de la présente note d'opération (la « **Note d'Opération** ») ;
- du résumé du Prospectus (inclus dans la Note d'Opération).

Des exemplaires du présent Prospectus sont disponibles sans frais au siège social de Pharnext, 11, rue des Peupliers, 92130 Issy-Les-Moulineaux, France. Ce document peut également être consulté en ligne sur les sites de l'AMF (www.amf-france.org) et de la Société (www.pharnext.com).



*Chef de File et Teneur de Livre
Listing Sponsor*

SOMMAIRE

1	PERSONNE RESPONSABLE	30
1.1	DENOMINATION DE LA PERSONNE RESPONSABLE	30
1.2	DECLARATION DE LA PERSONNE RESPONSABLE	30
1.3	ENGAGEMENTS DE LA SOCIETE	31
1.4	ATTESTATION DU LISTING SPONSOR	32
1.5	RESPONSABLE DE L'INFORMATION FINANCIERE	32
2	FACTEURS DE RISQUES DE MARCHE POUVANT INFLUER SENSIBLEMENT SUR LES VALEURS MOBILIERES OFFERTES	33
2.1	LES ACTIONS DE LA SOCIETE N'ONT PAS ETE PREALABLEMENT COTEES ET SONT SOUMISES AUX FLUCTUATIONS DE MARCHE	33
2.2	LE COURS DE L'ACTION DE LA SOCIETE EST SUSCEPTIBLE D'ETRE AFFECTE PAR UNE VOLATILITE IMPORTANTE	33
2.3	RISQUES LIES A L'INSUFFISANCE DES SOUSCRIPTIONS ET A L'ANNULATION DE L'OPERATION	34
2.4	DES CESSIONS D'ACTIONS DE LA SOCIETE POURRAIENT INTERVENIR SUR LE MARCHE NOTAMMENT A L'ISSUE DES PERIODES D'ENGAGEMENTS DE CONSERVATION DE TITRES PRIS PAR CERTAINS ACTIONNAIRES HISTORIQUES ET POURRAIENT AVOIR UN IMPACT DEFAVORABLE SUR LE PRIX DE MARCHE DE L'ACTION	34
2.5	POLITIQUE DE DISTRIBUTION DE DIVIDENDES DE LA SOCIETE	34
2.6	RISQUE DE DILUTION	34
2.7	RISQUE SPECIFIQUE A LA COTATION DES ACTIONS SUR LE MARCHE ALTERNEXT D'EURONEXT PARIS	35
3	INFORMATIONS DE BASE	36
3.1	DECLARATION SUR LE FONDS DE ROULEMENT NET	36
3.2	CAPITAUX PROPRES ET ENDETTEMENT	36
3.3	INTERETS DES PERSONNES PHYSIQUES ET MORALES PARTICIPANT A L'EMISSION	37
3.4	RAISONS DE L'OFFRE ET UTILISATION DU PRODUIT	38
4	INFORMATIONS SUR LES VALEURS MOBILIERES DEVANT ETRE OFFERTES ET ADMISES A LA NEGOCIATION SUR LE MARCHE ALTERNEXT D'EURONEXT PARIS	39
4.1	NATURE ET CATEGORIE DES ACTIONS ET DATE DE JOUISSANCE DES ACTIONS NOUVELLES EMISES ET ADMISES A LA NEGOCIATION	39
4.1.1	Nature et catégorie des actions	39
4.1.2	Assimilation aux actions existantes et date de jouissance	40
4.1.3	Libellé des actions	40
4.1.4	Code ISIN	40
4.1.5	Code ICB	40
4.1.6	Mnémonique	40
4.2	DROIT APPLICABLE ET TRIBUNAUX COMPETENTS	40
4.3	FORME ET MODE D'INSCRIPTION EN COMPTE DES ACTIONS	40
4.4	DEVISE D'EMISSION DES ACTIONS	41
4.5	DROITS ATTACHES AUX ACTIONS	41
4.6	AUTORISATIONS	42
4.6.1	Assemblée Générale du 19 avril 2016 ayant autorisé l'émission	42

4.6.2	Décision du Conseil d'administration ayant décidé de l'émission	47
4.7	DATE PREVUE D'EMISSION DES ACTIONS OFFERTES	49
4.8	RESTRICTIONS A LA LIBRE NEGOCIABILITE DES ACTIONS	49
4.9	REGLES FRANÇAISES EN MATIERE D'OFFRE PUBLIQUE	49
4.9.1	Offre publique obligatoire	50
4.9.2	Offre publique de retrait et retrait obligatoire	50
4.10	OFFRES PUBLIQUES D'ACHAT INITIEES PAR DES TIERS SUR LE CAPITAL DE L'EMETTEUR DURANT LE DERNIER EXERCICE ET L'EXERCICE EN COURS	50
4.11	RETENUE A LA SOURCE SUR LES DIVIDENDES VERSES	50
4.11.1	Actionnaires dont la résidence fiscale est située en France	50
4.11.2	Actionnaires dont la résidence fiscale est située hors de France	52
4.12	REGIME SPECIAL DES PLANS D'EPARGNE EN ACTIONS (« PEA ») DE DROIT COMMUN ET DES PEA « PME-ETI »	53
4.12.1	PEA	53
4.12.2	PEA « PME-ETI »	54
4.13	REDUCTION D'IMPOT DE SOLIDARITE SUR LA FORTUNE AU TITRE DE LA SOUSCRIPTION A L'AUGMENTATION DE CAPITAL (ARTICLE 885-0 V BIS DU CODE GENERAL DES IMPOTS)	55
5	MODALITES DE L'OFFRE	59
5.1	MODALITES DE L'OFFRE, CALENDRIER PREVISIONNEL ET MODALITES DES DEMANDES DE SOUSCRIPTION	59
5.1.1	Modalités de l'Offre	59
5.1.2	Montant de l'Offre	60
5.1.3	Procédure et période de souscription	60
5.1.4	Révocation / Suspension de l'Offre	64
5.1.5	Réduction de l'Offre	64
5.1.6	Montant maximum et/ou minimum des ordres	64
5.1.7	Révocation des ordres de souscription	64
5.1.8	Versement des fonds et modalités de délivrance des Actions Offertes	64
5.1.9	Publication des résultats de l'émission	64
5.1.10	Droits préférentiels de souscription	64
5.2	PLAN DE DISTRIBUTION ET ALLOCATION DES ACTIONS NOUVELLES	65
5.2.1	Catégorie d'investisseurs potentiels et restrictions applicables à l'Offre	65
5.2.2	Intention de souscription des principaux actionnaires de la Société ou des membres de ses organes d'administration, de direction ou de surveillance ou de quiconque entendrait prendre une souscription de plus de 5%	67
5.2.3	Information pré-allocation	68
5.2.4	Notification aux souscripteurs	68
5.2.5	Clause d'Extension	68
5.2.6	Option de Surallocation	69
5.3	FIXATION DU PRIX DE SOUSCRIPTION	69
5.3.1	Méthode de fixation du Prix de l'Offre	69
5.3.2	Procédure de Publication du Prix de l'Offre et des éventuelles modifications des paramètres de l'Offre	70
5.3.3	Restriction ou suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires	72
5.3.4	Disparités de prix	72
5.4	PLACEMENT ET GARANTIE	72
5.4.1	Coordonnées de l'établissement financier introducteur	72
5.4.2	Coordonnées des intermédiaires chargés du service financier et des dépositaires dans chaque pays concerné	72
5.4.3	Garantie	72
6	INSCRIPTION A LA NEGOCIATION ET MODALITES DE NEGOCIATION	73

6.1	INSCRIPTION AUX NEGOCIATIONS _____	73
6.2	PLACE DE COTATION _____	73
6.3	OFFRES CONCOMITANTES DE VALEURS MOBILIERES DE LA SOCIETE _____	73
6.4	CONTRAT DE LIQUIDITE ET RACHAT D'ACTIONS PROPRES _____	73
6.5	STABILISATION _____	73
7	DETENTEURS DE VALEURS MOBILIERES SOUHAITANT LES VENDRE _____	75
7.1	PERSONNES OU ENTITES AYANT L'INTENTION DE VENDRE DES TITRES DE CAPITAL OU DES VALEURS MOBILIERES DONNANT ACCES AU CAPITAL DE LA SOCIETE _____	75
7.2	NOMBRE D'ACTIONS OFFERTES PAR LES DETENTEURS SOUHAITANT LES VENDRE _____	75
7.3	ENGAGEMENTS DE CONSERVATION DES TITRES _____	75
7.3.1	Engagement d'abstention souscrit par la Société _____	75
7.3.2	Engagement de conservation pris par les actionnaires de la Société _____	75
8	DEPENSES LIEES A L'OFFRE _____	77
9	DILUTION _____	78
9.1	IMPACT DE L'OFFRE SUR LES CAPITAUX PROPRES DE LA SOCIETE _____	78
9.2	MONTANT ET POURCENTAGE DE LA DILUTION RESULTANT DE L'OFFRE _____	78
9.3	REPARTITION DU CAPITAL SOCIAL ET DES DROITS DE VOTE _____	79
9.3.1	Répartition du capital avant et après l'introduction _____	80
9.3.2	Répartition des droits de vote avant et après l'introduction _____	80
10	INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES _____	82
10.1	CONSEILLERS AYANT UN LIEN AVEC L'EMISSION _____	82
10.2	AUTRES INFORMATIONS VERIFIEES PAR LES COMMISSAIRES AUX COMPTES _____	82
10.3	RAPPORT D'EXPERTS _____	82
10.4	INFORMATIONS CONTENUES DANS LE PROSPECTUS PROVENANT DE TIERCE PARTIE _____	82
10.5	MISE A JOUR DE L'INFORMATION CONCERNANT LA SOCIETE _____	82
10.5.1	Contrat d'emprunt obligataire dit Obligations Relais _____	82
10.5.1	Attribution de BSPCE le 22 juin 2016 _____	83
10.5.2	Evolution des effectifs _____	83

REMARQUES GENERALES

Dans la présente note d'opération, et sauf indication contraire, les termes la « **Société** » ou « **Pharnext** » désignent la société Pharnext S.A. dont le siège social est situé au 11, rue des Peupliers, 92130 Issy-les Moulineaux, immatriculée au registre du commerce et des sociétés sous le numéro 498 098 425 R.C.S. Nanterre.

AVERTISSEMENT

Informations sur les marchés et la concurrence

Le Prospectus contient des informations relatives à l'activité de la Société ainsi qu'au marché sur lequel celle-ci opère. Ces informations proviennent d'études réalisées soit par des sources internes soit par des sources externes (ex : publications du secteur, études spécialisées, informations publiées par des sociétés d'études de marché, rapports d'analystes). La Société estime que ces informations donnent à ce jour une image fidèle de son marché de référence et de son positionnement concurrentiel sur ce marché. Toutefois, ces informations n'ont pas été vérifiées par un expert indépendant et la Société ne peut pas garantir qu'un tiers utilisant des méthodes différentes pour réunir, analyser ou calculer des données sur les marchés obtiendrait les mêmes résultats.

Informations prospectives

Le Prospectus comporte également des informations sur les objectifs et axes de développement de la Société. Ces indications sont parfois identifiées par l'utilisation du futur, du conditionnel et de termes à caractère prospectif tels que « estimer », « considérer », « avoir pour objectif », « s'attendre à », « entend », « devrait », « souhaite » et « pourrait » ou, le cas échéant, la forme négative de ces termes, ou toute autre variante ou terminologie similaire. L'attention du lecteur est attirée sur le fait que ces objectifs et axes de développement ne sont pas des données historiques et ne doivent pas être interprétés comme une garantie que les faits et données énoncés se produiront, que les hypothèses seront vérifiées ou que les objectifs seront atteints. Il s'agit d'objectifs qui par nature pourraient ne pas être réalisés et les informations contenues dans le Prospectus pourraient se révéler erronées sans que la Société se trouve soumise de quelque manière que ce soit à une obligation de mise à jour, sous réserve de la réglementation applicable, notamment le Règlement général de l'Autorité des marchés financiers (l'« AMF »). Ces informations sont susceptibles d'évoluer ou d'être modifiées en raison des incertitudes liées notamment à l'environnement économique, financier, concurrentiel ou réglementaire.

Facteurs de risque

Parmi les informations contenues dans le Prospectus, les investisseurs sont invités à lire attentivement les facteurs de risques décrits au chapitre 4 du Document de Base et au chapitre 2 de la présente note d'opération avant de prendre leur décision d'investissement. La réalisation de tout ou partie de ces risques est susceptible d'avoir un effet défavorable significatif sur les activités, le patrimoine, la situation financière, les résultats, les perspectives de la Société ou sur sa capacité à réaliser ses objectifs ainsi que sur le prix de marché des actions de la Société une fois celles-ci admises aux négociations sur le marché Alternext d'Euronext à Paris. Par ailleurs, d'autres risques, non encore actuellement identifiés ou considérés comme non significatifs par la Société, pourraient avoir le même effet négatif et les investisseurs pourraient perdre tout ou partie de leur investissement.

La présentation de la Note d'Opération suit l'Annexe 3 du RE Prospectus.

RÉSUMÉ DU PROSPECTUS

Visa n°16- 275 en date du 24 juin 2016 de l'AMF

Le résumé se compose d'une série d'informations clés, désignées sous le terme d' « Éléments », qui sont présentés en cinq sections A à E et numérotées de A.1 à E.7.

Ce résumé contient l'ensemble des Éléments devant figurer dans le résumé d'un prospectus relatif à cette catégorie de valeurs mobilières et à ce type d'émetteur. Tous les Éléments ne devant pas être renseignés, la numérotation des Éléments dans le présent résumé n'est pas continue.

Il est possible qu'aucune information pertinente ne puisse être fournie au sujet d'un Élément donné qui doit figurer dans le présent résumé du fait de la catégorie de valeurs mobilières et du type d'émetteur concerné. Dans ce cas, une description sommaire de l'Élément concerné figure dans le résumé avec la mention « Sans objet ».

Section A – Introduction et avertissements		
A.1	Introduction et avertissements	<p>Le présent résumé doit être lu comme une introduction au Prospectus.</p> <p>Toute décision d’investir dans les valeurs mobilières concernées doit être fondée sur un examen exhaustif du Prospectus par l’investisseur.</p> <p>Lorsqu’une action concernant l’information contenue dans le Prospectus est intentée devant un tribunal, l’investisseur plaignant peut, selon la législation nationale des États membres, avoir à supporter les frais de traduction du Prospectus avant le début de la procédure judiciaire.</p> <p>Une responsabilité civile n’est attribuée qu’aux personnes qui ont présenté le résumé, y compris sa traduction, mais uniquement si le contenu du résumé est trompeur, inexact ou contradictoire par rapport aux autres parties du Prospectus ou s’il ne fournit pas, lu en combinaison avec les autres parties du Prospectus, les informations clés permettant d’aider les investisseurs lorsqu’ils envisagent d’investir dans ces valeurs mobilières.</p>
A.2	Consentement de l’Emetteur	Sans objet.
Section B – Emetteur		
B.1	Raison sociale / Dénomination sociale	<ul style="list-style-type: none"> - Raison sociale : Pharnext (la « Société » ou l’ « Emetteur ») ; - Nom commercial : Pharnext.
B.2	Siège social / Forme juridique / Législation / Pays d’origine	<ul style="list-style-type: none"> - Siège social : 11, rue des Peupliers, 92130 Issy-les-Moulineaux, France; - Forme juridique : société anonyme à conseil d’administration ; - Droit applicable : droit français ; - Pays d’origine : France.
B.3	Nature des opérations et Principales activités	<p>Pharnext basée en France, a été créée en 2007 par d’éminents scientifiques et entrepreneurs, dont le Professeur Daniel Cohen, un des pionniers de la génomique moderne.</p> <p>Pharnext développe de nouveaux traitements ciblant des maladies neurodégénératives sévères – rares ou communes – actuellement sans solution thérapeutique satisfaisante. Ces traitements, appelés pléomédicaments, sont des combinaisons synergiques de médicaments déjà approuvés mais pour d’autres maladies. Ils sont développés à de nouvelles doses optimales plus faibles et sous une nouvelle formulation galénique. Les avantages des pléomédicaments sont importants : excellent profil de sécurité, action simultanée sur plusieurs cibles thérapeutiques, propriété intellectuelle forte et</p>

robuste.

La connaissance du profil de tolérance des molécules composant un pléomédicament et le risque de toxicité diminué par l'utilisation de faibles doses, associés à la plateforme technologique de Pharnext doivent permettre :

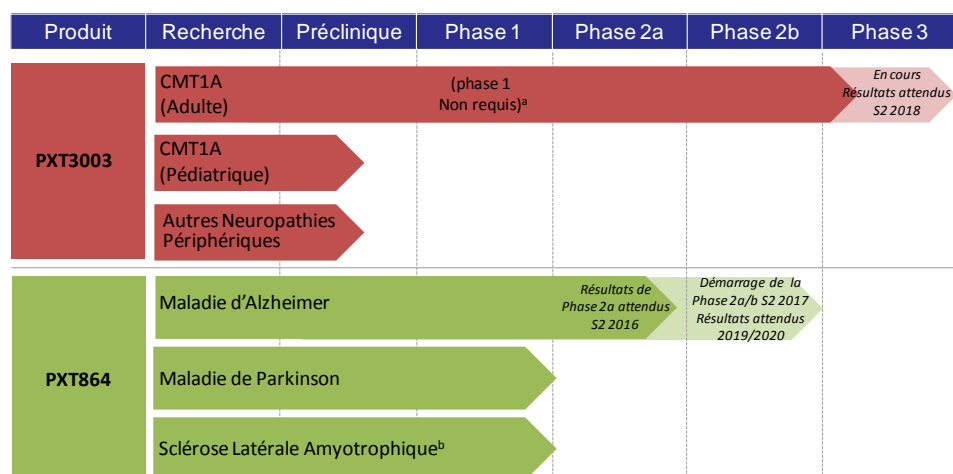
- (i) de diminuer significativement le risque d'un échec dû à des problèmes de toxicité ;
- (ii) de diminuer la durée du développement jusqu'à l'enregistrement du pléomédicament, notamment grâce à une phase de recherche et de développement préclinique de seulement 3 ans, et éventuellement grâce à la dispense de conduire systématiquement une Phase 1.

La combinaison de ces deux facteurs permet de réduire globalement le coût de développement d'un pléomédicament jusqu'à sa commercialisation. L'approche thérapeutique développée par la Société lui permet ainsi de bénéficier d'une flexibilité importante sur le niveau de prix de ses candidats pléomédicaments.

Cette nouvelle approche thérapeutique, appelée Pléothérapie, repose sur une plateforme technologique propriétaire s'appuyant sur la pharmacologie des réseaux biologiques. Développée par les fondateurs de la Société au cours des 30 dernières années, cette technologie utilise un grand nombre de données biologiques complexes afin d'identifier les milliers de molécules potentiellement impliquées dans une maladie. A partir de ces réseaux biologiques, elle permet de systématiser l'identification de nouvelles utilisations pour les médicaments et d'en déduire des combinaisons synergiques.

Les deux premiers pléomédicaments issus de la plateforme technologique de Pharnext sont à un stade avancé de développement : PXT3003, qui bénéficie d'une désignation de médicament orphelin en Europe et aux Etats-Unis, est entré en Phase 3 en décembre 2015 pour le traitement de la maladie de Charcot-Marie-Tooth de type 1A (CMT1A), et PXT864 vient de terminer une Phase 2a avec des résultats préliminaires encourageants pour le traitement de la maladie d'Alzheimer. D'autres indications sont envisagées pour PXT864, notamment la maladie de Parkinson et la Sclérose Latérale Amyotrophique (SLA ou maladie de Charcot).

Pipeline de Pharnext



Note (a): Le programme CMT est entré directement en Phase 2 après les études précliniques. Une étude de Phase 1 n'a pas été jugée nécessaire par les autorités sanitaires en France (ANSM). Note (b): La Sclérose Latérale Amyotrophique est aussi dénommée Maladie de Charcot.

		<p>Pharnext se concentre aujourd'hui sur la poursuite du développement de son portefeuille de candidats pléomédicaments, au travers d'une stratégie de création de valeur :</p> <ul style="list-style-type: none"> La stratégie de développement et de commercialisation du portefeuille de produits de Pharnext est différenciée selon la maladie visée : <p>Pour les pathologies neurodégénératives orphelines / rares, l'objectif de la Société est de développer en propre les candidats pléomédicaments jusqu'à leur mise sur le marché et leur commercialisation. Toutefois la Société n'exclut pas, selon les opportunités, de conclure des partenariats sur certains produits dès les phases de développement clinique.</p> <p>Pour les pathologies neurodégénératives plus communes, la Société développera en propre les candidats pléomédicaments jusqu'en Phase 2a – voire Phase 2b selon les investissements requis – afin de générer des données de preuve de concept solides chez l'homme sur une population suffisamment large, l'objectif étant de créer un maximum de valeur pour la Société et ses actionnaires avant un potentiel partenariat industriel. A partir de la Phase 2b, le développement et la commercialisation des produits seront réalisés conjointement ou exclusivement par le partenaire.</p> PXT3003, un premier candidat pléomédicament actuellement en Phase 3 dans l'indication de la maladie CMT1A <p>La maladie de Charcot-Marie-Tooth de type 1A (CMT1A) est une maladie génétique héréditaire, qui touche environ 170 000 patients en Europe et en Amérique du Nord^{1,2}. A ce jour, il n'existe aucun traitement : la prise en charge actuelle consiste en des soins de support visant à gérer au mieux les symptômes et leurs complications secondaires. Aucun de ces traitements ne ralentit, stabilise ou inverse l'évolution naturelle de la CMT1A. Ils ne ciblent pas les causes sous-jacentes de la maladie ni ne modifient le cours de son évolution. D'après les estimations de la Société, un médicament approuvé pour la CMT1A pourrait générer annuellement au pic des ventes plus d'un milliard de dollars de revenus en Europe et Amérique du Nord.</p> <p>PXT3003, solution buvable administrée 2 fois par jour, est une combinaison fixe à faible dose de baclofène, naltrexone et sorbitol, qui bénéficie du statut de médicament orphelin dans l'indication CMT1A accordé par l'EMA et la FDA depuis mars 2014. Ces désignations de médicament orphelin sont une preuve de l'existence d'avantages cliniques potentiels de PXT3003 pour une maladie associée à d'importants besoins médicaux.</p> <p>Au dernier trimestre 2015, Pharnext a démarré un essai clinique pivot international de Phase 3 chez des patients atteints de CMT1A légère à modérée. Cette étude est randomisée, en double aveugle, contrôlée versus placebo. Elle prévoit le recrutement de 300 patients âgés de 16 à 65 ans répartis dans 27 centres en Europe (France, Royaume-Uni, Belgique, Pays-Bas, Espagne, Allemagne) et aux Etats-Unis (Californie, Connecticut, Floride, Massachusetts, Minnesota, Missouri, New York et Washington). Ces centres seront progressivement ouverts et activés en 2016. Le premier</p>
--	--	---

¹ Jani-Acsadi A, et al. CMT neuropathies: diagnosis and management. Semin Neurol. 2008 Apr;28(2):185-94.

² DiVincenzo C, et al. The allelic spectrum of CMT disease in over 17,000 individuals with neuropathy. Mol Genet Genomic Med. 2014 Nov;2(6):522-9. Nelis E, et al. Estimation of the mutation frequencies in CMT disease type 1 and hereditary neuropathy with liability to pressure palsies: a European collaborative study. Eur J Hum Genet. 1996;4(1):25-33.

		<p>patient a été recruté à l'hôpital de la Timone - CHU de Marseille en décembre 2015. Le dernier patient devrait être recruté au dernier trimestre 2016 et les résultats de l'étude sont attendus au second semestre 2018. Une étude clinique pédiatrique pourrait également être lancée à moyen terme.</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ PXT864, le second candidat pléomédicament en cours de développement dans l'indication de la maladie d'Alzheimer, vient d'achever une Phase 2a ayant démontré une amélioration significative des fonctions cognitives des patients durant leur traitement <p>La maladie d'Alzheimer est une affection neurodégénérative chronique qui entraîne la destruction lente et progressive des neurones. Plus de 30 millions de personnes seraient aujourd'hui atteintes de la maladie d'Alzheimer dans le monde. La prévalence de la maladie est en forte progression et d'après les estimations entre 70 et 100 millions de personnes pourraient être touchées dans le monde d'ici 20503.</p> <p>Il n'existe actuellement aucun médicament permettant de guérir la maladie ou d'en ralentir la progression. Quelques médicaments ont été approuvés pour atténuer certains symptômes mais leur action reste modérée, temporaire et associée à des effets secondaires fréquents et parfois significatifs. Les deux principaux sont le donépézil (Aricept®) et la mémantine (Namenda®/Ebixa®). Les ventes cumulées des médicaments autorisés et prescrits dans la maladie d'Alzheimer étaient d'environ 5 milliards de dollars en 20154.</p> <p>PXT864 est une combinaison fixe à faible dose de baclofène et d'acamprosate, administrée par voie orale deux fois par jour. Les premiers résultats de Phase 2a ont permis de montrer un effet de PXT864 sur les troubles cognitifs mesurés par l'échelle composite ADAS-Cog (Alzheimer Disease Assessment Scale), l'outil de mesure recommandé par l'EMA et la FDA pour évaluer l'efficacité des produits développés pour la maladie d'Alzheimer.</p> <p>Afin d'optimiser la dose de PXT864 et d'obtenir des résultats complémentaires de synergie, une étude internationale est prévue au second semestre 2017 sur un plus grand nombre de patients, pour des résultats attendus fin 2019/début 2020. Le design de cette étude sera défini et validé au cours de l'année 2016.</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Des investisseurs de premier plan soutenant le projet <p>La Société est soutenue depuis sa création par Truffle Capital, investisseur renommé et spécialiste du monde de la santé. M. Pierre Bastid - investisseur dans plusieurs sociétés de biotechnologie, notamment Carmat et Cellectis, dont il est également administrateur – et M. Florent Battistella, soutiennent également la Société et ont participé à plusieurs tours de financement depuis 2011.</p>
--	--	---

³ World Alzheimer Report 2015 et 2015 Alzheimer's Disease Facts and Figures.

⁴ Bases de données : GlobalData et Medtrack

B.4a	Tendances récentes ayant des répercussions sur la Société	A ce jour, 28 centres, dont 19 en Europe et 9 aux Etats-Unis, ont été sélectionnés pour participer à l'étude de Phase 3 du produit PXT3003 pour la maladie de Charcot-Marie-Tooth, et 75 patients ont déjà été inclus dans cette étude, conformément au plan de recrutement envisagé.																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																				
B.5	Description de la Société	<p>La Société détient une filiale à 90% en capital et en droits de vote à Phnom Penh au Cambodge, la société Medikhmer, et ne détient aucune autre participation. Medikhmer est spécialisée dans la recherche et le développement dans le domaine de la phytothérapie.</p> <p>Pharnext accorde à Medikhmer son soutien matériel et financier et verse régulièrement des avances en compte courant à Medikhmer pour financer ses activités en fonction des besoins de trésorerie de celle-ci.</p> <p>Au 31 décembre 2015, le total des sommes avancées en compte courant par Pharnext à Medikhmer s'élevait à 1.247 K€.</p> <p>Medikhmer présentant un intérêt négligeable par rapport à l'objectif de comptes donnant une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de l'ensemble constitué de la société Pharnext et de sa filiale, Pharnext bénéficie de l'exemption d'établir et de publier des comptes consolidés, prévue à l'article L.233-17-1 du code de commerce. Ces états financiers sont donc des états financiers individuels.</p>																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																				
B.6	Actionnariat	<p>1. A la date du présent document</p> <p>A la date du prospectus, le capital de la Société s'élève à 64.269 euros divisé en 6.426.900 actions de 0,01 € de valeur nominale chacune, entièrement libérées. L'actionnariat détaillé de la Société à la date du présent document est le suivant :</p> <table><tr><th rowspan="2">Actionnariat</th><th colspan="2">Avant l'Offre</th><th colspan="4">Après conversion des OC</th><th colspan="4">Après conversion des OC et sur une base pleinement diluée</th></tr><tr><th>Nombre d'actions et de droits de vote</th><th>% du capital et des droits de vote</th><th>Nombre d'actions</th><th>% du capital</th><th>Nombre de droits de vote</th><th>% des droits de vote</th><th>Nombre d'actions</th><th>% du capital</th><th>Nombre de droits de vote</th><th>% des droits de vote</th></tr><tr><td>Daniel COHEN</td><td>774,000</td><td>12.0%</td><td>774,000</td><td>9.9%</td><td>1,548,000</td><td>10.9%</td><td>774,000</td><td>8.7%</td><td>1,548,000</td><td>10.1%</td></tr><tr><td>Iliya CHUMAKOV</td><td>414,000</td><td>6.4%</td><td>414,000</td><td>5.3%</td><td>828,000</td><td>5.8%</td><td>414,000</td><td>287.5%</td><td>828,000</td><td>5.4%</td></tr><tr><td>Serguei NABIROTKHIN</td><td>189,000</td><td>2.9%</td><td>189,000</td><td>2.4%</td><td>378,000</td><td>2.7%</td><td>189,000</td><td>131.3%</td><td>378,000</td><td>2.5%</td></tr><tr><td>Bounmy RATTANAVAN</td><td>144,000</td><td>2.2%</td><td>144,000</td><td>1.9%</td><td>288,000</td><td>2.0%</td><td>144,000</td><td>100.0%</td><td>288,000</td><td>1.9%</td></tr><tr><td>Oxana GUERASSIMENKO</td><td>135,900</td><td>2.1%</td><td>135,900</td><td>1.7%</td><td>271,800</td><td>1.9%</td><td>135,900</td><td>94.4%</td><td>271,800</td><td>1.8%</td></tr><tr><td>Loïc HEIDSIECK</td><td>107,100</td><td>1.7%</td><td>107,100</td><td>1.4%</td><td>214,200</td><td>1.5%</td><td>131,100</td><td>91.0%</td><td>238,200</td><td>1.6%</td></tr><tr><td>David PICARD</td><td>36,000</td><td>0.6%</td><td>36,000</td><td>0.5%</td><td>72,000</td><td>0.5%</td><td>36,000</td><td>25.0%</td><td>72,000</td><td>0.5%</td></tr><tr><td>Total fondateurs</td><td>1,800,000</td><td>28.0%</td><td>1,800,000</td><td>23.1%</td><td>3,600,000</td><td>25.3%</td><td>1,824,000</td><td>20.6%</td><td>3,624,000</td><td>23.7%</td></tr><tr><td>Fonds gérés par TRUFFLE CAPITAL</td><td>2,499,600</td><td>38.9%</td><td>2,931,188</td><td>37.7%</td><td>5,430,788</td><td>38.2%</td><td>2,993,607</td><td>2078.9%</td><td>5,493,207</td><td>36.0%</td></tr><tr><td>ZAKA</td><td>725,600</td><td>11.3%</td><td>1,515,130</td><td>19.5%</td><td>2,240,730</td><td>15.8%</td><td>1,515,130</td><td>1052.2%</td><td>2,240,730</td><td>14.7%</td></tr><tr><td>Florent BATTISTELLA</td><td>583,400</td><td>9.1%</td><td>583,400</td><td>7.5%</td><td>1,166,800</td><td>8.2%</td><td>583,400</td><td>405.1%</td><td>1,166,800</td><td>7.6%</td></tr><tr><td>Total investisseurs historiques</td><td>3,808,600</td><td>59.3%</td><td>5,029,718</td><td>64.6%</td><td>8,838,318</td><td>62.2%</td><td>5,092,137</td><td>57.5%</td><td>8,900,737</td><td>58.3%</td></tr><tr><td>CD PRIVATE EQUITY S.à.r.l.</td><td>165,000</td><td>2.6%</td><td>170,859</td><td>2.2%</td><td>335,859</td><td>2.4%</td><td>170,859</td><td>118.7%</td><td>335,859</td><td>2.2%</td></tr><tr><td>IPSEN PHARMA</td><td>162,600</td><td>2.5%</td><td>162,600</td><td>2.1%</td><td>325,200</td><td>2.3%</td><td>162,600</td><td>112.9%</td><td>325,200</td><td>2.1%</td></tr><tr><td>PARINVEST</td><td>161,200</td><td>2.5%</td><td>161,200</td><td>2.1%</td><td>322,400</td><td>2.3%</td><td>161,200</td><td>111.9%</td><td>322,400</td><td>2.1%</td></tr><tr><td>Serendip</td><td>0</td><td>0.0%</td><td>123,550</td><td>1.6%</td><td>123,550</td><td>0.9%</td><td>123,550</td><td>85.8%</td><td>123,550</td><td>0.8%</td></tr><tr><td>AURINVEST CAPITAL 2</td><td>100,000</td><td>1.6%</td><td>100,000</td><td>1.3%</td><td>200,000</td><td>1.4%</td><td>100,000</td><td>69.4%</td><td>200,000</td><td>1.3%</td></tr><tr><td>EOLE Luxembourg S.à.r.l.</td><td>62,400</td><td>1.0%</td><td>66,895</td><td>0.9%</td><td>129,295</td><td>0.9%</td><td>66,895</td><td>46.5%</td><td>129,295</td><td>0.8%</td></tr><tr><td>GRAVITATION</td><td>28,700</td><td>0.4%</td><td>28,700</td><td>0.4%</td><td>57,400</td><td>0.4%</td><td>44,700</td><td>31.0%</td><td>73,400</td><td>0.5%</td></tr><tr><td>FINANCIERE GASPARD</td><td>37,400</td><td>0.6%</td><td>37,400</td><td>0.5%</td><td>74,800</td><td>0.5%</td><td>37,400</td><td>26.0%</td><td>74,800</td><td>0.5%</td></tr><tr><td>Monique SOUCHAIRE</td><td>37,400</td><td>0.6%</td><td>37,400</td><td>0.5%</td><td>74,800</td><td>0.5%</td><td>37,400</td><td>26.0%</td><td>74,800</td><td>0.5%</td></tr><tr><td>SIMPERI 2010</td><td>25,000</td><td>0.4%</td><td>25,000</td><td>0.3%</td><td>50,000</td><td>0.4%</td><td>25,000</td><td>17.4%</td><td>50,000</td><td>0.3%</td></tr><tr><td>Lyse SANTORO</td><td>19,500</td><td>0.3%</td><td>19,500</td><td>0.3%</td><td>39,000</td><td>0.3%</td><td>19,500</td><td>13.5%</td><td>39,000</td><td>0.3%</td></tr><tr><td>Lamia BOUDIAF</td><td>12,000</td><td>0.2%</td><td>12,000</td><td>0.2%</td><td>24,000</td><td>0.2%</td><td>12,000</td><td>8.3%</td><td>24,000</td><td>0.2%</td></tr><tr><td>ANTINEA INVESTISSEMENTS</td><td>7,100</td><td>0.1%</td><td>7,100</td><td>0.1%</td><td>14,200</td><td>0.1%</td><td>7,100</td><td>4.9%</td><td>14,200</td><td>0.1%</td></tr><tr><td>Total autres investisseurs</td><td>818,300</td><td>12.7%</td><td>952,204</td><td>12.2%</td><td>1,770,504</td><td>12.5%</td><td>968,204</td><td>10.9%</td><td>1,786,504</td><td>11.7%</td></tr><tr><td>Kreos Capital</td><td>0</td><td>0.0%</td><td>0</td><td>0.0%</td><td>0</td><td>0.0%</td><td>156,250</td><td>1.8%</td><td>156,250</td><td>1.0%</td></tr><tr><td>Total salariés/membres de comités/c</td><td>0</td><td>0.0%</td><td>0</td><td>0.0%</td><td>0</td><td>0.0%</td><td>810,800</td><td>9.2%</td><td>810,800</td><td>5.3%</td></tr><tr><td>TOTAL</td><td>6,426,900</td><td>100.0%</td><td>7,781,922</td><td>100.0%</td><td>14,208,822</td><td>100.0%</td><td>8,851,391</td><td>100.0%</td><td>15,278,291</td><td>100.0%</td></tr></table> <p>* A la date du présent prospectus, le pourcentage des droits de vote est identique au pourcentage du capital détenu. Aux termes des résolutions adoptées par l'assemblée générale mixte des actionnaires de la Société du 19 avril 2016, un droit de vote double sera attribué à toutes les actions entièrement libérées pour lesquelles il sera justifié d'une inscription nominative depuis deux ans au moins au nom du même actionnaire à compter de la première cotation des actions de la Société sur le marché Alternext d'Euronext à Paris.</p>	Actionnariat	Avant l'Offre		Après conversion des OC				Après conversion des OC et sur une base pleinement diluée				Nombre d'actions et de droits de vote	% du capital et des droits de vote	Nombre d'actions	% du capital	Nombre de droits de vote	% des droits de vote	Nombre d'actions	% du capital	Nombre de droits de vote	% des droits de vote	Daniel COHEN	774,000	12.0%	774,000	9.9%	1,548,000	10.9%	774,000	8.7%	1,548,000	10.1%	Iliya CHUMAKOV	414,000	6.4%	414,000	5.3%	828,000	5.8%	414,000	287.5%	828,000	5.4%	Serguei NABIROTKHIN	189,000	2.9%	189,000	2.4%	378,000	2.7%	189,000	131.3%	378,000	2.5%	Bounmy RATTANAVAN	144,000	2.2%	144,000	1.9%	288,000	2.0%	144,000	100.0%	288,000	1.9%	Oxana GUERASSIMENKO	135,900	2.1%	135,900	1.7%	271,800	1.9%	135,900	94.4%	271,800	1.8%	Loïc HEIDSIECK	107,100	1.7%	107,100	1.4%	214,200	1.5%	131,100	91.0%	238,200	1.6%	David PICARD	36,000	0.6%	36,000	0.5%	72,000	0.5%	36,000	25.0%	72,000	0.5%	Total fondateurs	1,800,000	28.0%	1,800,000	23.1%	3,600,000	25.3%	1,824,000	20.6%	3,624,000	23.7%	Fonds gérés par TRUFFLE CAPITAL	2,499,600	38.9%	2,931,188	37.7%	5,430,788	38.2%	2,993,607	2078.9%	5,493,207	36.0%	ZAKA	725,600	11.3%	1,515,130	19.5%	2,240,730	15.8%	1,515,130	1052.2%	2,240,730	14.7%	Florent BATTISTELLA	583,400	9.1%	583,400	7.5%	1,166,800	8.2%	583,400	405.1%	1,166,800	7.6%	Total investisseurs historiques	3,808,600	59.3%	5,029,718	64.6%	8,838,318	62.2%	5,092,137	57.5%	8,900,737	58.3%	CD PRIVATE EQUITY S.à.r.l.	165,000	2.6%	170,859	2.2%	335,859	2.4%	170,859	118.7%	335,859	2.2%	IPSEN PHARMA	162,600	2.5%	162,600	2.1%	325,200	2.3%	162,600	112.9%	325,200	2.1%	PARINVEST	161,200	2.5%	161,200	2.1%	322,400	2.3%	161,200	111.9%	322,400	2.1%	Serendip	0	0.0%	123,550	1.6%	123,550	0.9%	123,550	85.8%	123,550	0.8%	AURINVEST CAPITAL 2	100,000	1.6%	100,000	1.3%	200,000	1.4%	100,000	69.4%	200,000	1.3%	EOLE Luxembourg S.à.r.l.	62,400	1.0%	66,895	0.9%	129,295	0.9%	66,895	46.5%	129,295	0.8%	GRAVITATION	28,700	0.4%	28,700	0.4%	57,400	0.4%	44,700	31.0%	73,400	0.5%	FINANCIERE GASPARD	37,400	0.6%	37,400	0.5%	74,800	0.5%	37,400	26.0%	74,800	0.5%	Monique SOUCHAIRE	37,400	0.6%	37,400	0.5%	74,800	0.5%	37,400	26.0%	74,800	0.5%	SIMPERI 2010	25,000	0.4%	25,000	0.3%	50,000	0.4%	25,000	17.4%	50,000	0.3%	Lyse SANTORO	19,500	0.3%	19,500	0.3%	39,000	0.3%	19,500	13.5%	39,000	0.3%	Lamia BOUDIAF	12,000	0.2%	12,000	0.2%	24,000	0.2%	12,000	8.3%	24,000	0.2%	ANTINEA INVESTISSEMENTS	7,100	0.1%	7,100	0.1%	14,200	0.1%	7,100	4.9%	14,200	0.1%	Total autres investisseurs	818,300	12.7%	952,204	12.2%	1,770,504	12.5%	968,204	10.9%	1,786,504	11.7%	Kreos Capital	0	0.0%	0	0.0%	0	0.0%	156,250	1.8%	156,250	1.0%	Total salariés/membres de comités/c	0	0.0%	0	0.0%	0	0.0%	810,800	9.2%	810,800	5.3%	TOTAL	6,426,900	100.0%	7,781,922	100.0%	14,208,822	100.0%	8,851,391	100.0%	15,278,291	100.0%
Actionnariat	Avant l'Offre			Après conversion des OC				Après conversion des OC et sur une base pleinement diluée																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																														
	Nombre d'actions et de droits de vote	% du capital et des droits de vote	Nombre d'actions	% du capital	Nombre de droits de vote	% des droits de vote	Nombre d'actions	% du capital	Nombre de droits de vote	% des droits de vote																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																												
Daniel COHEN	774,000	12.0%	774,000	9.9%	1,548,000	10.9%	774,000	8.7%	1,548,000	10.1%																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																												
Iliya CHUMAKOV	414,000	6.4%	414,000	5.3%	828,000	5.8%	414,000	287.5%	828,000	5.4%																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																												
Serguei NABIROTKHIN	189,000	2.9%	189,000	2.4%	378,000	2.7%	189,000	131.3%	378,000	2.5%																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																												
Bounmy RATTANAVAN	144,000	2.2%	144,000	1.9%	288,000	2.0%	144,000	100.0%	288,000	1.9%																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																												
Oxana GUERASSIMENKO	135,900	2.1%	135,900	1.7%	271,800	1.9%	135,900	94.4%	271,800	1.8%																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																												
Loïc HEIDSIECK	107,100	1.7%	107,100	1.4%	214,200	1.5%	131,100	91.0%	238,200	1.6%																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																												
David PICARD	36,000	0.6%	36,000	0.5%	72,000	0.5%	36,000	25.0%	72,000	0.5%																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																												
Total fondateurs	1,800,000	28.0%	1,800,000	23.1%	3,600,000	25.3%	1,824,000	20.6%	3,624,000	23.7%																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																												
Fonds gérés par TRUFFLE CAPITAL	2,499,600	38.9%	2,931,188	37.7%	5,430,788	38.2%	2,993,607	2078.9%	5,493,207	36.0%																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																												
ZAKA	725,600	11.3%	1,515,130	19.5%	2,240,730	15.8%	1,515,130	1052.2%	2,240,730	14.7%																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																												
Florent BATTISTELLA	583,400	9.1%	583,400	7.5%	1,166,800	8.2%	583,400	405.1%	1,166,800	7.6%																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																												
Total investisseurs historiques	3,808,600	59.3%	5,029,718	64.6%	8,838,318	62.2%	5,092,137	57.5%	8,900,737	58.3%																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																												
CD PRIVATE EQUITY S.à.r.l.	165,000	2.6%	170,859	2.2%	335,859	2.4%	170,859	118.7%	335,859	2.2%																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																												
IPSEN PHARMA	162,600	2.5%	162,600	2.1%	325,200	2.3%	162,600	112.9%	325,200	2.1%																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																												
PARINVEST	161,200	2.5%	161,200	2.1%	322,400	2.3%	161,200	111.9%	322,400	2.1%																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																												
Serendip	0	0.0%	123,550	1.6%	123,550	0.9%	123,550	85.8%	123,550	0.8%																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																												
AURINVEST CAPITAL 2	100,000	1.6%	100,000	1.3%	200,000	1.4%	100,000	69.4%	200,000	1.3%																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																												
EOLE Luxembourg S.à.r.l.	62,400	1.0%	66,895	0.9%	129,295	0.9%	66,895	46.5%	129,295	0.8%																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																												
GRAVITATION	28,700	0.4%	28,700	0.4%	57,400	0.4%	44,700	31.0%	73,400	0.5%																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																												
FINANCIERE GASPARD	37,400	0.6%	37,400	0.5%	74,800	0.5%	37,400	26.0%	74,800	0.5%																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																												
Monique SOUCHAIRE	37,400	0.6%	37,400	0.5%	74,800	0.5%	37,400	26.0%	74,800	0.5%																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																												
SIMPERI 2010	25,000	0.4%	25,000	0.3%	50,000	0.4%	25,000	17.4%	50,000	0.3%																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																												
Lyse SANTORO	19,500	0.3%	19,500	0.3%	39,000	0.3%	19,500	13.5%	39,000	0.3%																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																												
Lamia BOUDIAF	12,000	0.2%	12,000	0.2%	24,000	0.2%	12,000	8.3%	24,000	0.2%																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																												
ANTINEA INVESTISSEMENTS	7,100	0.1%	7,100	0.1%	14,200	0.1%	7,100	4.9%	14,200	0.1%																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																												
Total autres investisseurs	818,300	12.7%	952,204	12.2%	1,770,504	12.5%	968,204	10.9%	1,786,504	11.7%																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																												
Kreos Capital	0	0.0%	0	0.0%	0	0.0%	156,250	1.8%	156,250	1.0%																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																												
Total salariés/membres de comités/c	0	0.0%	0	0.0%	0	0.0%	810,800	9.2%	810,800	5.3%																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																												
TOTAL	6,426,900	100.0%	7,781,922	100.0%	14,208,822	100.0%	8,851,391	100.0%	15,278,291	100.0%																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																												

*** L'hypothèse retenue est celle où les OC₂₀₁₄ sont converties en actions sur la base du point médian de la fourchette de prix, soit 12.00 € par action, et où tous les BSPCE et BSA attribués seraient exercés, et en particulier où les BSA Dividendes Cumulés et les BSA_{2015-Kreos} seraient exercés sur la base du point médian de la fourchette de prix, soit 12.00 € par action.*

Contrôle de la Société

A la date du présent prospectus, aucun actionnaire ne détient le contrôle de la Société au sens de l'article L. 233-3 du code de commerce dans la mesure où aucun d'entre eux ne détient directement ou indirectement une fraction des droits de vote supérieure à 40 % des droits de vote.

En conséquence, la Société n'a pas mis en place de mesures en vue de s'assurer que son éventuel contrôle ne soit pas exercé de manière abusive.

Pacte

Le pacte d'actionnaires de la Société conclu le 20 mai 2010 sera résilié à la date de réalisation de l'introduction en bourse de la Société. Par exception, il pourrait continuer de s'appliquer à l'égard exclusivement d'un actionnaire détenant 0,30% du capital de la Société qui n'a pas encore signé l'avenant correspondant. Le maintien éventuel de ce pacte à l'égard de cet actionnaire ne constitue pas un obstacle à l'introduction en bourse de la Société et n'emporterait pas de conséquences significatives sur la Société ou ses actionnaires. En particulier, le droit de sortie conjointe qu'il comporte ne procure pas plus de droit à cet actionnaire que le droit des offres publiques.

Dilution

Depuis sa création, la Société a émis ou attribué des bons de souscription d'actions (BSA), des bons de souscription de parts de créateur d'entreprise (BSPCE) et des obligations convertibles en actions. Etant supposés la conversion des 10.585 OC₂₀₁₄ émises par la Société qui donneraient lieu à la création de 1.502.797 actions nouvelles sur la base du point bas de la fourchette de prix, le nombre total d'actions ordinaires susceptibles d'être créées par exercice intégral de l'ensemble des autres valeurs mobilières donnant accès au capital à la date du Prospectus, en ce compris l'exercice des BSA Dividendes Cumulés et des BSA_{2015-KREOS} sur la base du point bas de la fourchette de prix, résulterait en l'émission de 1.093.315 actions, soit une dilution maximale de 13,79% sur la base du capital existant à ce jour, après conversion des OC₂₀₁₄ et 12,12% sur la base du capital dilué.

Dans le cadre de sa politique de motivation de ses dirigeants et salariés et afin d'attirer des compétences complémentaires, la Société pourrait procéder à l'avenir à l'émission ou l'attribution d'actions ou de nouveaux instruments financiers donnant accès au capital de la Société pouvant entraîner une dilution supplémentaire, potentiellement significative, pour les actionnaires actuels et futurs de la Société.

B.7

Informations financières sélectionnées

Les informations financières sélectionnées et présentées ci-dessous sont extraites des comptes, figurant au paragraphe 20.1 « Comptes établis en normes IFRS pour les exercices clos les 31 décembre 2013, 31 décembre 2014 et 31 décembre 2015 » du Document de Base.

Etat de la situation financière

Actif (en milliers d'euros)	31/12/2015	31/12/2014	31/12/2013
Total Actifs non courants	143	295	370
<i>Autres débiteurs</i>	2 988	2 612	2 898
<i>Avances et acomptes</i>	16	2	42
<i>Autres actifs financiers</i>	0	0	65
<i>Trésorerie et équivalents de trésorerie</i>	3 089	7 237	5 151
Total Actifs courants	6 092	9 850	8 156
TOTAL ACTIF	6 235	10 145	8 526

Passif (en milliers d'euros)	31/12/2015	31/12/2014	31/12/2013
Total Capitaux Propres	(23 698)	(12 897)	(4 622)
<i>Emprunts et dettes financières</i>	10 121	6 765	6 653
<i>Avantages du personnel</i>	287	272	214
<i>Provisions</i>	180	430	270
Total Passifs non courants	10 588	7 467	7 137
<i>Emprunts et dettes financières</i>	13 481	10 438	2 393
<i>Autres passifs financiers</i>	2 988	2 136	-
<i>Dettes fournisseurs et autres créditeurs</i>	2 876	3 002	3 618
Total Passifs courants	19 345	15 575	6 011
TOTAL PASSIF	6 235	10 145	8 526

Etat du résultat net

Compte de résultat (en millier d'euros)	31/12/2015	31/12/2014	31/12/2013
Chiffre d'affaires	-	-	-
Autres produits	2 631	2 757	2 634
Charges administratives	(3 613)	(3 860)	(2 705)
Frais de recherche	(7 649)	(6 717)	(8 743)
RESULTAT OPERATIONNEL	(8 631)	(7 821)	(8 814)
Résultat Financier	(2 364)	(2 911)	(508)
Impôt sur les bénéfices	-	-	-
RESULTAT NET	(10 994)	(10 731)	(9 322)

Tableau de flux de trésorerie

Tableau de flux de trésorerie (en millier d'euros)	31/12/2015	31/12/2014	31/12/2013
Flux de trésorerie des activités opérationnelles	(9 173)	(8 307)	(8 276)
Flux de trésorerie des activités d'investissement	(233)	(142)	(239)
Flux de trésorerie des activités de financement	5 257	10 534	1 538
Variation de Trésorerie Nette	(4 148)	2 086	(6 977)
Trésorerie d'ouverture	7 237	5 151	12 129
Trésorerie de clôture	3 089	7 237	5 151

Les états financiers établis en normes comptables françaises pour les exercices clos au 31 décembre 2013, 2014 et 2015 figurent à la section 26.1 « Comptes statutaires établis pour les exercices clos les 31 décembre 2013, 31 décembre 2014 et 31 décembre 2015 » du Document de Base. Les différences entre les comptes présentés selon les normes françaises et les normes IFRS sont présentées au paragraphe 9.3 du Document de Base. Les comptes IFRS ayant été établis sur une base volontaire, seuls les comptes sociaux de la Société établis conformément aux règles et méthodes comptables françaises et présentés au chapitre 26 du Document de Base ont une valeur légale.

B.8	Informations pro forma	Sans objet.
B.9	Prévision de bénéfice	Sans objet.
B.10	Eventuelles réserves sur les informations financières historiques contenues dans les rapports du commissaire aux comptes	Sans objet.
B.11	Fonds de roulement net	<p>A la date de visa sur le Prospectus, la Société ne dispose pas d'un fonds de roulement net suffisant pour faire face à ses obligations et à ses besoins de trésorerie d'exploitation des douze prochains mois.</p> <p>La trésorerie disponible au 24 juin 2016 d'un montant de 2,7 millions d'euros, après avance versée par le biais d'un emprunt obligataire relais de 3,2 M€ de la part des actionnaires historiques sur leur souscription à l'opération (détaillé au chapitre 10.5 de la présente Note d'opération) permettra à la Société de poursuivre ses activités jusqu'au 31 juillet 2016.</p> <p>En outre, la Société, dans le cadre dudit emprunt obligataire relais, a émis des obligations au profit de la société CBLUX dans les mêmes conditions que les actionnaires historiques pour un montant de 1,7 millions d'euros restant à percevoir.</p> <p>Au-delà du 31 juillet 2016, et compte tenu du montant de 1,7 millions d'euros restant à percevoir, le montant complémentaire nécessaire à la poursuite des activités de la Société au cours des 12 mois suivant la date de visa sur le Prospectus est estimé à 12 millions d'euros. Il se compose (i) d'un besoin de financement en vue d'assurer la continuité de l'exploitation et des dépenses liées aux études précliniques et essais cliniques sur PXT3003 et PXT864 conduits par la Société à hauteur de 12 millions d'euros, en ce compris les frais incompressibles inhérents au projet d'introduction en bourse restant à la charge de la Société (même en cas de non-réalisation de l'opération), (ii) des remboursements dus à Kreos Capital au titre du contrat d'emprunt à hauteur de 3,6 million d'euros, et (iii) des revenus issus du crédit d'impôt recherche et de subventions pour environ 3,6 millions d'euros.</p> <p>La préparation de l'introduction en bourse (dont le produit net, hors souscription par compensation de créances, représenterait 29,3 millions d'euros pour une souscription à l'augmentation de capital de 100% et un Prix de l'Offre égal au point médian de la fourchette indicative du Prix de l'Offre, soit 12.00 euros, et 17,8 millions d'euros en cas de limitation de l'Offre à 75%</p>

		<p>sur la base d'un Prix de l'Offre égal à la borne inférieure de la fourchette indicative du Prix de l'Offre, soit 11.82 euros) constitue la solution privilégiée par la Société pour obtenir les financements nécessaires à son développement au regard de sa situation de trésorerie.</p> <p>La Société atteste que son fonds de roulement net sera suffisant en cas de réalisation partielle à hauteur de 75% ou de réalisation totale de l'introduction en bourse, au regard de ses obligations et de ses besoins de trésorerie d'exploitation au cours des 12 prochains mois à compter de la date de visa de l'Autorité des marchés financiers sur le Prospectus.</p> <p>Dans l'hypothèse où les conditions de marché ne permettraient pas de réaliser l'opération d'introduction en bourse envisagée, la Société entend poursuivre sa recherche d'investisseurs dans le cadre d'un placement privé et sa recherche d'un partenaire industriel.</p>
--	--	---

Section C – Valeurs mobilières

C.1	Nature, catégorie et numéro d'identification des actions nouvelles	<p>1. <u>L'Offre</u></p> <p>L'offre de titres de la Société objet du présent document (l' « Offre ») porte sur :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 3.036.044 actions nouvelles à émettre dans le cadre d'une augmentation de capital de la Société en numéraire par voie d'offre au public pouvant être porté à un nombre maximum de 3.491.450 actions nouvelles en cas d'exercice intégral de la Clause d'Extension (ensemble, les « Actions Nouvelles ») et - pouvant être porté à un nombre maximum de 4.015.167 actions nouvelles supplémentaires en cas d'exercice intégral de la Clause d'Extension et de l'Option de Surallocation (les « Actions Nouvelles Supplémentaires »). <p>Les Actions Nouvelles et les Actions Nouvelles supplémentaires sont ci-après désignées les « Actions Offertes ».</p> <p>2. <u>L'admission aux négociations</u></p> <p>Les actions dont l'admission aux négociations sur le marché Alternext d'Euronext à Paris est demandée, sont décrites ci-après :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'intégralité des 6.426.900 actions existantes ordinaires composant le capital de la Société, intégralement souscrites et entièrement libérées à la date de fixation du prix de l'Offre (les « Actions Existantes ») ; - un maximum de 1.093.315 actions nouvelles à provenir de l'exercice de bons de souscription de parts de créateur d'entreprise et de bons de souscription d'actions attribués à ce jour ainsi que de l'acquisition définitive d'actions gratuites encore en période d'acquisition (sur la base du point bas de la fourchette de prix) ; et - un maximum de 1.502.797 actions nouvelles à provenir de la conversion des obligations convertibles existantes (sur la base du point bas de la fourchette de prix) ; - un maximum de 4.015.167 Actions Nouvelles à émettre dans le cadre de l'Offre. <p>3. <u>Catégorie et identification des Actions Offertes</u></p> <p>Les Actions Offertes sont des actions ordinaires de la Société, toutes de même catégorie et dont les données permettant leur identification sont les suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Code ISIN : FR0011191287 ; - Mnémonique : ALPHA ; - ICB Classification : 4573 - Biotechnology ; - Lieu de cotation : Alternext – Compartiment « Offre au public ».
-----	--	---

C.2	Devise d'émission	Euro.
C.3	Nombre d'actions émises et valeur nominale	4.015.167 Actions Nouvelles d'une valeur nominale de 0,01 euro chacune, à libérer intégralement lors de la souscription.
C.4	Droits attachés aux actions	<p>Les Actions Nouvelles seront, dès leur création, soumises à toutes les stipulations des statuts de la Société. En l'état actuel de la législation française et des statuts de la Société, les principaux droits attachés aux Actions Nouvelles seront les suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - droit à dividendes ; - droit de vote, étant précisé qu'un droit de vote double sera attribué, à compter de la première cotation des actions de la Société sur le marché Alternext, à toutes les actions entièrement libérées pour lesquelles il sera justifié d'une inscription nominative depuis deux ans au moins au nom du même actionnaire ; - droit préférentiel de souscription ; - droit de participation à tout boni en cas de liquidation ; - droit d'information des actionnaires.
C.5	Restrictions à la libre négociabilité des actions	Aucune clause statutaire ne limite la libre négociabilité des actions composant le capital de la Société.
C.6	Demande d'admission à la négociation	Les Actions Existantes et les Actions Nouvelles ne feront pas l'objet d'une demande d'admission aux négociations sur un marché réglementé mais sur le marché Alternext d'Euronext à Paris (Compartiment « Offre au public »), un système multilatéral de négociation organisé (« SMNO ») géré par Euronext Paris S.A.
C.7	Politique en matière de dividendes	<p>La Société n'a pas distribué de dividendes lors des trois précédents exercices.</p> <p>Compte tenu de son stade de développement, la Société n'a pas prévu d'initier une politique de versement de dividendes réguliers.</p>
Section D – Risques		
D.1	Principaux risques propres à l'Emetteur et son secteur d'activité	<p>Avant toute décision d'investissement, les investisseurs sont invités à prendre en considération les facteurs de risque résumés ci-dessous :</p> <p><i>Les risques liés aux produits et au marché de la Société et plus particulièrement ceux relatifs :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - <u>Au développement clinique des produits</u> : la Société mène des programmes précliniques et cliniques ayant comme objectif principal le développement

		<p>et la commercialisation de solutions thérapeutiques dans le domaine des maladies neurologiques et en particulier neurodégénératives. Le développement d'un candidat médicament est un processus long et coûteux se déroulant en plusieurs phases et dont l'issue est incertaine. L'objectif est de démontrer l'innocuité et le bénéfice thérapeutique, à savoir la sécurité et l'efficacité thérapeutique du candidat-médicament pour une ou plusieurs indications données. La Société ne peut garantir que ses essais cliniques, en cours ou futurs, aboutiront un jour, ni a fortiori dans des délais compatibles avec les besoins du marché. Tout échec lors de l'une des différentes phases cliniques pour une indication donnée pourrait retarder le développement et la commercialisation du produit thérapeutique concerné voire entraîner l'arrêt de son développement. De la même manière, toute décision des autorités sanitaires de demander des essais ou examens complémentaires serait de nature à retarder, voire interrompre, le développement des produits thérapeutiques concernés. En outre, la Société ne peut exclure que l'interaction avec certains médicaments ait des effets secondaires inacceptables ou non repérés, ou diminue ou annule l'efficacité d'un ou plusieurs de ses produits, ce qui pourrait avoir un effet défavorable significatif sur l'activité de la Société, ses résultats, sa situation financière et ses perspectives.</p> <ul style="list-style-type: none"> - <u>A la mise sur le marché de ses produits et à la concurrence</u> : d'une part, l'obtention d'autorisation de mise sur le marché (AMM), préalable à toute commercialisation, est incertaine et dépend de plusieurs facteurs, et d'autre part, la commercialisation des produits de la Société pourrait ne pas être un succès. La Société pourrait notamment être amenée à développer sa propre capacité de marketing et de vente pour certains produits et sur un certain nombre de territoires, avec les risques de lenteur et/ou d'insuccès associés. Par ailleurs, les conditions de détermination du prix et du taux de remboursement des produits de la Société pourraient compromettre leur succès commercial. En outre, les AMM accordées à la Société pourraient être modifiées voire retirées, si, après obtention de l'AMM, il était avéré que les produits thérapeutiques de la Société entraînaient des effets secondaires ou des interactions indésirables ou non décelés pendant la période d'essais cliniques. Enfin, malgré l'absence actuelle de concurrents significatifs, le potentiel de développement et de croissance des marchés visés par la Société rend probable l'arrivée de nouveaux concurrents sur ces marchés. - <u>A la dépendance vis-à-vis du projet le plus avancé PXT3003</u> : l'impossibilité ou l'incapacité pour la Société de mener à bien le développement ou la commercialisation de PXT3003 de même qu'un retard dans son développement ou sa commercialisation, pourraient avoir un effet défavorable significatif sur l'activité de la Société, ses résultats, sa situation financière et ses perspectives. - <u>A la nécessité de mettre en place des partenariats</u> : d'une part la Société pourrait rechercher des partenaires pour le développement de certains de ses candidats médicaments, et d'autre part la Société pourrait rechercher des partenaires pour la commercialisation de certains de ses candidats médicaments. Il est possible que la Société ne parvienne pas à conclure de partenariat à des conditions économiquement raisonnables ou que des différends relatifs à la stratégie commerciale surviennent entre la Société et certains de ses partenaires.
--	--	---

		<p><i>Les risques liés à l'activité de la Société et plus particulièrement ceux relatifs à :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - <u>La perte de collaborateurs clés et le risque de ne pas pouvoir attirer de nouvelles personnes qualifiées</u> : le succès de la Société dépend largement du travail et de l'expertise des membres de son équipe dirigeante et de son président directeur général. L'indisponibilité momentanée ou définitive de ces personnes pourrait altérer la capacité de la Société à atteindre ses objectifs, notamment, en la privant de leur savoir-faire et de leurs capacités techniques. Par ailleurs, la Société aura besoin de recruter de nouveaux cadres dirigeants et du personnel scientifique qualifié pour le développement de ses activités et au fur et à mesure que ses activités s'étendront dans des domaines nécessitant un surcroît de compétences, tels que la fabrication, l'assurance qualité, les affaires réglementaires et les affaires médicales - <u>La gestion de la croissance interne</u> : dans le cadre de sa stratégie de développement, la Société devrait être amenée à recruter du personnel supplémentaire et développer ses capacités opérationnelles en lien avec ses développements cliniques à venir, ce qui pourrait fortement mobiliser ses ressources internes. <p><i>Les risques réglementaires et juridiques et plus particulièrement ceux relatifs à :</i></p> <p><u>Son portefeuille de brevet</u> : la protection offerte par les brevets et autres droits de propriété intellectuelle est incertaine et limitée dans le temps (possibilité notamment que (i) la Société ne parvienne pas à développer des inventions brevetables ou à obtenir la délivrance de certificats complémentaires de protection, (ii) les brevets de la Société soient contestés et considérés comme non valables, ou ne permettent pas d'empêcher la délivrance de brevets à des tiers, portant sur des produits similaires, (iii) la Société ne parvienne à faire respecter ses brevets ou autres droits de propriété intellectuelle, ou encore (iv) les salariés de la Société, ses cocontractants, ses sous-traitants ou autres parties revendiquent des droits de propriété ou demandent une rémunération en contrepartie des brevets ou autres droits de propriété intellectuelle à la création desquels ils auraient contribué et ce malgré les efforts de la Société de prendre les mesures nécessaires pour éviter un tel risque ; en outre la Société a consenti un nantissement sur certains de ses droits de propriété intellectuelle en garantie d'un emprunt souscrit auprès de Kreos Capital. La violation des droits de propriété intellectuelle de la Société peut conduire à des procédures contentieuses coûteuses et dont l'issue est incertaine. La Société pourrait se trouver dans une situation de violation de droits de propriété intellectuelle de tiers.</p> <p><i>Les risques financiers et plus particulièrement ceux relatifs :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - <u>Aux pertes historiques</u> : Depuis sa création en 2007, la Société a enregistré chaque année des pertes opérationnelles. Aux 31 décembre 2015, 2014 et 2013, dans ses comptes IFRS, les pertes opérationnelles s'élèvent respectivement à -8.631 K€, -7.821 K€ et -8.814 K€. La Société pourrait connaître de nouvelles pertes opérationnelles au cours des prochaines années, au fur et à mesure que ses activités de recherche et développement se poursuivront. - <u>Aux capitaux propres actuels, à la continuité d'exploitation et au risque de</u>
--	--	--

		<p><u>liquidité</u> : les capitaux propres de Pharnext sont inférieurs, pour le troisième exercice consécutif, à la moitié du capital social à la clôture de l'exercice 2015. Pour assurer la continuité d'exploitation, et notamment pour couvrir les besoins de financement des principaux programmes en développement, Pharnext prévoit de renforcer ses fonds propres. Si la Société n'arrivait pas à obtenir des moyens de financement adéquats, cela pourrait retarder, réduire ou supprimer le nombre ou l'étendue de ses projets ou produits et notamment de son programme d'essais précliniques et cliniques ou la contraindre à accorder des licences sur ses produits à des partenaires ou des tiers ou à conclure de nouveaux accords de partenariat à des conditions moins favorables que celles qu'elle aurait pu obtenir dans un contexte différent.</p> <p><i>Les risques de marché et plus particulièrement ceux relatifs aux taux d'intérêt et au risque de change.</i></p>
D.2	Principaux risques propres aux actions nouvelles	<p>Les principaux risques liés à l'Offre sont les suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les actions de la Société n'ont pas été préalablement cotées et sont soumises aux fluctuations de marché ; - Le cours de l'action de la Société est susceptible d'être affecté par une volatilité importante ; - Si les souscriptions n'atteignaient pas les 75 % du montant de l'émission initialement prévue (soit 75 % de l'augmentation de capital envisagée), l'opération serait annulée, étant précisé que l'Offre ne fera pas l'objet d'une garantie de bonne fin au sens de l'article L. 225-145 du Code de commerce ; - Des cessions d'actions de la Société pourraient intervenir sur le marché, notamment à l'issue des périodes d'engagements de conservation de titres pris par certains actionnaires historiques et pourraient avoir un impact défavorable sur le prix de marché de l'action ; - Etant supposés la conversion des 10.585 OC₂₀₁₄ émises par la Société à la date du document de base, le nombre total d'actions ordinaires susceptibles d'être créées par exercice intégral de l'ensemble des autres valeurs mobilières donnant accès au capital à la date d'enregistrement du document de base, en ce compris l'exercice des BSA Dividendes Cumulés et des BSA_{2015-KREOS} exercés sur la base du point bas de la fourchette de prix, résulterait en l'émission de 1.093.315 actions, soit une dilution maximale de 13,79 % sur la base du capital existant après conversion des OC₂₀₁₄ et 12,12 % sur la base du capital dilué. Par ailleurs, toutes les attributions ou émissions nouvelles entraîneraient une dilution pour les actionnaires. - En cas de nouvel appel au marché par la Société, il en résulterait une dilution complémentaire pour les actionnaires ; et - La cotation sur le marché Alternext d'Euronext à Paris ne permet pas aux actionnaires de la Société de bénéficier des garanties associées aux marchés réglementés.

Section E – Offre																	
E.1	Montant total du produit de l'émission et de l'offre et estimation des dépenses totales liées à l'émission	<p>1. <u>Produit de l'Offre et de l'émission des Actions Nouvelles</u></p> <p>Sur la base d'un Prix d'Offre fixé à 12.00 € correspondant au milieu de la fourchette de prix indicative, le produit brut et le produit net de l'émission seraient les suivants :</p> <table> <tr> <th>(En M€)</th><th>Produit brut</th><th>Produit net*</th></tr> <tr> <td>Emission des Actions Nouvelles avant Clause d'Extension et option de Surallocation</td><td>36,4</td><td>29,3</td></tr> <tr> <td>Emission des Actions Nouvelles après Clause d'Extension</td><td>41,9</td><td>34,6</td></tr> <tr> <td>Emission des Actions Nouvelles après Clause d'Extension et option de Surallocation</td><td>48,2</td><td>40,7</td></tr> <tr> <td>Montant maximal de l'Offre</td><td>48,2 M€</td><td>40,7 M€</td></tr> </table> <p><i>* hors montant libéré par compensation de créances pour 5,5 M€ prime de remboursement incluse</i></p> <p>Il est précisé en tant que de besoin que seul le produit net (hors montant libéré par compensation de créances) résultant de l'émission des Actions Nouvelles sera versé à la Société.</p> <p>2. <u>Dépenses facturées à la Société</u></p> <p>Les dépenses liées à l'Offre restantes à la charge de la Société sont estimées à environ 1,6 millions d'euros, en l'absence d'exercice de la Clause d'Extension et de l'Option de Surallocation.</p>	(En M€)	Produit brut	Produit net*	Emission des Actions Nouvelles avant Clause d'Extension et option de Surallocation	36,4	29,3	Emission des Actions Nouvelles après Clause d'Extension	41,9	34,6	Emission des Actions Nouvelles après Clause d'Extension et option de Surallocation	48,2	40,7	Montant maximal de l'Offre	48,2 M€	40,7 M€
(En M€)	Produit brut	Produit net*															
Emission des Actions Nouvelles avant Clause d'Extension et option de Surallocation	36,4	29,3															
Emission des Actions Nouvelles après Clause d'Extension	41,9	34,6															
Emission des Actions Nouvelles après Clause d'Extension et option de Surallocation	48,2	40,7															
Montant maximal de l'Offre	48,2 M€	40,7 M€															
E.2a	Raisons de l'Offre / Utilisation du produit de l'émission / Montant net maximum estimé du produit de l'augmentation de capital	<p>La réalisation de l'Offre est notamment destinée à fournir à la Société des moyens additionnels pour accélérer son développement. Le produit net des fonds levés dans le cadre de l'émission des Actions Nouvelles (soit 29,3 M€ en milieu de fourchette de prix, hors montant libéré par compensation de créances), permettra notamment à la Société de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Financer l'ensemble des coûts internes et externes liés à l'étude de Phase 3 PLEO-CMT chez l'adulte lancée fin 2015 portant sur le traitement de la maladie de Charcot-Marie-Tooth de type 1A par PXT3003 dont les résultats devraient être publiés au second semestre 2018, et préparer et lancer une étude clinique pédiatrique de PXT-3003, pour environ 65% de la levée de fonds ; - Financer l'ensemble des coûts internes et externes liés à la préparation et au lancement de la prochaine étude de Phase 2 à conduire dans le traitement de la maladie d'Alzheimer par PXT864, dont le lancement devrait intervenir au second semestre 2017 pour des résultats attendus à horizon 2019/2020 pour environ 15% de la levée de fonds ; - Renforcer sa structure financière, en ce compris le remboursement des dettes financières pour environ 20% de la levée de fonds. 															

		<p>Dans l'hypothèse où l'augmentation de capital liée à l'émission des Actions Nouvelles serait limitée à 75 % du montant maximum envisagé, les fonds seraient prioritairement affectés au premier et au troisième point ci-dessus. En cas de levée limitée à 75% du montant minimum envisagé (soit 17,7 M€ en bas de fourchette de prix, hors montant libéré par compensation de créances), la Société devra trouver des fonds complémentaires pour finaliser l'étude de phase III PLEO-CMT et financer le lancement de l'étude pédiatrique, notamment au travers de partenariat industriel.</p>
E.3	Modalités et conditions de l'offre	<p>1. <u>Structure de l'Offre</u></p> <p>Il est prévu que la diffusion des Actions Offertes soit réalisée dans le cadre d'une offre globale, comprenant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - une offre au public en France réalisée sous la forme d'une offre à prix ouvert, principalement destinée aux personnes physiques (l'« Offre à Prix Ouvert » ou l'« OPO ») ; - un placement global principalement destiné aux investisseurs institutionnels, en France et hors de France (excepté, notamment, aux États-Unis d'Amérique) (le « Placement Global »). <p>Si la demande exprimée dans le cadre de l'OPO le permet, le nombre d'actions allouées en réponse aux ordres émis dans ce cadre sera au moins égal à 10 % du nombre total d'actions offertes avant exercice éventuel de la Clause d'Extension.</p> <p>Il est rappelé que l'Offre sera réalisée en priorité par souscription des Actions Nouvelles. Les Actions Cédées ne seront cédées dans le cadre de l'Offre qu'à l'issue de la souscription intégrale desdites Actions Nouvelles.</p> <p>Il est également précisé que des souscriptions à des fins de défiscalisation (ISF) seront possibles dans le cadre de la présente Offre au titre de l'ISF 2017 et que les actions de la Société sont éligibles aux PEA-PME.</p> <p>2. <u>Clause d'Extension et Option de Surallocation</u></p> <p><u>Clause d'Extension</u></p> <p>En fonction de la demande, le nombre initial d'Actions Nouvelles pourra, à la discrétion de la Société et en accord avec le Chef de File et Teneur de Livre, être augmenté au maximum de 15%, soit un maximum de 455.406 Actions Nouvelles (la « Clause d'Extension »).</p> <p><u>Option de Surallocation</u></p> <p>La Société consentira au Chef de File et Teneur de Livre une option de surallocation (l'« Option de Surallocation ») dans la limite globale de 15 % du total des Actions Nouvelles à provenir de l'émission, soit d'un nombre maximum de 523.717 Actions Nouvelles supplémentaires (ci-après les « Actions Nouvelles Supplémentaires »).</p>

	<p>Cette Option de Surallocation, qui permettra de couvrir d'éventuelles surallocations et de faciliter les opérations de stabilisation, pourra être exercée en une seule fois à tout moment, en tout ou partie, jusqu'au trentième jour calendaire suivant la date de clôture de l'Offre soit, à titre indicatif, au plus tard le 17 août 2016.</p> <p>3. <u>Fourchette indicative de prix</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - La fourchette indicative de prix est fixée entre 10.82 € et 13.20€ par Action Offerte (le « Prix de l'Offre »). <p>Cette fourchette pourra être modifiée à tout moment jusqu'au (et y compris le) jour prévu pour la clôture de l'Offre.</p> <p>Le Prix de l'Offre pourra être fixé en dehors de cette fourchette. En cas de modification à la hausse de la borne supérieure de la fourchette ou en cas de fixation du Prix de l'Offre au-dessus de la borne supérieure de la fourchette (initiale ou, le cas échéant, modifiée), la date de clôture de l'OPO sera reportée ou une nouvelle période de souscription à l'OPO sera ré-ouverte, selon le cas, de telle sorte qu'il s'écoule au moins deux jours de bourse entre la date de diffusion du communiqué de presse signalant cette modification et la nouvelle date de clôture de l'OPO. Les ordres émis dans le cadre de l'OPO avant la diffusion du communiqué de presse susvisé seront maintenus sauf s'ils ont été expressément révoqués avant la nouvelle date de clôture de l'OPO incluse.</p> <p>Le Prix de l'Offre ne pourra être fixé en dessous de la borne inférieure de la fourchette indicative de prix.</p> <p>4. <u>Méthodes de fixation du Prix de l'Offre</u></p> <p>Le Prix de l'Offre résultera de la confrontation de l'offre des actions dans le cadre du Placement Global et des demandes émises par les investisseurs selon la technique dite de « <i>construction du livre d'ordres</i> » telle que développée par les usages professionnels.</p> <p>Cette confrontation sera effectuée notamment sur la base des critères de marché suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - capacité des investisseurs retenus à assurer un développement ordonné du marché secondaire ; - ordre d'arrivée des demandes des investisseurs ; - quantité demandée ; et - sensibilité au prix des demandes exprimées par les investisseurs. <p>5. <u>Date de jouissance</u></p> <p>1^{er} janvier 2016.</p>
--	--

6. Garantie

L'Offre ne fait pas l'objet d'une garantie.

7. Calendrier indicatif

24 juin 2016	-	Visa de l'AMF sur le Prospectus.
27 juin 2016	- - -	Communiqué de presse annonçant l'opération ; Diffusion par Euronext de l'avis relatif à l'ouverture de l'OPO ; Ouverture de l'OPO et du Placement Global.
12 juillet 2016	-	Clôture de l'OPO et du Placement Global à 17 heures (heure de Paris).
13 juillet 2016	- - - - -	Fixation du Prix de l'Offre et exercice éventuel de la Clause d'Extension ; Avis d'Euronext relatif au résultat de l'OPO et du Placement Global ; Communiqué de presse indiquant le Prix de l'Offre et le résultat ; Première cotation des actions de la Société sur le marché Alternext d'Euronext à Paris ; Début de la période de période de stabilisation.
15 juillet 2016	-	Règlement-livraison des actions dans le cadre de l'OPO et du Placement Global.
18 juillet 2016	-	Début des négociations des actions de la Société sur le marché Alternext d'Euronext à Paris.
17 août 2016	- -	Date limite d'exercice de l'Option de Surallocation Fin de la période de stabilisation éventuelle.

8. Modalités de souscription

Les personnes désirant participer à l'OPO devront déposer leurs ordres auprès d'un intermédiaire financier habilité en France, au plus tard le 12 juillet 2016 à 17 heures (heure de Paris).

Pour être pris en compte, les ordres émis dans le cadre du Placement Global devront être reçus par le Chef de File et Teneur de Livre au plus tard le 12 juillet 2016 à 17 heures (heure de Paris).

9. Établissements financiers introducteurs

Chef de File et Teneur de Livre

Gilbert Dupont

10. Engagements de souscriptions reçus

Certains actionnaires de la Société se sont engagés à placer des ordres de souscription pour un montant total de 4,6 millions d'euros, (soit 12,7% du montant brut de l'offre*). Ces ordres se décomposent comme suit :

	<ul style="list-style-type: none"> - Fonds gérés par Truffle Capital : 1.500.000 EUR (soit 4,1% du montant brut de l'offre*) souscrit en totalité par compensation de créances en remboursement des Obligations Relais détenues par Truffle Capital, soit 1.680.000 EUR prime de remboursement incluse. Cet ordre a vocation à être servi en totalité ; - Zaka : 1.500.000 EUR (soit 4,1% du montant brut de l'offre*) souscrit en totalité par compensation de créances en remboursement des Obligations Relais détenues par Zaka, soit 1.680.000 EUR prime de remboursement incluse. Cet ordre a vocation à être servi en totalité ; - Ipsen Pharma : 1.000.000 EUR (soit 2,7% du montant brut de l'offre*) ; - Six autres actionnaires historiques se sont engagés à placer des ordres pour un montant global de 618.720 EUR (soit 1,7% du montant brut de l'offre*), dont 230.930 EUR par compensation de créances en remboursement des Obligations Relais qu'ils détiennent, soit 258.641 EUR prime de remboursement incluse. <p><i>* Montant brut de l'offre défini sur la base du point médian de la fourchette du Prix de l'Offre hors Clause d'Extension et Option de Surallocation</i></p> <p>Par ailleurs, les investisseurs institutionnels ci-dessous se sont engagés à placer des ordres de souscription pour un montant total de 13,35 millions d'euros (soit 36,6% du montant brut de l'offre*). Ces ordres se décomposent comme suit :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Financière Arbevel : 5.000.000 EUR (soit 13,7% du montant brut de l'offre*) ; - Groupe Industriel Marcel Dassault : 1.000.000 EUR (soit 2,7% du montant brut de l'offre*) ; - Galapagos : 2.750.000 EUR (soit 7,5% du montant brut de l'offre*) ; - CBLUX : 3.000.000 EUR (soit 8,2% du montant brut de l'offre*) souscrit à hauteur de 1.700.000 EUR par compensation de créances en remboursement des Obligations Relais détenues, soit 1.904.000 EUR prime de remboursement incluse ; - Institut Mérieux : 1.000.000 EUR (soit 2,7% du montant brut de l'offre*) ; - Michel de Rosen : 200.000 EUR (soit 0,5% du montant brut de l'offre*) ; - Deux autres personnes physiques se sont engagées à placer des ordres pour un montant global de 350.000 euros (soit 1,1 % du montant brut de l'offre*). <p><i>* Montant brut de l'offre défini sur la base du point médian de la fourchette du Prix de l'Offre hors Clause d'Extension et Option de Surallocation</i></p> <p>L'ensemble des ordres ci-dessus, soit 18 M€, représentant 49,3% du montant brut de l'offre, ont vocation à être servis en priorité, sous réserve toutefois d'une possible réduction dans le respect des principes d'allocation usuels dans l'hypothèse où les souscriptions recueillies dans le cadre de l'Offre seraient</p>
--	---

	<p>supérieures au nombre des Actions Nouvelles (à l'exception des souscriptions par compensation de créances en remboursement des Obligations Relais pour un total de 4,9 M€, soit 5,5 M€ prime de remboursement comprise qui seront servies en totalité).</p> <p>En outre les fonds gérés par Truffle Capital, Zaka et la société CBLUX se sont engagés à placer des ordres complémentaires respectifs de 2.000.000 EUR s'agissant des fonds gérés par Truffle Capital et de Zaka, et de 1.000.000 EUR s'agissant de CBLUX, représentant au total 13,7 % du montant brut de l'offre, ayant vocation à être réduits et limités au nombre d'actions nécessaires pour que l'ensemble des souscriptions reçues dans le cadre de l'Offre représente 100% des Actions Nouvelles (hors Clause d'Extension).</p> <p>11. <u>Stabilisation</u></p> <p>Des opérations en vue de stabiliser ou soutenir le prix de marché des actions de la Société sur Alternext pourront être réalisées du 18 juillet 2016 au 17 août 2016 (inclus).</p> <p>12. <u>Contrat de liquidité</u></p> <p>Aucun contrat de liquidité relatif aux actions de la Société n'a été conclu à la date du visa du Prospectus mais la Société s'engage à mettre en place ce type de contrat une fois la Société cotée.</p> <p>13. <u>Pays dans lesquels l'offre au public sera ouverte</u></p> <p>L'offre sera ouverte au public uniquement en France.</p> <p>14. <u>Restrictions applicables à l'offre</u></p> <p>La diffusion du Prospectus, la vente des actions, des droits préférentiels de souscription et la souscription des actions nouvelles peuvent, dans certains pays, y compris les Etats-Unis d'Amérique, faire l'objet d'une réglementation spécifique.</p> <p>15. <u>Mise à disposition du Prospectus</u></p> <p>Le Prospectus est disponible sans frais au siège social de Pharnext, 11, rue des Peupliers, 92130 Issy-les-Moulineaux, France. Ce document peut également être consulté en ligne sur les sites de l'AMF (www.amf-france.org) et de la Société (www.pharnext.com).</p>
--	--

E.4	Intérêts pouvant influencer sensiblement sur l'émission	<p>Le Chef de File et Teneur de Livre et/ou certains de ses affiliés ont rendu et/ou pourront rendre dans le futur, divers services bancaires, financiers, d'investissements, commerciaux et autres à la Société, ses affiliés ou actionnaires ou à ses mandataires sociaux, dans le cadre desquels ils ont reçu ou pourront recevoir une rémunération.</p> <p>Dans le cadre de l'Offre, le Chef de File a produit une analyse financière indépendante.</p>
E.5	Personne ou entité offrant de vendre ses actions / Convention de blocage	<ul style="list-style-type: none"> • <u>Nom de la société émettrice</u> Pharnext • <u>Conventions d'abstention et de blocage</u> <p><i>Engagement d'abstention de la Société</i></p> <p>La Société souscrira envers Gilbert Dupont, le Chef de File et Teneur de Livre, un engagement d'abstention à procéder à une quelconque émission, offre ou cession d'actions ou de valeurs mobilières donnant directement ou indirectement accès à des actions de la Société, pendant une durée de 180 jours à compter de la date de règlement-livraison. Par exception à ce qui précède, la Société pourra librement réaliser (i) toute opération portant sur les Actions Nouvelles ; (ii) toute opération effectuée dans le cadre d'un programme de rachat d'actions conformément aux dispositions légales et réglementaires ainsi qu'aux règles de marché applicables ; (iii) toute opération portant sur les titres susceptibles d'être émis, offerts ou cédés aux salariés ou mandataires sociaux de la Société et des sociétés de son groupe dans le cadre de plans à venir, autorisés à la date des présentes ou qui seront autorisés par l'assemblée générale de la Société ; (iv) toute opération portant sur les titres de la Société émis dans le cadre d'une fusion ou d'une acquisition des titres ou des actifs d'une autre entité ; (v) toute opération d'augmentation de capital réalisée par incorporation des réserves, bénéfices ou primes ; et (vi) toute opération portant sur les titres de la Société émis dans le cadre d'une offre publique visant les titres du capital émis par la Société, à la condition que le bénéficiaire de ces titres accepte de reprendre cet engagement pour la durée restant à courir de cet engagement et à la condition que le nombre total de titres de la Société émis dans ce cadre n'excède pas 5 % du capital.</p> <p><i>Engagement de conservation des actionnaires</i></p> <p>La majorité des actionnaires de la Société, ainsi que les porteurs d'actions nouvelles à créer par conversion des obligations convertibles émises avant la réalisation de l'opération, représentant 98,3% du capital après conversion des obligations convertibles en milieu de fourchette de prix, et la majorité des porteurs de BSA et BSPCE en circulation à la date de visa sur le présent Prospectus, représentant 98,6% des instruments dilutifs, se sont engagés irrévocablement envers Gilbert Dupont, sous réserve de certaines exceptions, à ne pas directement ou indirectement, offrir, nantir, prêter, transférer, céder ou promettre de céder des actions de la Société ou valeurs mobilières, donnant droit, immédiatement ou à terme, à des actions de la Société qu'ils détiennent ou détiendront par exercice de valeurs mobilières donnant accès au capital, ni</p>

		<p>conclure tout autre contrat ou opération ayant un effet économique équivalent, ni formuler publiquement l'intention de procéder à une ou plusieurs des opérations énumérées ci-dessus dans le présent paragraphe, jusqu'à l'expiration d'une période maximum de 540 jours calendaires suivant la date de première cotation des Actions sur le marché Alternext d'Euronext à Paris (la « Date de Réalisation ») dans les conditions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 100% de leurs actions sur 180 jours ; - 90% de leurs actions sur 270 jours ; - 80% de leurs actions sur 360 jours ; et - 50% de leurs actions sur 540 jours. <p>à l'exception de trois porteurs de bons représentant 0,4% du capital post conversion des OC₂₀₁₄ dont les engagements de conservation se limitent à 360 jours.</p>
--	--	---

E.6	Montant et pourcentage de dilution résultant immédiatement de l'offre	<p><u>Incidence de l'Offre sur la quote-part des capitaux propres :</u></p> <p>A titre indicatif, et sur la base d'un Prix de l'Offre égal à 12.00 € (milieu de la fourchette de prix indicative), l'incidence de l'émission des Actions Nouvelles sur la quote-part des capitaux propres serait la suivante (après conversion des obligations convertibles) :</p> <table data-bbox="454 425 1430 981"> <tr> <th rowspan="2">Sur la base de la borne inférieure de la fourchette du Prix de l'Offre</th><th colspan="2">Quote-part des capitaux propres (en euros)</th></tr> <tr> <th>Base non diluée⁽¹⁾</th><th>Base diluée⁽²⁾</th></tr> <tr> <td>Avant émission des actions nouvelles</td><td>-1.21</td><td>0.14</td></tr> <tr> <td>Après émission d'un nombre maximum de 3.036.044 Actions Nouvelles hors exercice de la Clause d'Extension</td><td>2.35</td><td>3.03</td></tr> <tr> <td>Après émission d'un nombre maximum de 3.491.450 Actions Nouvelles en cas d'exercice en totalité de la Clause d'Extension</td><td>2.72</td><td>3.35</td></tr> <tr> <td>Après émission d'un nombre maximum de 4.015.167 Actions Nouvelles en cas d'exercice en totalité de la Clause d'Extension et de l'Option de Surallocation</td><td>3.12</td><td>3.69</td></tr> <tr> <td>En cas de réduction du nombre d'Actions Nouvelles à 75%</td><td>1.63</td><td>2.43</td></tr> <tr> <td colspan="3">(1) Après conversion des OC₂₀₁₄ sur la base du point médian de la fourchette de prix</td></tr> <tr> <td colspan="3">(2) En supposant l'exercice de tous les instruments dilutifs en circulation à la date du Prospectus</td></tr> </table> <p><u>Incidence de l'Offre sur la situation de l'actionnaire :</u></p> <p>A titre indicatif, et sur la base d'un Prix de l'Offre égal à 12.00 € (milieu de la fourchette de prix indicative), l'incidence de l'émission des Actions Nouvelles sur la participation dans le capital d'un actionnaire détenant 1 % du capital social de la Société préalablement à l'émission et ne souscrivant pas à celle-ci (calculs effectués sur la base du nombre d'actions composant le capital social de la Société à la date du Prospectus et après conversion des obligations convertibles) serait la suivante :</p> <table data-bbox="454 1321 1430 1821"> <tr> <th rowspan="2"></th><th colspan="2">Participation de l'actionnaire en %</th></tr> <tr> <th>Base non diluée⁽¹⁾</th><th>Base diluée⁽²⁾</th></tr> <tr> <td>Avant émission des actions nouvelles</td><td>1.00%</td><td>0.88%</td></tr> <tr> <td>Après émission d'un nombre maximum de 3.036.044 Actions Nouvelles hors exercice de la Clause d'Extension</td><td>0.72%</td><td>0.65%</td></tr> <tr> <td>Après émission d'un nombre maximum de 3.491.450 Actions Nouvelles en cas d'exercice en totalité de la Clause d'Extension</td><td>0.69%</td><td>0.63%</td></tr> <tr> <td>Après émission d'un nombre maximum de 4.015.167 Actions Nouvelles en cas d'exercice en totalité de la Clause d'Extension et de l'Option de Surallocation</td><td>0.66%</td><td>0.60%</td></tr> <tr> <td>En cas de réduction du nombre d'Actions Nouvelles à 75%</td><td>0.77%</td><td>0.70%</td></tr> <tr> <td colspan="3">(1) Après conversion des OC₂₀₁₄ sur la base du point médian de la fourchette de prix</td></tr> <tr> <td colspan="3">(2) En supposant l'exercice de tous les instruments dilutifs en circulation à la date du Prospectus</td></tr> </table>	Sur la base de la borne inférieure de la fourchette du Prix de l'Offre	Quote-part des capitaux propres (en euros)		Base non diluée ⁽¹⁾	Base diluée ⁽²⁾	Avant émission des actions nouvelles	-1.21	0.14	Après émission d'un nombre maximum de 3.036.044 Actions Nouvelles hors exercice de la Clause d'Extension	2.35	3.03	Après émission d'un nombre maximum de 3.491.450 Actions Nouvelles en cas d'exercice en totalité de la Clause d'Extension	2.72	3.35	Après émission d'un nombre maximum de 4.015.167 Actions Nouvelles en cas d'exercice en totalité de la Clause d'Extension et de l'Option de Surallocation	3.12	3.69	En cas de réduction du nombre d'Actions Nouvelles à 75%	1.63	2.43	(1) Après conversion des OC ₂₀₁₄ sur la base du point médian de la fourchette de prix			(2) En supposant l'exercice de tous les instruments dilutifs en circulation à la date du Prospectus				Participation de l'actionnaire en %		Base non diluée ⁽¹⁾	Base diluée ⁽²⁾	Avant émission des actions nouvelles	1.00%	0.88%	Après émission d'un nombre maximum de 3.036.044 Actions Nouvelles hors exercice de la Clause d'Extension	0.72%	0.65%	Après émission d'un nombre maximum de 3.491.450 Actions Nouvelles en cas d'exercice en totalité de la Clause d'Extension	0.69%	0.63%	Après émission d'un nombre maximum de 4.015.167 Actions Nouvelles en cas d'exercice en totalité de la Clause d'Extension et de l'Option de Surallocation	0.66%	0.60%	En cas de réduction du nombre d'Actions Nouvelles à 75%	0.77%	0.70%	(1) Après conversion des OC ₂₀₁₄ sur la base du point médian de la fourchette de prix			(2) En supposant l'exercice de tous les instruments dilutifs en circulation à la date du Prospectus		
Sur la base de la borne inférieure de la fourchette du Prix de l'Offre	Quote-part des capitaux propres (en euros)																																																					
	Base non diluée ⁽¹⁾	Base diluée ⁽²⁾																																																				
Avant émission des actions nouvelles	-1.21	0.14																																																				
Après émission d'un nombre maximum de 3.036.044 Actions Nouvelles hors exercice de la Clause d'Extension	2.35	3.03																																																				
Après émission d'un nombre maximum de 3.491.450 Actions Nouvelles en cas d'exercice en totalité de la Clause d'Extension	2.72	3.35																																																				
Après émission d'un nombre maximum de 4.015.167 Actions Nouvelles en cas d'exercice en totalité de la Clause d'Extension et de l'Option de Surallocation	3.12	3.69																																																				
En cas de réduction du nombre d'Actions Nouvelles à 75%	1.63	2.43																																																				
(1) Après conversion des OC ₂₀₁₄ sur la base du point médian de la fourchette de prix																																																						
(2) En supposant l'exercice de tous les instruments dilutifs en circulation à la date du Prospectus																																																						
	Participation de l'actionnaire en %																																																					
	Base non diluée ⁽¹⁾	Base diluée ⁽²⁾																																																				
Avant émission des actions nouvelles	1.00%	0.88%																																																				
Après émission d'un nombre maximum de 3.036.044 Actions Nouvelles hors exercice de la Clause d'Extension	0.72%	0.65%																																																				
Après émission d'un nombre maximum de 3.491.450 Actions Nouvelles en cas d'exercice en totalité de la Clause d'Extension	0.69%	0.63%																																																				
Après émission d'un nombre maximum de 4.015.167 Actions Nouvelles en cas d'exercice en totalité de la Clause d'Extension et de l'Option de Surallocation	0.66%	0.60%																																																				
En cas de réduction du nombre d'Actions Nouvelles à 75%	0.77%	0.70%																																																				
(1) Après conversion des OC ₂₀₁₄ sur la base du point médian de la fourchette de prix																																																						
(2) En supposant l'exercice de tous les instruments dilutifs en circulation à la date du Prospectus																																																						
E.7	Dépenses facturées à l'investisseur par l'Emetteur	Sans objet.																																																				

1 PERSONNE RESPONSABLE

1.1 DENOMINATION DE LA PERSONNE RESPONSABLE

Monsieur Daniel Cohen, Directeur général de Pharnext.

1.2 DECLARATION DE LA PERSONNE RESPONSABLE

« J'atteste, après avoir pris toute mesure raisonnable à cet effet, que les informations contenues dans le présent Prospectus, sont à ma connaissance, conformes à la réalité et ne comportent pas d'omission de nature à en altérer la portée.

J'ai obtenu des contrôleurs légaux des comptes, une lettre de fin de travaux, dans laquelle ils indiquent avoir procédé à la vérification des informations portant sur la situation financière et les comptes donnés dans le Prospectus, ainsi qu'à la lecture d'ensemble du Prospectus.

Le rapport d'audit des Commissaires aux Comptes sur les comptes individuels établis en normes IFRS telles qu'adoptées dans l'Union européenne pour les exercices clos les 31 décembre 2013, 2014 et 2015 contient l'observation suivante :

- « Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur l'incertitude relative à la continuité d'exploitation exposée dans la note «4. Règles et méthodes comptables » de l'annexe. »

Le rapport d'audit des Commissaires aux Comptes sur les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2015 contient l'observation suivante :

- « Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur l'incertitude relative à la continuité d'exploitation exposée dans la note « 2.7 - Capitaux propres et continuité d'exploitation » de l'annexe. »

Le rapport d'audit des Commissaires aux Comptes sur les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2014 contient l'observation suivante :

- « Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le paragraphe « Capitaux propres et continuité d'exploitation » de l'annexe, renvoyant à l'information concernant la continuité d'exploitation de votre société. »

Le rapport d'audit du Commissaire aux Comptes sur les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2013 contient l'observation suivante :

- « Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le point 2 de l'annexe, renvoyant à l'information concernant la continuité d'exploitation de votre société, conditionnée par le renforcement de ses fonds propres en 2014. »

Fait à Issy Les Moulineaux, le 24 juin 2016.

Daniel Cohen
Directeur général

1.3 ENGAGEMENTS DE LA SOCIETE

Conformément aux dispositions des Règles des Marchés Alternext, la Société s'engage :

- 1) à assurer la diffusion sur son site Internet et sur le site Internet d'Alternext en français ou en anglais, dans les conditions définies ci-après (et à les maintenir en ligne pendant au moins deux ans) les informations suivantes :
 - dans les quatre mois qui suivent la clôture de l'exercice, ses comptes annuels, le rapport de gestion, le cas échéant les comptes consolidés et les informations relatives au Groupe données dans le rapport de gestion de la Société ainsi que les rapports des contrôleurs légaux (article 4.2.1 des Règles des Marchés Alternext) ;
 - dans les quatre mois après la fin du deuxième trimestre de son exercice social, les états financiers semestriels (consolidés le cas échéant) et un rapport d'activité afférent à ces états financiers semestriels (article 4.2.1 des Règles des Marchés Alternext) ;
 - sans délai, la convocation aux Assemblées Générales et tout document transmis aux actionnaires (article 4.4.1 des Règles des Marchés Alternext),
- 2) à rendre public (sans préjudice des obligations du Règlement général de l'Autorité des marchés financiers) :
 - toute information précise la concernant qui est susceptible d'avoir une influence sensible sur le cours de ses titres, étant précisé que la Société pourra sous sa propre responsabilité différer la publication de ladite information afin de ne pas porter atteinte à ses intérêts légitimes, sous réserve que cette omission ne risque pas d'induire les intervenants en erreur et que la Société soit en mesure d'assurer la confidentialité de ladite information (article 223-2 du Règlement général de l'Autorité des marchés financiers) ;
 - outre les dispositions statutaires, le franchissement à la hausse ou à la baisse par toute personne agissant seule ou de concert de seuils de participation représentant 50 % ou 95 % de son capital ou de ses droits de vote, dans un délai de cinq jours de bourse suivant celui où la Société en aura connaissance (article 4.3.1 (i) des Règles des Marchés Alternext);
 - les opérations réalisées par ses dirigeants ou administrateurs au sens des Règles des Marchés Alternext, dans un délai de cinq jours de bourse suivant celui où la Société en aura connaissance, dès lors que ces opérations excèdent un montant cumulé de 5.000 euros, calculé par dirigeant ou administrateur sur l'année civile (article 4.3.1 (ii) des Règles des Marchés Alternext et article 223-23 du Règlement général de l'Autorité des marchés financiers).

La Société s'engage également à assurer, sans frais pour les porteurs, le service des titres, le paiement des dividendes ou toute distribution auquel elle procèdera.

La Société s'engage en outre à respecter ses obligations conformément au Règlement général de l'Autorité des marchés financiers applicable aux sociétés dont les titres sont admis à la négociation sur un SMNO et, notamment, celles relatives :

- à l'information permanente (articles 223-1 A à 223-21 du Règlement général de l'Autorité des marchés financiers),
- aux déclarations des dirigeants ainsi que des personnes qui leur sont étroitement liées concernant leurs opérations sur les titres de la Société (articles 223-22 A à 223-26 du Règlement général de l'Autorité des marchés financiers).

Les engagements susvisés sont susceptibles d'évoluer en fonction de l'évolution de la réglementation applicable (en particulier, des Règles des Marchés Alternext et du Règlement général de l'Autorité des marchés financiers).

1.4 ATTESTATION DU LISTING SPONSOR

Gilbert Dupont, Listing Sponsor, confirme avoir effectué, en vue de l'inscription des actions Pharnext aux négociations sur le marché Alternext d'Euronext à Paris, les diligences professionnelles d'usage. Ces diligences ont notamment pris la forme de vérification de documents produits par Pharnext ainsi que d'entretiens avec des membres de la direction et du personnel de Pharnext, conformément au Code professionnel élaboré conjointement par la Fédération Bancaire Française et l'Association Française des Entreprises d'Investissement et au schéma type pour le marché Alternext.

Gilbert Dupont atteste, conformément à l'article 212-16 du Règlement général de l'Autorité des marchés financiers et aux Règles d'Alternext, que les diligences ainsi accomplies n'ont, à sa connaissance, révélé dans le contenu du Prospectus aucune inexactitude ni aucune omission significative de nature à induire l'investisseur en erreur ou à fausser son jugement.

Cette attestation est délivrée sur la base des documents et renseignements fournis par Pharnext à Gilbert Dupont, ce dernier les ayant présumés exhaustifs, véridiques et sincères.

Cette attestation ne constitue pas une recommandation de Gilbert Dupont de souscrire aux actions Pharnext, ni ne saurait se substituer aux autres attestations ou documents délivrés par Pharnext et ses commissaires aux comptes.

Gilbert Dupont

Pascal Mathieu
Gérant

1.5 RESPONSABLE DE L'INFORMATION FINANCIERE

Monsieur Pierre Schwich
Directeur financier
Adresse : 11, rue des Peupliers, 92130 Issy-les-Moulineaux
Téléphone : 01 41 09 22 30
Adresse électronique : investors@pharnext.com

2 FACTEURS DE RISQUES DE MARCHE POUVANT INFLUER SENSIBLEMENT SUR LES VALEURS MOBILIERES OFFERTES

*Avant de prendre toute décision d'investissement concernant les Actions Offertes, les investisseurs potentiels sont invités à prendre attentivement connaissance de l'ensemble des informations mentionnées dans la présente note d'opération (la « **Note d'Opération** »).*

En complément des facteurs de risques décrits au chapitre 4 du Document de Base enregistré auprès de l'Autorité des Marchés Financiers le 2 juin 2016 sous le numéro I.16-050, l'investisseur est invité à tenir compte des facteurs de risques décrits ci-après avant de procéder à un investissement dans les Actions Offertes. La description ci-après n'a pas vocation à être exhaustive, d'autres risques et incertitudes non connus de la Société à ce jour ou qu'elle juge aujourd'hui négligeables pourraient également perturber son activité et avoir un effet défavorable sur sa situation financière, ses résultats ou ses perspectives. Les investisseurs potentiels sont tenus de procéder à une évaluation personnelle et indépendante de l'ensemble des considérations relatives aux Actions Offertes et de lire également les informations détaillées par ailleurs dans la présente Note d'Opération.

Si l'un de ces risques (ou l'un des risques décrits dans le Document de Base) venait à se concrétiser, les activités, la situation financière ou les perspectives de la Société pourraient être significativement affectées. Dans une telle éventualité, le cours des actions de la Société pourrait baisser, et l'investisseur pourrait perdre tout ou partie des sommes qu'il aurait investies dans les Actions Offertes.

2.1 LES ACTIONS DE LA SOCIETE N'ONT PAS ETE PREALABLEMENT COTEES ET SONT SOUMISES AUX FLUCTUATIONS DE MARCHE

A la date de visa de la présente Note d'Opération, les actions de la Société n'ont jamais été admises aux négociations sur un marché, réglementé ou organisé, en France ou à l'étranger. La Société fixera le Prix de l'Offre (tel que défini au paragraphe 5.3.1 de la présente Note d'Opération) en concertation avec le Chef de File et Teneur de Livre en tenant compte d'un certain nombre d'éléments, notamment des conditions de marché et des conditions économiques prévalant à la date de fixation du Prix de l'Offre, des résultats de la Société, de l'état actuel de ses activités et de la confrontation des indications d'intérêts des investisseurs. Le Prix de l'Offre pourrait ne pas refléter fidèlement les performances du cours des actions de la Société à la suite de leur admission aux négociations sur le marché Alternext d'Euronext à Paris, ce dernier étant susceptible, après l'admission aux négociations, de varier par rapport au Prix de l'Offre. Bien que la Société ait demandé l'inscription de ses actions aux négociations sur le marché Alternext d'Euronext à Paris, il n'est pas possible de garantir ni l'existence d'un marché liquide pour les actions de la Société ni qu'un tel marché, s'il se développe, perdurera. Si un marché liquide pour les actions de la Société ne se développait pas, la liquidité et le cours des actions de la Société pourraient en être affectés.

2.2 LE COURS DE L'ACTION DE LA SOCIETE EST SUSCEPTIBLE D'ETRE AFFECTE PAR UNE VOLATILITE IMPORTANTE

Le cours des actions de la Société sur le marché Alternext d'Euronext à Paris pourrait être affecté de manière significative par de nombreux facteurs ayant un impact sur la Société, ses concurrents, ou les conditions économiques générales et les secteurs que son activité adresse. Le cours des actions de la Société pourrait notamment fluctuer de manière sensible en réaction à des événements tels que :

- des variations des résultats financiers, des prévisions ou des perspectives de la Société ou de ceux de ses concurrents d'une période à l'autre ;

- des annonces de concurrents ou d'autres sociétés ayant des activités similaires et/ou des annonces concernant le marché des biotechnologies, y compris celles portant sur la performance financière et opérationnelle de ces sociétés ;
- des évolutions défavorables de l'environnement réglementaire applicable dans les pays ou les marchés propres au secteur d'activité de la Société ou à la Société elle-même ;
- des annonces portant sur des modifications de l'actionnariat de la Société ;
- des annonces portant sur des modifications de l'équipe dirigeante ;
- des annonces portant sur le périmètre des actifs de la Société (acquisitions, cessions, etc.).

Par ailleurs, les marchés financiers connaissent d'importantes fluctuations qui ne sont pas toujours en rapport avec les résultats et les perspectives des sociétés dont les actions y sont négociées. De telles fluctuations de marché ainsi que la conjoncture économique pourraient donc également affecter de manière significative le cours des actions de la Société.

2.3 RISQUES LIES A L'INSUFFISANCE DES SOUSCRIPTIONS ET A L'ANNULATION DE L'OPERATION

Le placement ne fera pas l'objet d'une garantie de bonne fin au sens de l'article L. 225-145 du Code de commerce. Le début des négociations des actions de la Société n'interviendra donc qu'à l'issue des opérations de règlement-livraison et après délivrance du certificat du dépositaire.

En cas d'insuffisance de la demande, l'augmentation de capital envisagée dans le cadre de l'Offre (telle que définie au paragraphe 4.1.1 de la présente Note d'Opération) pourrait être limitée aux souscriptions reçues, conformément aux termes de l'article L. 225-134 I du Code de commerce, dès lors que celles-ci atteindraient 75 % du montant de l'émission initialement prévue. Dans le cas contraire, l'opération serait annulée et les ordres seraient caducs.

2.4 DES CESSIONS D' ACTIONS DE LA SOCIETE POURRAIENT INTERVENIR SUR LE MARCHE NOTAMMENT A L'ISSUE DES PERIODES D'ENGAGEMENTS DE CONSERVATION DE TITRES PRIS PAR CERTAINS ACTIONNAIRES HISTORIQUES ET POURRAIENT AVOIR UN IMPACT DEFAVORABLE SUR LE PRIX DE MARCHE DE L'ACTION

Des cessions d'actions de la Société sur le marché, notamment à l'issue des périodes d'engagements de conservation de titres pris par certains actionnaires historiques (tels que décrits à la section 7.3 de la présente Note d'Opération), ou l'anticipation que de telles cessions pourraient intervenir, et pourraient avoir un impact défavorable sur le prix de marché des actions de la Société. La Société ne peut prévoir les éventuels effets sur le prix de marché des actions.

2.5 POLITIQUE DE DISTRIBUTION DE DIVIDENDES DE LA SOCIETE

La Société n'a pas distribué de dividendes lors des trois précédents exercices.

Compte tenu de son stade de développement, la Société n'a pas prévu d'initier une politique de versement de dividendes réguliers.

2.6 RISQUE DE DILUTION

Risque de dilution lié à l'exercice des instruments dilutifs

Dans le cadre de sa politique de motivation de ses dirigeants et employés, la Société a depuis sa création attribué ou émis des bons de souscription d'actions et des bons de souscription de parts de créateur d'entreprise. En outre, la Société a émis au profit de Kreos Capital des bons de souscription dans le cadre du contrat de prêt conclu en octobre 2015 (voir section 22.2 du Document de Base). Le détail des différents plans de bons de souscription d'actions et de bons de souscription de parts de créateur d'entreprise figure à la section 21.1.4 du Document de Base.

Etant supposés la conversion des 10.585 OC₂₀₁₄ émises par la Société à la date du document de base, soit 1.502.797 actions nouvelles émises sur la base du point bas de la fourchette de prix, le nombre total d'actions ordinaires susceptibles d'être créées par exercice intégral de l'ensemble des autres valeurs mobilières donnant accès au capital à la date du Prospectus, en ce compris l'exercice des BSA Dividendes Cumulés et des BSA_{2015-KREOS} sur la base du point bas de la fourchette de prix, résulterait en l'émission de 1.093.315 actions, soit une dilution maximale de 13,79% sur la base du capital existant à ce jour, après conversion des OC₂₀₁₄ et 12,12% sur la base du capital dilué.

Par ailleurs, toutes les attributions ou émissions nouvelles entraîneraient une dilution pour les actionnaires. La Société pourrait procéder à l'avenir à l'attribution ou à l'émission de nouveaux instruments financiers donnant accès au capital. A ce titre, aux termes de l'assemblée générale des actionnaires de la Société tenue le 19 avril 2016, les actionnaires ont consenti au Conseil d'administration plusieurs délégations de compétence devant permettre la mise en place de plans d'intéressement, dont certaines avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires, à l'effet de procéder à une ou plusieurs émissions d'actions et/ou valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société, dans la limite d'une augmentation de capital d'un montant global maximal (pour l'ensemble des délégations liées à l'émission ou l'attribution de bons de souscription d'actions, bons de souscription de parts de créateur d'entreprise, bons de souscription ou d'achat d'actions, et/ou actions gratuites) égal à 4.115 euros de valeur nominale correspondant à une dilution maximale d'environ 5,3 % sur la base du capital existant après conversion des OC₂₀₁₄.

Risque de dilution lié au besoin de renforcement des fonds propres afin d'assurer le développement de la Société

Les coûts et délais de recherche et de développement des produits de la Société et la poursuite de son programme de développement clinique sont en partie hors du contrôle de la Société et continueront dans le futur à générer des besoins de financement importants qui pourraient amener la Société à chercher à se financer par le biais de nouvelles augmentations de capital, ce qui pourrait entraîner une dilution de la participation de ses actionnaires.

2.7 RISQUE SPECIFIQUE A LA COTATION DES ACTIONS SUR LE MARCHE ALTERNEXT D'EURONEXT PARIS

Les titres faisant l'objet de la présente opération ne seront pas admis aux négociations sur un marché réglementé et ne bénéficieront donc pas des garanties correspondantes. En revanche, des garanties spécifiques relatives à la transparence financière de la Société et à la protection des actionnaires minoritaires sont décrites aux paragraphes 1.3 (engagements de la Société relatifs aux Règles des Marchés Alternext) et 4.9 (Réglementation française en matière d'offre publique). De surcroît, la nature de l'opération réalisée implique de respecter les règles de l'offre au public.

3 INFORMATIONS DE BASE

3.1 DECLARATION SUR LE FONDS DE ROULEMENT NET

A la date de visa sur le Prospectus, la Société ne dispose pas d'un fonds de roulement net suffisant pour faire face à ses obligations et à ses besoins de trésorerie d'exploitation des douze prochains mois.

La trésorerie disponible au 24 juin 2016 d'un montant de 2,7 millions d'euros, après avance versée par le biais d'un emprunt obligataire relais de 3,2 M€ de la part des actionnaires historiques sur leur souscription à l'opération (détaillé au chapitre 10.5 de la présente Note d'opération) permettra à la Société de poursuivre ses activités jusqu'au 31 juillet 2016.

En outre, la Société, dans le cadre dudit emprunt obligataire relais, a émis des obligations au profit de la société CBLUX dans les mêmes conditions que les actionnaires historiques pour un montant de 1,7 millions d'euros restant à percevoir.

Au-delà du 31 juillet 2016, et compte tenu du montant de 1,7 millions d'euros restant à percevoir, le montant complémentaire nécessaire à la poursuite des activités de la Société au cours des 12 mois suivant la date de visa sur le Prospectus est estimé à 12 millions d'euros. Il se compose (i) d'un besoin de financement en vue d'assurer la continuité de l'exploitation et des dépenses liées aux études précliniques et essais cliniques sur PXT3003 et PXT864 conduits par la Société à hauteur de 12 millions d'euros, en ce compris les frais incompressibles inhérents au projet d'introduction en bourse restant à la charge de la Société (même en cas de non-réalisation de l'opération), (ii) des remboursements dus à Kreos Capital au titre du contrat d'emprunt à hauteur de 3,6 million d'euros, et (iii) des revenus issus du crédit d'impôt recherche et de subventions pour environ 3,6 millions d'euros.

La préparation de l'introduction en bourse (dont le produit net, hors souscription par compensation de créances, représenterait 29,3 millions d'euros pour une souscription à l'augmentation de capital de 100% et un Prix de l'Offre égal au point médian de la fourchette indicative du Prix de l'Offre, soit 12.00 euros, et 17,8 millions d'euros en cas de limitation de l'Offre à 75% sur la base d'un Prix de l'Offre égal à la borne inférieure de la fourchette indicative du Prix de l'Offre, soit 11.82 euros) constitue la solution privilégiée par la Société pour obtenir les financements nécessaires à son développement au regard de sa situation de trésorerie.

La Société atteste que son fonds de roulement net sera suffisant en cas de réalisation partielle à hauteur de 75% ou de réalisation totale de l'introduction en bourse, au regard de ses obligations et de ses besoins de trésorerie d'exploitation au cours des 12 prochains mois à compter de la date de visa de l'Autorité des marchés financiers sur le Prospectus.

Dans l'hypothèse où les conditions de marché ne permettraient pas de réaliser l'opération d'introduction en bourse envisagée, la Société entend poursuivre sa recherche d'investisseurs dans le cadre d'un placement privé et sa recherche d'un partenaire industriel.

3.2 CAPITAUX PROPRES ET ENDETTEMENT

Conformément aux recommandations de l'ESMA (*European Securities Market Authority*) de mars 2013 (ESMA / 2013 / 319, paragraphe 127), le tableau ci-après présente la situation des capitaux propres et de l'endettement financier net de la Société au 30 avril 2016.

	Au 30 avril 2016 (en K€)
Capitaux Propres et endettement	
Total des dettes courantes	18 673
Faisant l'objet de garanties	2 713
Faisant l'objet de nantissements	0
Dettes courantes sans garantie ni nantissement ni caution	15 960
Total des dettes non courantes (hors partie courante des dettes long terme)	11 201
Faisant l'objet de garanties	3 880
Faisant l'objet de nantissements	0
Sans garantie ni nantissement	7 321
Capitaux propres part du Groupe^(a)	(23 698)
Capital social	64
Primes liées au capital	34 433
Réserve légale	0
Autres réserves et résultats accumulés ^(b)	(58 195)

^(a) hors résultat du 1^{er} janvier au 30 avril 2016 et effet des normes IFRS2 et IAS19

^(b) y compris le résultat de l'exercice clos le 31.12.2015 soit (10 994)K€

	Au 30 avril 2016 (en K€)
Endettement financier net	
A. Trésorerie	262
B. Equivalents de trésorerie	0
C. Titres de placement	2 078
D Liquidités (A) + (B) + (C)	2 340
E Créances financières à court terme	0
F. Dettes bancaires court terme	0
G. Part à moins d'un an des dettes à moyen et long terme	2 713
H. Autres dettes financières à court terme	15 960
I. Dettes financières courantes à court terme (F) + (G) + (H)	18 673
J. Endettement financier net à court terme (I) - (E) - (D)	16 333
K. Emprunts bancaires à plus de un an	0
L. Obligations émises	0
M. Autres emprunts à plus d'un an	11 201
N. Endettement financier net à moyen et long terme (K) + (L) + (M)	11 201
O. Endettement financier net (J) + (N)	27 534

Depuis la date du 30 avril 2016, le seul changement intervenu dans la situation financière de la Société, est la conclusion d'un emprunt obligataire de 4,9 M€ auprès de ses actionnaires historiques et de la société CBLUX détaillé au chapitre 10.5 de la présente Note d'Opération, dont 3,2 M€ ont été libérés à la date de visa sur le présent prospectus. Cet emprunt a vocation à être remboursé par voie de compensation à due concurrence avec le prix de souscription des actions souscrites par ces actionnaires dans le cadre de l'Introduction en Bourse.

3.3 INTERETS DES PERSONNES PHYSIQUES ET MORALES PARTICIPANT A L'EMISSION

Le Chef de File et Teneur de Livre et/ou certains de ses affiliés ont rendu et/ou pourront rendre dans le futur, divers services bancaires, financiers, d'investissement, commerciaux et autres à la Société, ses affiliés ou ses actionnaires ou à ses mandataires sociaux, dans le cadre desquels ils ont reçu ou pourront recevoir une rémunération.

Dans le cadre de l'Offre, le Chef de File et Teneur de Livre a produit une analyse financière indépendante.

3.4 RAISONS DE L'OFFRE ET UTILISATION DU PRODUIT

La réalisation de l'Offre est notamment destinée à fournir à la Société des moyens additionnels pour accélérer son développement. Le produit net des fonds levés dans le cadre de l'émission des Actions Nouvelles (soit 29,3 M€ en milieu de fourchette de prix, hors montant libéré par compensation de créances), permettra notamment à la Société de :

- Financer l'ensemble des coûts internes et externes liés à l'étude de Phase 3 PLEO-CMT chez l'adulte lancée fin 2015 portant sur le traitement de la maladie de Charcot-Marie-Tooth de type 1A par PXT3003 dont les résultats devraient être publiés au second semestre 2018, et préparer et lancer une étude clinique pédiatrique de PXT-3003, pour environ 65% de la levée de fonds ;
- Financer l'ensemble des coûts internes et externes liés à la préparation et au lancement de la prochaine étude de Phase 2 à conduire dans le traitement de la maladie d'Alzheimer par PXT864, dont le lancement devrait intervenir au second semestre 2017 pour des résultats attendus à horizon 2019/2020 pour environ 15% de la levée de fonds ;
- Renforcer sa structure financière, en ce compris le remboursement des dettes financières pour environ 20% de la levée de fonds.

Dans l'hypothèse où l'augmentation de capital liée à l'émission des Actions Nouvelles serait limitée à 75 % du montant maximum envisagé, les fonds seraient prioritairement affectés au premier et au troisième point ci-dessus. En cas de levée limitée à 75% du montant minimum envisagé (soit 17,7 M€ en bas de fourchette de prix, hors montant libéré par compensation de créances), la Société devra trouver des fonds complémentaires pour finaliser l'étude de phase III PLEO-CMT et financer le lancement de l'étude pédiatrique, notamment au travers de partenariat industriel.

4 INFORMATIONS SUR LES VALEURS MOBILIERES DEVANT ETRE OFFERTES ET ADMISES A LA NEGOCIATION SUR LE MARCHE ALTERNEXT D'EURONEXT PARIS

4.1 NATURE ET CATEGORIE DES ACTIONS ET DATE DE JOUISSANCE DES ACTIONS NOUVELLES EMISES ET ADMISES A LA NEGOCIATION

4.1.1 Nature et catégorie des actions

▪ L'Offre

L'offre de titres de la Société objet du présent document (l'« **Offre** ») porte sur :

- 3.036.044 actions nouvelles à émettre dans le cadre d'une augmentation de capital de la Société en numéraire par voie d'offre au public pouvant être porté à un nombre maximum de 3.491.450 actions nouvelles en cas d'exercice intégral de la Clause d'Extension (ensemble, les « **Actions Nouvelles** ») et
- pouvant être porté à un nombre maximum de 4.015.167 actions nouvelles supplémentaires en cas d'exercice intégral de la Clause d'Extension et de l'Option de Surallocation (les « **Actions Nouvelles Supplémentaires** »).

Les Actions Nouvelles et les Actions Nouvelles supplémentaires sont ci-après désignées les « **Actions Offertes** ».

▪ L'admission aux négociations

Les actions dont l'admission aux négociations sur le marché régulé d'Alternext d'Euronext à Paris est demandée, sont décrites ci-après :

- l'intégralité des 6.426.900 actions existantes ordinaires composant le capital de la Société, intégralement souscrites et entièrement libérées à la date de fixation du prix de l'Offre (les « **Actions Existantes** ») ;
- un maximum de 1.093.315 actions nouvelles à provenir de l'exercice de bons de souscription de parts de créateur d'entreprise et de bons de souscription d'actions attribués à ce jour ainsi que de l'acquisition définitive d'actions gratuites encore en période d'acquisition ; et
- un maximum de 1.502.797 actions nouvelles à provenir de la conversion des obligations convertibles existantes ; et
- un maximum de 4.015.167 Actions Nouvelles à émettre dans le cadre de l'Offre.

▪ Clause d'Extension et Option de Surallocation

Clause d'Extension

En fonction de la demande, le nombre initial d'Actions Nouvelles pourra, à la discrétion de la Société et en accord avec le Chef de File et Teneur de Livre, être augmenté au maximum de 15%, soit un maximum de 455.406 Actions Nouvelles (la « **Clause d'Extension** »).

Option de Surallocation

La Société consentira au Chef de File et Teneur de Livre une option de surallocation (l'« **Option de Surallocation** ») dans la limite globale de 15 % du total des Actions Nouvelles à provenir de l'émission d'un maximum de 523.717 Actions Nouvelles supplémentaires (ci-après les « **Actions Nouvelles Supplémentaires** »).

Cette Option de Surallocation, qui permettra de couvrir d'éventuelles surallocations et de faciliter les opérations de stabilisation, pourra être exercée en une seule fois à tout moment, en tout ou partie, jusqu'au trentième jour calendaire suivant la date de clôture de l'Offre soit, à titre indicatif, au plus tard le 17 août 2016.

4.1.2 Assimilation aux actions existantes et date de jouissance

Les Actions Nouvelles seront toutes de même valeur nominale et de même catégorie que les Actions Existantes. Elles seront assimilables dès leur émission à ces dernières et porteront jouissance à compter du 1^{er} janvier 2016.

4.1.3 Libellé des actions

PHARNEXT

4.1.4 Code ISIN

FR0011191287

4.1.5 Code ICB

4573 - Biotechnology

4.1.6 Mnémonique

ALPHA

4.2 DROIT APPLICABLE ET TRIBUNAUX COMPETENTS

Les Actions Nouvelles seront émises dans le cadre de la législation française. Les tribunaux compétents en cas de litige sont ceux du siège social de la Société lorsque la Société est défenderesse et sont désignés en fonction de la nature des litiges, lorsque la Société est demanderesse, sauf disposition contraire du Code de Procédure Civile.

4.3 FORME ET MODE D'INSCRIPTION EN COMPTE DES ACTIONS

Les Actions Nouvelles et les Actions Existantes seront nominatives ou au porteur, au choix des souscripteurs, la Société pouvant procéder à l'identification des actionnaires par l'intermédiaire de la procédure dite des « titres au porteurs identifiables ».

En application des dispositions de l'article L. 211-3 du Code monétaire et financier, les Actions Nouvelles et les Actions Existantes, quelle que soit leur forme, sont dématérialisées et seront, en conséquence, obligatoirement inscrites en compte-titres tenu, selon le cas, par la Société ou un intermédiaire habilité.

Les droits des titulaires des Actions Nouvelles et des Actions Existantes seront représentés par une inscription à leur nom chez :

- de Société Générale (32, rue du Champ-de-Tir, BP 81236, 44312 Nantes Cedex 3), mandatée par la Société, pour les actions au nominative pure ;
- Un prestataire habilité et Société Générale pour les actions au nominatif pur ;
- Un prestataire habilité de leur choix pour les actions au porteur.

Les Actions Nouvelles et les Actions Existantes feront l'objet d'une demande d'admission aux opérations d'Euroclear France en qualité de dépositaire central, et aux systèmes de règlement-livraison d'Euroclear France S.A.

4.4 DEVISE D'EMISSION DES ACTIONS

L'émission des Actions est réalisée en euros.

4.5 DROITS ATTACHES AUX ACTIONS

Les Actions Offertes seront, dès leur création, soumises à l'ensemble des stipulations des statuts de la Société.

En l'état actuel de la législation française et des statuts de la Société, les principaux droits attachés aux actions sont décrits ci-dessous.

➤ **Droit aux dividendes**

Après approbation des comptes et constatation de l'existence des sommes distribuables, l'Assemblée Générale demeure libre d'affecter tout ou partie du bénéfice distribuable à un ou plusieurs postes de réserves facultatives, ou d'affecter tout ou partie des sommes distribuables à une attribution de dividendes aux actionnaires.

Le Conseil d'administration aura la faculté de distribuer des acomptes sur dividendes avant l'approbation des comptes de l'exercice, dans les conditions prévues par la loi.

Tout dividende distribué en violation des règles ci-dessus énoncées est un dividende fictif.

L'Assemblée Générale statuant sur les comptes de l'exercice peut accorder à chaque actionnaire, pour tout ou partie du dividende mis en distribution, une option entre le paiement du dividende en numéraire ou en actions émises par la Société, et cela aux conditions fixées ou autorisées par la loi.

Les dividendes versés à des non-résidents sont soumis à une retenue à la source en France (voir la section 4.11 de la présente Note d'Opération).

La politique de distribution de dividendes de la Société est présentée au paragraphe 20.7 du Document de Base et à la section 2 de la présente Note d'Opération.

➤ **Droit de vote**

Le droit de vote attaché aux actions est proportionnel à la quotité du capital qu'elles représentent et chaque action donne droit à une voix au moins, sous réserve de l'application des dispositions légales et réglementaires.

Sous réserve des règles particulières aux Assemblées à forme constitutive, chaque actionnaire a autant de voix que lui en confèrent les actions qu'il possède sans limitation.

Toutefois, un droit de vote double sera attribué, à compter de la première cotation des actions de la Société sur le marché Alternext, à toutes les actions entièrement libérées pour lesquelles il sera justifié d'une inscription nominative depuis deux ans au moins au nom du même actionnaire

➤ ***Droit préférentiel de souscription***

Les actionnaires ont, proportionnellement au montant de leurs actions, un droit de préférence à la souscription des actions de numéraire émises pour réaliser une augmentation de capital, droit auquel ils peuvent renoncer à titre individuel. Si l'assemblée générale le décide expressément, ils bénéficient également d'un droit de souscription à titre réductible.

➤ ***Droit de participation aux bénéfices de la Société***

Les actionnaires de la Société ont droit aux bénéfices dans les conditions définies par les articles L. 232-10 et suivants du Code de commerce.

➤ ***Droit de participation à tout boni en cas de liquidation***

Le partage de l'actif net subsistant après remboursement du nominal des actions est effectué entre les actionnaires dans les mêmes proportions que leur participation au capital.

➤ ***Clauses de rachat – clauses de conversion***

Les statuts ne prévoient pas de clause de rachat ou de conversion des actions.

➤ ***Identification des détenteurs de titres***

La Société se tient informée de la composition de son actionnariat dans les conditions prévues par la loi. A ce titre, la Société peut faire usage de toutes les dispositions légales prévues en matière d'identification des détenteurs de titres conférant immédiatement ou à terme le droit de vote dans ses assemblées d'actionnaires.

4.6 AUTORISATIONS

4.6.1 Assemblée Générale du 19 avril 2016 ayant autorisé l'émission

L'émission des Actions Nouvelles est effectuée dans le cadre de la 23^{ème} résolution de l'assemblée générale mixte des actionnaires de Pharnext, réunie le 19 avril 2016, aux termes de laquelle :

Vingt-troisième résolution

Délégation de compétence à consentir au conseil d'administration en vue d'augmenter le capital immédiatement ou à terme par émission d'actions ordinaires ou de toutes valeurs mobilières qui sont des titres de capital donnant accès à d'autres titres de capital ou donnant droit à l'attribution de titres de créance, et/ou des valeurs mobilières donnant accès à des titres de capital à émettre, avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires et offre au public

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires,

connaissance prise du rapport du président et du rapport des commissaires aux comptes,

conformément aux dispositions des articles L. 225-129 et suivants du code de commerce, et, notamment, de ses articles L. 225-129 à L. 225-129-6, L. 225-135, L. 225-135-1, L. 225-136, L. 228-91 et L. 228-92,

délègue au conseil d'administration sa compétence pour décider l'émission, par voie d'offre au public en une ou plusieurs fois, dans les proportions et aux époques qu'il appréciera, en France ou à l'étranger, en euros, en devises étrangères ou en unité monétaire quelconque établie par référence à plusieurs devises, à titre gratuit ou onéreux, d'actions ordinaires de la Société d'actions ordinaires ou de toutes valeurs mobilières qui sont des titres de capital donnant accès à d'autres titres de capital ou donnant droit à l'attribution de titres de créance, et/ou des valeurs mobilières donnant accès à des titres de capital à émettre,

décide que les valeurs mobilières ainsi émises pourront consister en des titres de créances, être associées à l'émission de tels titres ou en permettre l'émission comme titres intermédiaires,

décide de supprimer le droit préférentiel de souscription des actionnaires sur les actions ordinaires ou valeurs mobilières émises en vertu de la présente délégation,

décide de laisser au conseil d'administration, si lors de l'utilisation de la présente délégation, les actions de la Société étaient admises aux négociations sur un marché réglementé, la faculté d'instituer au profit des actionnaires, sur tout ou partie des émissions, un droit de priorité pour les souscrire pendant le délai et selon les termes qu'il fixera conformément aux dispositions de l'article L. 225-135 du code de commerce, cette priorité ne donnant pas lieu à la création de droits négociables, mais pouvant être exercée tant à titre irréductible que réductible,

prend acte, en tant que de besoin, que la présente délégation emporte de plein droit, au profit des porteurs des valeurs mobilières le cas échéant émises en vertu de la présente délégation, renonciation expresse des actionnaires à leur droit préférentiel de souscription aux actions auxquelles ces valeurs mobilières donneront droit,

décide de fixer à 83.550 euros (ou la contre valeur de ce montant en cas d'émission en une autre devise) le montant nominal maximum des augmentations de capital susceptibles d'être réalisées, immédiatement et/ou à terme, en vertu de la présente résolution, étant précisé que :

- le montant nominal maximum des augmentations de capital susceptibles d'être réalisées immédiatement ou à terme en vertu de la présente délégation s'imputera sur le montant du plafond global prévu à la Vingt-huitième résolution ci-après,
- à ces plafonds s'ajoutera, le cas échéant, la valeur nominale des actions à émettre pour préserver, conformément à la loi, et, le cas échéant, aux stipulations contractuelles applicables, les droits des porteurs de valeurs mobilières et autres droits donnant accès au capital,

décide de fixer à 50.000.000 euros (ou la contre valeur de ce montant en cas d'émission en une autre devise) le montant nominal maximum des titres de créances pouvant être émis en vertu de la présente délégation, étant précisé que :

- ce montant sera majoré, le cas échéant, de toute prime de remboursement au-dessus du pair,
- ce montant s'imputera sur le plafond global visé à la Vingt-huitième résolution ci-après,
- ce plafond ne s'applique pas aux titres de créance dont l'émission serait décidée ou autorisée par le conseil d'administration conformément à l'article L. 228-40 du code de commerce,

décide que, si les souscriptions n'ont pas absorbé la totalité d'une telle émission, le conseil d'administration pourra utiliser, dans l'ordre qu'il déterminera, l'une ou l'autre des facultés suivantes :

- limiter l'émission au montant des souscriptions, sous la condition que celles-ci atteignent les trois-quarts au moins de l'émission initialement décidée,
- répartir librement tout ou partie des titres émis non souscrits entre les personnes de son choix, et
- offrir au public, sur le marché, français ou international, tout ou partie des titres émis non souscrits,

décide que le prix d'émission des actions et des valeurs mobilières, susceptibles d'être émises en vertu de la présente délégation, sera fixé par le conseil d'administration selon les modalités suivantes :

- au titre de l'augmentation de capital à réaliser à l'occasion de l'admission aux négociations et de la première cotation des actions de la Société sur le marché Alternext d'Euronext à Paris, le prix de souscription d'une action nouvelle résultera de la confrontation de l'offre des actions et des demandes de souscription émises par les investisseurs dans le cadre de la technique dite de « construction du livre d'ordre »,
- postérieurement à l'admission aux négociations et la première cotation des actions de la Société sur le marché Alternext d'Euronext à Paris, le prix d'émission des actions sera au moins égal à la moyenne pondérée des cours des trois dernières séances de bourse précédant sa fixation, telle que le cas échéant diminuée d'une décote maximale de 30 % (étant toutefois précisé que si, lors de l'utilisation de la présente délégation, les actions de la Société étaient admises aux négociations sur un marché réglementé, le prix serait fixé conformément aux dispositions de l'article L. 225-136-1° du code de commerce), et corrigée en cas de différence de date de jouissance, étant précisé que le prix d'émission des valeurs mobilières donnant accès au capital sera tel que la somme perçue immédiatement par la Société, majorée, le cas échéant, de celle susceptible d'être perçue ultérieurement par elle, soit, pour chaque action émise en conséquence de l'émission de ces valeurs mobilières, au moins égale au prix d'émission défini ci-dessus,

précise que la délégation ainsi conférée au conseil d'administration est valable pour une durée de vingt-six mois à compter de la présente assemblée,

décide que le conseil d'administration aura tous pouvoirs, avec faculté de subdélégation dans les conditions prévues par la loi, pour mettre en œuvre, dans les conditions fixées par la loi et les statuts, la présente délégation à l'effet notamment :

- d'arrêter les dates, les conditions et les modalités de toute émission ainsi que la forme et les caractéristiques des actions ou valeurs mobilières donnant accès au capital à émettre, avec ou sans prime,
- de fixer les montants à émettre, la date de jouissance éventuellement rétroactive des actions ou valeurs mobilières donnant accès au capital à émettre, leur mode de libération ainsi que, le cas échéant, les modalités d'exercice des droits à échange, conversion, remboursement ou attribution de toute autre manière de titres de capital ou valeurs mobilières donnant accès au capital,
- de procéder à tous ajustements requis en application des dispositions légales ou réglementaires et, le cas échéant, aux stipulations contractuelles applicables, pour protéger les droits des porteurs de valeurs mobilières ou autres droits donnant accès au capital de la Société et
- de suspendre, le cas échéant, l'exercice des droits attachés à ces valeurs mobilières pendant un délai maximum de trois mois,

décide que le conseil d'administration pourra :

- à sa seule initiative et lorsqu'il l'estimera approprié, imputer les frais, droits et honoraires occasionnés par les augmentations de capital réalisées en vertu de la délégation visée dans la présente résolution, sur le montant des primes afférentes à ces opérations et prélever, sur le montant de ces primes, les sommes nécessaires pour porter la réserve légale au dixième du nouveau capital, après chaque opération,
- prendre toute décision en vue de l'admission des titres et des valeurs mobilières ainsi émis aux négociations sur le marché Alternext d'Euronext à Paris et, plus généralement,
- prendre toutes mesures, conclure tout engagement et effectuer toutes formalités utiles à la bonne fin de l'émission proposée, ainsi qu'à l'effet de rendre définitive l'augmentation de capital en résultant, et apporter aux statuts les modifications corrélatives.

Vingt-septième résolution

Délégation de compétence à consentir au conseil d'administration à l'effet d'augmenter le nombre de titres à émettre en cas d'augmentation de capital avec ou sans droit préférentiel de souscription

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires,

connaissance prise du rapport du président et du rapport des commissaires aux comptes,

conformément aux dispositions des articles L. 225-129, L. 225-129-2, L. 225-135, L. 225-135-1 et suivants, L. 228-91 et L. 228-92 du code de commerce,

délègue au conseil d'administration sa compétence à l'effet d'augmenter le nombre d'actions ou de valeurs mobilières à émettre en cas de demande excédentaire de souscription dans le cadre d'augmentations de capital de la Société avec ou sans droit préférentiel de souscription décidée en vertu des résolutions ci-dessus, dans les conditions prévues à l'article L. 225-135-1 et R. 225-118 du

code de commerce (soit, à ce jour, dans les trente jours de la clôture de la souscription, au même prix que celui retenu pour l'émission initiale et dans la limite de 15 % de l'émission initiale), lesdites actions conférant les mêmes droits que les actions anciennes sous réserve de leur date de jouissance,

précise que le montant nominal de toute augmentation de capital social décidée en vertu de la présente délégation dans le cadre d'augmentations de capital de la Société avec ou sans droit préférentiel de souscription décidées en vertu des résolutions ci-dessus s'imputera sur le plafond global prévu à la Vingt-huitième résolution ci-dessous, montant auquel s'ajoutera, le cas échéant, le montant supplémentaire des actions ou valeurs mobilières à émettre éventuellement en supplément, pour préserver, conformément à la loi et, le cas échéant, aux stipulations contractuelles applicables, les droits des porteurs de valeurs mobilières donnant accès au capital et autres droits donnant accès au capital,

décide que la présente délégation est donnée au conseil d'administration pour une durée de vingt-six mois à compter de la présente assemblée,

décide que le conseil d'administration aura tous pouvoirs, avec faculté de subdélégation dans les conditions prévues par la loi, pour mettre en œuvre, dans les conditions fixées par la loi et les statuts, la présente délégation à l'effet notamment :

- d'arrêter les dates, les conditions et les modalités de toute émission ainsi que la forme et les caractéristiques des actions ou valeurs mobilières donnant accès au capital à émettre, avec ou sans prime,
- de fixer les montants à émettre, la date de jouissance éventuellement rétroactive des actions ou valeurs mobilières donnant accès au capital à émettre, leur mode de libération ainsi que, le cas échéant, les modalités d'exercice des droits à échange, conversion, remboursement ou attribution de toute autre manière de titres de capital ou valeurs mobilières donnant accès au capital,
- de procéder à tous ajustements requis en application des dispositions légales ou réglementaires et, le cas échéant, aux stipulations contractuelles applicables, pour protéger les droits des porteurs de valeurs mobilières et autres droits donnant accès au capital de la Société et
- de suspendre, le cas échéant, l'exercice des droits attachés à ces valeurs mobilières pendant un délai maximum de trois mois,

décide que le conseil d'administration pourra :

- à sa seule initiative et lorsqu'il l'estimera approprié, imputer les frais, droits et honoraires occasionnés par les augmentations de capital réalisées en vertu de la délégation visée dans la présente résolution, sur le montant des primes afférentes à ces opérations et prélever, sur le montant de ces primes, les sommes nécessaires pour porter la réserve légale au dixième du nouveau capital, après chaque opération,
- prendre toute décision en vue de l'admission des titres et des valeurs mobilières ainsi émis aux négociations sur le marché Alternext d'Euronext à Paris et, plus généralement,
- prendre toutes mesures, conclure tout engagement et effectuer toutes formalités utiles à la bonne fin de l'émission proposée, ainsi qu'à l'effet de rendre définitive l'augmentation de capital en résultant, et apporter aux statuts les modifications corrélatives.

Vingt-huitième résolution

Limitations globales du montant des émissions effectuées en vertu des délégations objets des résolutions ci-dessus et de la Trente-cinquième résolution ci-dessous

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires,

connaissance prise du rapport du président et du rapport des commissaires aux comptes,

décide que :

- le montant nominal maximum global des augmentations de capital susceptibles d'être réalisées en vertu des délégations conférées aux termes de la Vingt-deuxième résolution, de la Vingt-troisième résolution, de la Vingt-quatrième résolution, de la Vingt-cinquième résolution, de la Vingt-sixième résolution et de la Vingt-septième résolution ci-dessus et de la trente-cinquième ci-dessous est fixé à 83.550 euros (ou la contre-valeur à la date d'émission de ce montant en monnaie étrangère ou en unité de compte établie par référence à plusieurs devises), étant précisé que s'ajoutera à ce plafond le montant supplémentaire des actions à émettre pour préserver, conformément à la loi et, le cas échéant, aux stipulations contractuelles applicables, les droits des porteurs de valeurs mobilières et autres droits donnant accès à des actions,
- le montant nominal maximum global des titres de créance pouvant être émis en vertu des délégations conférées aux termes de la Vingt-deuxième résolution, de la Vingt-troisième résolution, de la Vingt-quatrième résolution, de la Vingt-cinquième résolution, de la Vingt-sixième résolution et de la Vingt-septième résolution ci-dessus et de la trente-cinquième ci-dessous est fixé à 50.000.000 euros (ou la contre-valeur à la date d'émission de ce montant en monnaie étrangère ou en unité de compte établie par référence à plusieurs devises), étant précisé que ce plafond ne s'applique pas aux titres de créance dont l'émission serait décidée ou autorisée par le conseil d'administration conformément à l'article L. 228-40 du code de commerce.

4.6.2 Décision du Conseil d'administration ayant décidé de l'émission

En vertu de la délégation de compétence consentie par l'assemblée générale mixte des actionnaires de Pharnext du 19 avril 2016 au terme de sa 23^{ème} résolution, le conseil d'administration de la Société a approuvé la réalisation de l'Offre par une décision du 22 juin 2016, aux termes de laquelle :

Le Président rappelle ensuite au Conseil que l'assemblée générale à caractère mixte des actionnaires de la Société du 19 avril 2016 (l'« **Assemblée Générale** »), aux termes de sa vingt-troisième résolution, a délégué au conseil d'administration sa compétence à l'effet de procéder à l'émission d'actions avec suppression du droit préférentiel de souscription par voie d'offre au public, en une ou plusieurs fois, dans la limite d'un montant nominal global d'augmentation de capital égal à 83.550 euros.

Sur ce fondement, il demande au Conseil, en vue de permettre le lancement de l'Offre, de bien vouloir approuver le principe d'une augmentation du capital social en numéraire, avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires, pour un montant nominal maximum de 30.360,44 euros par émission d'un nombre maximum de 3.036.044 actions nouvelles (les « **Actions Nouvelles** »).

Il ajoute qu'en fonction de l'importance de la demande exprimée dans le cadre de l'Offre, la Société pourrait, après concertation avec la banque introductrice, Gilbert Dupont, décider d'augmenter le nombre initial d'actions offertes par l'émission, dans le cadre de l'Offre et au prix de l'Offre, d'Actions Nouvelles supplémentaires à hauteur d'au maximum 15% des Actions Nouvelles, soit un maximum de 455.406 Actions Nouvelles supplémentaires d'une valeur nominale unitaire de 0,01 euro, portant ainsi le nombre total d'actions offertes à 3.491.450 (la « **Faculté d'Extension** »).

Le Président rappelle en outre que l'Assemblée Générale, aux termes de sa vingt-septième résolution, a délégué au conseil d'administration, sa compétence à l'effet d'augmenter le montant des émissions qui seraient décidées en vertu, notamment, de la vingt-troisième résolution susvisée, dans les conditions prévues aux articles L. 225-135-1 et R. 225-118 du code de commerce (soit, à ce jour, dans les 30 jours de la clôture de la souscription et dans la limite de 15% de l'émission initiale), afin de permettre la mise en place d'une option de sur-allocation ou « *greenshoe* » conformément aux pratiques de marché.

En l'espèce, il est envisagé que la Société consente à Gilbert Dupont, en qualité d'agent stabilisateur et teneur de livre, une option de sur-allocation lui permettant d'augmenter, en une seule ou plusieurs fois, dans les 30 jours calendaires de la fixation du prix de l'Offre (correspondant à la date de clôture de la souscription), le montant de l'augmentation de capital susvisée : :

- d'un montant nominal maximum de 4.554,06 euros, par l'émission d'un nombre maximum de 455.406 Actions Nouvelles d'une valeur nominale unitaire de 0,01 euro, en cas de non exercice de la Faculté d'Extension par le Conseil, et
- d'un montant nominal maximum de 5.237,17 euros, par l'émission d'un nombre maximum de 523.717 Actions Nouvelles d'une valeur nominale unitaire de 0,01 euro, en cas d'exercice de l'intégralité de la Faculté d'Extension par le Conseil,

(soit, dans les deux cas, 15% du nombre d'Actions Nouvelles) au même prix que celui retenu pour l'émission des Actions Nouvelles.

Le Président rappelle par ailleurs que le prix de souscription des actions émises résultera de la confrontation de l'offre des actions et des demandes de souscription dans le cadre du placement, selon la technique dite de « construction du livre d'ordres » telle que développée par les usages professionnels. Il indique au Conseil que cette confrontation sera effectuée avec l'aide de la banque introductrice à l'issue de la période de souscription, et que le prix définitif de l'Offre et le nombre définitif d'Actions Nouvelles à émettre, y compris, le cas échéant, dans le cadre de la Faculté d'Extension, seront fixés lors d'une réunion du Conseil devant se tenir à l'issue de la clôture de la période de souscription. Le président précise qu'afin de permettre l'ouverture de la période de passation des ordres sur les actions de la Société dans le cadre du placement et de l'offre à prix ouvert, une fourchette indicative de prix doit être déterminée (la « **Fourchette** »). Il rend compte au Conseil des discussions intervenues avec Gilbert Dupont sur la détermination de la Fourchette. Conformément à sa recommandation, le président propose au Conseil de fixer la Fourchette entre 10,82 euros et 13,20 euros par Action Nouvelle.

Le Président indique enfin que l'AMF devrait délivrer son visa sur le prospectus dans la journée du 24 juin 2016. Dans cette hypothèse, il propose que la période de souscription s'ouvre le 27 juin 2016 et se clôture 12 juillet 2016 inclus à 17 heures.

Après en avoir délibéré, le Conseil, à l'unanimité :

décide du principe d'une augmentation de capital en numéraire d'un montant nominal maximum de 30.360,44 euros par émission d'un nombre maximum de 3.036.044 Actions Nouvelles de la Société d'une valeur nominale unitaire de 0,01 euro, avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires, par voie d'offre au public,

décide que cette augmentation de capital pourra être portée à un montant nominal maximum de 34.914,50 euros, par l'émission d'un nombre maximum de 455.406 Actions Nouvelles

supplémentaires de la Société d'une valeur nominale unitaire de 0,01 euro, en cas d'exercice en totalité de la Faculté d'Extension,

décide de consentir une option de sur-allocation à Gilbert Dupont, en qualité d'agent stabilisateur et teneur de livre, lui permettant d'augmenter, en une seule fois, dans le cadre des dispositions de l'article L. 225-135-1 du code de commerce, pendant 30 jours calendaires suivant la date de la fixation du prix de l'Offre (correspondant à la date de clôture de la souscription), le montant de l'augmentation de capital susvisée, (i) d'un montant nominal maximum de 4.554,06 euros, par l'émission d'un nombre maximum de 455.406 Actions Nouvelles d'une valeur nominale unitaire de 0,01 euro, en cas de non exercice de la Faculté d'Extension et (ii) d'un montant nominal maximum de 5.237,17 euros, par l'émission d'un nombre maximum de 523.717 Actions Nouvelles d'une valeur nominale unitaire de 0,01 euro, en cas d'exercice de l'intégralité de la Faculté d'Extension, représentant dans chaque cas 15% du nombre d'Actions Nouvelles,

décide que l'augmentation de capital fera l'objet (i) d'une offre au public en France, réalisée sous la forme d'une offre à prix ouvert et principalement destinée aux personnes physiques, et (ii) d'un placement global, en France et dans certains autres pays européens principalement destiné aux investisseurs institutionnels, et que l'admission des actions à la cotation sur le marché Alternext d'Euronext à Paris sera demandée,

décide que la Fourchette sera comprise entre 10,82 euros et 13,20 euros par Action Nouvelle,

décide que les statuts de la Société seront modifiés en conséquence de la réalisation de l'augmentation de capital,

décide que, si le prospectus reçoit le visa de l'AMF le 24 juin 2016, la période de souscription s'ouvrira le 27 juin 2016 et se clôturera le 12 juillet 2016 inclus à 17 heures,

prend acte de ce que la décision effective de réaliser ladite augmentation de capital et d'exercer ou non la Faculté d'Extension fera l'objet d'une prochaine réunion du conseil d'administration qui aura également pour objet d'en arrêter les modalités définitives (notamment le prix de l'Offre et le nombre d'Actions Nouvelles à émettre).

Il est prévu que les modalités définitives de l'Offre soient déterminées par un Conseil d'administration devant se réunir le 13 juillet 2016.

4.7 DATE PREVUE D'EMISSION DES ACTIONS OFFERTES

La date prévue pour le règlement-livraison des Actions Offertes est le 15 juillet 2016.

4.8 RESTRICTIONS A LA LIBRE NEGOCIABILITE DES ACTIONS

Aucune stipulation statutaire ne limite la libre négociabilité des actions composant le capital de la Société.

Une description détaillée des engagements pris par la Société et certains de ses actionnaires historiques figure au chapitre 7.3 de la présente Note d'Opération.

4.9 REGLES FRANÇAISES EN MATIERE D'OFFRE PUBLIQUE

A compter de l'admission de ses actions aux négociations sur le marché régulé Alternext d'Euronext à Paris, la Société sera soumise aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur en France relatives aux offres publiques obligatoires, aux offres publiques de retrait et à la procédure de retrait obligatoire.

4.9.1 Offre publique obligatoire

L'article L. 433-3 du Code monétaire et financier et les articles 234-1 et suivants du Règlement général de l'Autorité des marchés financiers fixent les conditions de dépôt obligatoire d'un projet d'offre publique, libellé à des conditions telles qu'il puisse être déclaré conforme par l'AMF, visant la totalité des titres de capital et des titres donnant accès au capital ou aux droits de vote d'une société dont les actions sont admises aux négociations sur un système multilatéral de négociation organisé (« SMNO »). Un projet d'offre publique doit être déposé lorsque toute personne physique ou morale agissant seule ou de concert au sens de l'article L. 233-10 du Code de commerce vient à détenir, directement ou indirectement, plus des cinq dixièmes du capital ou des droits de vote d'une société.

4.9.2 Offre publique de retrait et retrait obligatoire

L'article L. 433-4 du Code monétaire et financier et les articles 236-1 et suivants (offre publique de retrait), 237-1 et suivants (retrait obligatoire à l'issue d'une offre publique de retrait) et 237-14 et suivants (retrait obligatoire à l'issue de toute offre publique) du Règlement général de l'Autorité des marchés financiers fixent les conditions de dépôt d'une offre publique de retrait et de mise en œuvre d'une procédure de retrait obligatoire des actionnaires minoritaires d'une société dont les actions sont admises aux négociations sur un SMNO.

4.10 OFFRES PUBLIQUES D'ACHAT INITIÉES PAR DES TIERS SUR LE CAPITAL DE L'ÉMETTEUR DURANT LE DERNIER EXERCICE ET L'EXERCICE EN COURS

Néant.

4.11 RETENUE À LA SOURCE SUR LES DIVIDENDES VERSES

La présente section constitue un résumé du régime fiscal qui est susceptible de s'appliquer en matière de retenue à la source sur les dividendes versés par la Société, en l'état actuel de la législation fiscale française et sous réserve de l'application éventuelle des conventions fiscales internationales. Elles s'appliquent aux actionnaires qui détiennent des actions de la Société autrement que par l'intermédiaire d'une base fixe en France ou d'un établissement stable en France. Les règles dont il est fait mention ci-après sont susceptibles d'être affectées par d'éventuelles modifications législatives ou réglementaires (assorties le cas échéant d'un effet rétroactif), ou par un changement de leur interprétation par l'administration fiscale française. En tout état de cause, ces informations n'ont pas vocation à constituer une analyse complète de l'ensemble des effets fiscaux susceptibles de s'appliquer aux actionnaires. Ceux-ci doivent s'assurer, auprès de leur conseiller fiscal habituel, de la fiscalité s'appliquant à leur cas particulier.

4.11.1 Actionnaires dont la résidence fiscale est située en France

La présente sous-section décrit le régime fiscal susceptible de s'appliquer en matière de retenue à la source sur les dividendes versés par la Société aux résidents fiscaux de France. Ces informations n'ont pas vocation à constituer une analyse complète de l'ensemble des effets fiscaux susceptibles de s'appliquer aux actionnaires résidents fiscaux de France. Ceux-ci doivent s'assurer, auprès de leur conseiller fiscal habituel, de la fiscalité s'appliquant à leur cas particulier.

a) Actionnaires personnes physiques dont la résidence fiscale est située en France

Les paragraphes suivants décrivent le régime fiscal susceptible de s'appliquer en matière de retenue à la source sur les dividendes versés par la Société aux personnes physiques, résidents fiscaux de France

au sens de l'article 4B du CGI, détenant les actions de la Société dans le cadre de la gestion de leur patrimoine privé en dehors du cadre d'un plan d'épargne en actions et ne réalisant pas d'opérations de bourse dans des conditions analogues à celles qui caractérisent une activité exercée par une personne se livrant à titre professionnel à ce type d'opérations.

Retenues à la source

En application de l'article 117 *quater* du Code général des impôts (le « **CGI** »), les dividendes versés directement ou indirectement (par l'intermédiaire d'une société de personnes exerçant une activité civile et relevant des dispositions de l'article 8 du CGI) aux personnes physiques domiciliées en France sont soumis à un prélèvement forfaitaire non libératoire de l'impôt sur le revenu de 21% assis sur le montant brut des revenus distribués, sous réserve de certaines exceptions.

Ce prélèvement forfaitaire non libératoire est effectué par l'établissement payeur des dividendes s'il est établi en France.

Les dividendes versés par la Société sont déclarés, et le prélèvement correspondant payé, dans les 15 premiers jours du mois qui suit celui du paiement des dividendes.

Ce prélèvement forfaitaire non libératoire constitue une forme d'acompte d'impôt sur le revenu et s'impute sur l'impôt sur le revenu dû au titre de l'année au cours de laquelle il est opéré, l'excédent étant le cas échéant restitué.

Toutefois, les personnes physiques appartenant à un foyer fiscal dont le revenu fiscal de référence de l'avant dernière année, tel que défini au 1° du IV de l'article 1417 du CGI, est inférieur à 50.000€ (euros) pour les contribuables célibataires, divorcés ou veufs et à 75.000€ (euros) pour les contribuables soumis à une imposition commune, peuvent demander à être dispensées de ce prélèvement sous certaines conditions.

En application de l'article 119 *bis* 2 et 187, 2° du CGI, indépendamment du lieu de résidence et du statut du bénéficiaire, les dividendes versés par la Société font l'objet d'une retenue à la source de 75% de leur montant brut lorsqu'ils sont payés hors de France dans un Etat ou territoire non-coopératif au sens de l'article 238-0 A du CGI (« **ETNC** »), sous réserve des conventions fiscales internationales éventuellement applicables. La liste des ETNC est publiée par arrêté ministériel et mise à jour annuellement.

Prélèvements sociaux

Le montant brut des dividendes distribués par la Société est également soumis aux prélèvements sociaux au taux global de 15,5%, répartis comme suit :

- la contribution sociale généralisée (« CSG ») au taux de 8,2% (dont 5,1% déductibles fiscalement) ;
- la contribution pour le remboursement de la dette sociale (« CRDS »), au taux de 0,5% ;
- le prélèvement social au taux de 4,5% ;
- la contribution additionnelle au prélèvement social au taux de 0,3% ; et
- le prélèvement de solidarité prévu à l'article L. 136-6 du Code de la sécurité sociale, au taux de 2%.

Ces prélèvements sociaux sont recouvrés de la même manière que le prélèvement forfaitaire non libératoire de 21%.

b) Actionnaires personnes morales dont la résidence fiscale est située en France

Les dividendes versés par la Société aux personnes morales résidentes de France ne sont, en principe, pas soumis à retenue à la source à l'exception des dividendes distribués à des personnes physiques

par l'intermédiaire d'une société de personnes exerçant une activité civile et relevant des dispositions de l'article 8 du CGI.

Toutefois, si les dividendes versés par la Société sont payés hors de France dans un ETNC au sens de l'article 238-0 A du CGI, ils pourront faire l'objet d'une retenue à la source au taux de 75%, sous réserve des conventions fiscales internationales éventuellement applicables.

c) Autres actionnaires

Les actionnaires de la Société soumis à un régime d'imposition autre que ceux visés ci-avant, notamment les personnes physiques dont les opérations portant sur des valeurs mobilières dépassent la simple gestion de portefeuille ou qui ont inscrit leurs actions à l'actif de leur bilan commercial, devront s'informer du régime fiscal s'appliquant à leur cas particulier auprès de leur conseiller fiscal habituel.

4.11.2 Actionnaires dont la résidence fiscale est située hors de France

En l'état actuel de la législation fiscale française et sous réserve de l'application éventuelle des conventions fiscales internationales, la présente sous-section décrit le régime fiscal susceptible de s'appliquer en matière de retenue à la source aux actionnaires, personnes physiques ou morales, qui ne sont pas des résidents fiscaux de France, et qui recevront des dividendes à raison des actions de la Société qu'ils détiendront autrement que par l'intermédiaire d'une base fixe ou d'un établissement stable en France. Ces informations n'ont pas vocation à constituer une analyse complète de l'ensemble des effets fiscaux susceptibles de s'appliquer aux actionnaires dont la résidence fiscale est située hors de France. Ceux-ci doivent s'assurer auprès de leur conseiller fiscal habituel de la fiscalité s'appliquant à leur cas particulier.

Sous réserve de ce qui est indiqué ci-après, le taux de cette retenue à la source est fixé, en vertu de l'article 187 du CGI, à (i) 21% lorsque les dividendes sont éligibles à l'abattement de 40% prévu au 2° du 3 de l'article 158 du CGI et que le bénéficiaire est une personne physique dont le domicile fiscal est situé dans un État membre de l'Union européenne ou dans un autre État partie à l'accord sur l'Espace économique européen ayant conclu avec la France une convention d'assistance administrative en vue de lutter contre la fraude et l'évasion fiscales, (ii) 15% lorsque le bénéficiaire est un organisme sans but lucratif qui a son siège dans un État membre de l'Union européenne ou en Islande, en Norvège ou au Liechtenstein et qui serait imposé, s'il avait son siège en France, dans les conditions prévues au 5 de l'article 206 du CGI et à (iii) 30% dans les autres cas (sous réserve de ce qui suit). Elle est liquidée sur le montant brut des revenus mis en paiement.

Cette retenue à la source peut être réduite, voire supprimée, en application, des conventions fiscales internationales conclues par la France et l'État de résidence du bénéficiaire. Les actionnaires sont invités à se renseigner sur les modalités pratiques d'application des conventions fiscales internationales, telles que notamment prévues par la doctrine administrative (BOI-INT-DG-20-20-20-20120912) relative aux procédures dites « normale » ou « simplifiée » de réduction ou d'exonération de la retenue à la source.

Par ailleurs :

- les organismes à but non lucratif, dont le siège est situé (i) dans un État membre de l'Union européenne ou (ii) dans un État partie à l'accord sur l'espace économique européen ayant conclu avec la France une convention d'assistance administrative en vue de lutter contre la fraude et l'évasion fiscales, et qui seraient imposés, s'ils avaient leur siège social en France, dans les conditions prévues au 5 de l'article 206 du CGI telles qu'interprétées par la doctrine administrative (BOI-IS-CHAMP-10-50-10-40-20130325) peuvent bénéficier d'un taux de retenue à la source réduit à 15% ;

- sous réserve de remplir les conditions visées à l'article 119 ter du Code général des impôts, les investisseurs personnes morales qui détiendraient au moins 10 % du capital de la Société de manière ininterrompue pendant au moins 2 ans, ou 5% du capital et des droits de vote de la Société si l'actionnaire est dans l'impossibilité d'imputer la retenue à la source dans son État de résidence, peuvent bénéficier d'une exonération de retenue à la source à raison des dividendes versés par la Société si leur siège de direction effective est situé (i) dans un État membre de l'Union européenne, ou (ii) dans un État partie à l'accord sur l'espace économique européen ayant conclu avec la France une convention d'assistance administrative en vue de lutter contre la fraude et l'évasion fiscales. Les actionnaires concernés sont invités à se rapprocher de leur conseiller fiscal afin de déterminer dans quelle mesure et sous quelles conditions ils peuvent bénéficier de cette exonération ;
- la retenue à la source n'est pas applicable, sous réserve du respect des conditions posées par le 2 de l'article 119 bis du CGI et la doctrine administrative (notamment le BOI-RPPM-RCM-30-30-20-70-20130812), aux dividendes distribués à des organismes de placement collectif de droit étranger situés dans un Etat membre de l'Union européenne ou dans un Etat ou territoire ayant conclu avec la France une convention d'assistance administrative en vue de lutter contre la fraude et l'évasion fiscales et remplissant notamment les deux conditions suivantes : (i) lever des capitaux auprès d'un certain nombre d'investisseurs en vue de les investir, conformément à une politique d'investissement définie, dans l'intérêt de ces investisseurs et (ii) présenter des caractéristiques similaires à celles de certains organismes de placement collectif de droit français. Les stipulations de la convention d'assistance administrative et leur mise en œuvre doivent effectivement permettre à l'administration des impôts d'obtenir des autorités de l'Etat dans lequel l'organisme de placement collectif constitué sur le fondement d'un droit étranger est situé les informations nécessaires à la vérification du respect par cet organisme des deux conditions ci-dessus énoncées. Les actionnaires concernés sont invités à se rapprocher de leur conseiller fiscal afin de déterminer dans quelle mesure et sous quelles conditions ils peuvent bénéficier de cette exonération.

Toutefois, indépendamment de la localisation du domicile fiscal ou du siège social du bénéficiaire, s'ils sont payés hors de France dans un ETNC au sens de l'article 238-0 A du CGI, les dividendes distribués par la Société font l'objet d'une retenue à la source au taux de 75%, sous réserve des conventions fiscales internationales éventuellement applicables. La liste des ETNC au sens de l'article 238-0 A du CGI est publiée par arrêté ministériel et mise à jour annuellement.

Il appartient aux actionnaires de la Société concernés de se rapprocher de leur conseiller fiscal habituel afin de déterminer notamment s'ils sont susceptibles (i) de se voir appliquer la législation relative aux ETNC et/ou (ii) de bénéficier d'une réduction ou d'une exonération de la retenue à la source en vertu des règles décrites ci-dessus ou des dispositions des conventions fiscales internationales, et afin de vérifier les modalités pratiques d'application des conventions fiscales internationales applicables le cas échéant telles que notamment prévues par le Bulletin Officiel des Finances Publiques-Impôts sous la référence BOI-INT-DG-20-20-20-20120912 relatif à la procédure dite « normale » ou dite « simplifiée » de réduction ou d'exonération de la retenue à la source.

Les actionnaires dont la résidence fiscale est située hors de France doivent également se conformer à la législation fiscale en vigueur dans leur État de résidence au titre des dividendes distribués par la Société, telle qu'éventuellement modifiée par la convention fiscale internationale signée entre la France et cet État.

4.12 REGIME SPECIAL DES PLANS D'ÉPARGNE EN ACTIONS (« PEA ») DE DROIT COMMUN ET DES PEA « PME-ETI »

4.12.1 PEA

Pour les actionnaires personnes physiques qui sont des résidents fiscaux français, les actions ordinaires de la Société constituent des actifs éligibles au PEA.

Le plafond des versements dans un PEA est de 150.000€ (euros) (300.000€ (euros) pour un couple).

Sous certaines conditions, le PEA ouvre droit :

- pendant la durée du PEA, à une exonération d'impôt sur le revenu et de prélèvements sociaux à raison des plus-values nettes, des dividendes et des autres produits générés par les placements effectués dans le cadre du PEA, à condition notamment que ces plus-values et produits soient réinvestis dans le PEA, et
- au moment de la clôture du PEA (si elle intervient plus de cinq ans après la date d'ouverture du PEA) ou lors d'un retrait partiel (s'il intervient plus de huit ans après la date d'ouverture du PEA), à une exonération d'impôt sur le revenu à raison du gain net réalisé depuis l'ouverture du plan.

Cependant, ces plus-values et produits restent soumis au prélèvement social, aux contributions additionnelles à ce prélèvement, à la CSG et à la CRDS au taux global de 15,5 %.

Les moins-values réalisées sur des actions détenues dans le cadre du PEA ne sont en principe imputables que sur des plus-values réalisées dans le même cadre (des règles spécifiques s'appliquent toutefois à certains cas de clôture du PEA). Les investisseurs sont invités à se rapprocher de leur conseil fiscal sur cette question.

A défaut de respecter les conditions de l'exonération, les plus-values de cession réalisées sur les placements effectués dans le cadre d'un PEA sont imposables (i) lorsque la cession intervient dans les deux ans de son ouverture, au taux de 22,5% (article 200 A du Code général des impôts), ou (ii) lorsque la cession intervient entre deux et cinq ans à compter de l'ouverture du PEA, au taux de 19%, auxquels s'ajoutent, en toute hypothèse, les prélèvements sociaux décrits ci-dessus au taux global de 15,5%.

4.12.2 PEA « PME-ETI »

Le PEA dit « PME-ETI » constitue une nouvelle catégorie de PEA créée par la loi n° 2013-1278 du 29 décembre 2013 de finances pour 2014, qui lui permet de bénéficier des mêmes avantages fiscaux que le PEA de droit commun.

Les actions de la Société constituent des actifs éligibles au PEA « PME-ETI ».

Le plafond des versements est fixé à 75.000€ (euros) (150.000€ (euros) pour un couple). Chaque contribuable peut détenir à la fois un PEA « classique » et un PEA « PME-ETI » mais ne peut être titulaire que d'un plan de chaque type.

Les titres éligibles doivent notamment avoir été émis :

- soit par une entreprise qui, d'une part, occupe moins de 5.000 personnes et qui, d'autre part, a un chiffre d'affaires annuel n'excédant pas 1,5 milliard d'euros ou un total de bilan n'excédant pas 2 milliards d'euros. Les conditions dans lesquelles sont appréciés le nombre de salariés, le chiffre d'affaires et le total de bilan sont fixées par décret ;
- soit par une entreprise dont les titres sont admis aux négociations sur un marché réglementé ou sur un système multilatéral de négociation et qui respecte cumulativement les critères suivants :
 - ° sa capitalisation boursière est inférieure à un milliard d'euros ;

- aucune personne morale ne détient plus de 25 % de son capital ;
- elle occupe moins de 5.000 personnes et a un chiffre d'affaires annuel n'excédant pas 1,5 milliard d'euros ou un total de bilan n'excédant pas 2 milliards d'euros. Ces seuils sont appréciés sur la base des comptes consolidés de la société émettrice des titres concernés et, le cas échéant, de ceux de ses filiales.

L'attention des actionnaires potentiels est attirée sur le fait que ces règles sont susceptibles d'être affectées par d'éventuelles modifications législatives ou réglementaires, assorties le cas échéant d'un effet rétroactif, ou par un changement de leur interprétation par l'administration fiscale française.

4.13 REDUCTION D'IMPOT DE SOLIDARITE SUR LA FORTUNE AU TITRE DE LA SOUSCRIPTION A L'AUGMENTATION DE CAPITAL (ARTICLE 885-0 V BIS DU CODE GENERAL DES IMPOTS)

Afin de permettre aux souscripteurs personnes physiques de bénéficier, le cas échéant, du dispositif de réduction d'impôt de solidarité sur la fortune (ISF), au titre de la souscription d'Actions Nouvelles prévu au 1 du I de l'article 885-0 V bis du Code général des impôts, la Société s'engage à satisfaire aux conditions prévues au paragraphe 1 bis du I de l'article 885-0 V bis du Code général des impôts dans les limites fixées par les textes législatifs, à savoir :

« I.- 1. Le redevable peut imputer sur l'impôt de solidarité sur la fortune 50 % des versements effectués au titre :

1° Des souscriptions en numéraire :

a) Au capital initial de sociétés ;

b) Aux augmentations de capital de sociétés dont il n'est ni associé ni actionnaire ;

c) Aux augmentations de capital d'une société dont il est associé ou actionnaire lorsque ces souscriptions constituent un investissement de suivi, y compris après la période de sept ans mentionnée au troisième alinéa du d du 1 bis du présent I, réalisé dans les conditions cumulatives suivantes :

-le redevable a bénéficié, au titre de son premier investissement au capital de la société bénéficiaire des versements, de l'avantage fiscal prévu au premier alinéa du présent 1 ;

-de possibles investissements de suivi étaient prévus dans le plan d'entreprise de la société bénéficiaire des versements ;

-la société bénéficiaire de l'investissement de suivi n'est pas devenue liée à une autre entreprise dans les conditions prévues au c du 6 de l'article 21 du règlement (UE) n° 651/2014 de la Commission du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité ;

2° Des souscriptions de titres participatifs, dans les conditions prévues au 1°, dans des sociétés coopératives de production définies par la loi n° 78-763 du 19 juillet 1978 portant statut des sociétés coopératives de production ou dans d'autres sociétés coopératives régies par la loi n° 47-1775 du 10 septembre 1947 portant statut de la coopération.

Les souscriptions mentionnées aux 1° et 2° confèrent aux souscripteurs les seuls droits résultant de la qualité d'actionnaire ou d'associé, à l'exclusion de toute autre contrepartie notamment sous la forme

de garantie en capital, de tarifs préférentiels ou d'accès prioritaire aux biens produits ou aux services rendus par la société.

Cet avantage fiscal ne peut être supérieur à 45 000 € par an.

1 bis. La société bénéficiaire des versements mentionnée au 1 doit satisfaire aux conditions suivantes :

a) Elle est une petite et moyenne entreprise au sens de l'annexe I du règlement (UE) n° 651/2014 de la Commission du 17 juin 2014 précité ;

b) Elle n'est pas qualifiable d'entreprise en difficulté au sens du 18 de l'article 2 du même règlement ;

c) Elle exerce une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou libérale, à l'exclusion des activités procurant des revenus garantis en raison de l'existence d'un tarif réglementé de rachat de la production ou bénéficiant d'un contrat offrant un complément de rémunération défini à l'article L. 314-18 du code de l'énergie, des activités financières, des activités de gestion de patrimoine mobilier définie à l'article 885 O quater du présent code et des activités de construction d'immeubles en vue de leur vente ou de leur location et des activités immobilières ;

d) Elle remplit au moins l'une des conditions suivantes au moment de l'investissement initial :

-elle n'exerce son activité sur aucun marché ;

-elle exerce son activité sur un marché, quel qu'il soit, depuis moins de sept ans après sa première vente commerciale. Le seuil de chiffre d'affaires qui caractérise la première vente commerciale au sens du présent alinéa ainsi que ses modalités de détermination sont fixés par décret ;

-elle a besoin d'un investissement en faveur du financement des risques qui, sur la base d'un plan d'entreprise établi en vue d'intégrer un nouveau marché géographique ou de produits, est supérieur à 50 % de son chiffre d'affaires annuel moyen des cinq années précédentes ;

e) Ses actifs ne sont pas constitués de façon prépondérante de métaux précieux, d'œuvres d'art, d'objets de collection, d'antiquités, de chevaux de course ou de concours ou, sauf si l'objet même de son activité consiste en leur consommation ou en leur vente au détail, de vins ou d'alcools ;

f) Elle a son siège de direction effective dans un Etat membre de l'Union européenne ou dans un autre Etat partie à l'accord sur l'Espace économique européen ayant conclu avec la France une convention d'assistance administrative en vue de lutter contre la fraude et l'évasion fiscales ;

g) Ses titres ne sont pas admis aux négociations sur un marché réglementé ou un système multilatéral de négociation français ou étranger au sens des articles L. 421-1 ou L. 424-1 du code monétaire et financier, sauf si ce marché est un système multilatéral de négociation où la majorité des instruments admis à la négociation sont émis par des petites et moyennes entreprises au sens de l'annexe I du règlement (UE) n° 651/2014 de la Commission du 17 juin 2014 précité ;

h) Elle est soumise à l'impôt sur les bénéfices dans les conditions de droit commun ou y serait soumise dans les mêmes conditions si son activité était exercée en France ;

i) Elle compte au moins deux salariés à la clôture de l'exercice qui suit la souscription ayant ouvert droit à la présente réduction, ou un salarié si elle est soumise à l'obligation de s'inscrire à la chambre de métiers et de l'artisanat ;

j) Le montant total des versements qu'elle a reçus au titre des souscriptions mentionnées au présent I et au III et des aides dont elle a bénéficié au titre du financement des risques sous la forme d'investissement en fonds propres ou quasi-fonds propres, de prêts, de garanties ou d'une combinaison de ces instruments n'excède pas 15 millions d'euros ».

La Société s'engage également à satisfaire aux conditions suivantes imposées par les dispositions de l'article 885-0 V bis du Code général des impôts :

- Les souscriptions à son capital confèrent aux investisseurs les seuls droits résultant de la qualité d'actionnaire ou d'associé, à l'exclusion de toute autre contrepartie notamment sous la forme de garantie en capital, de tarifs préférentiels ou d'accès prioritaire aux biens produits ou aux services rendus par la Société ;
- Ne pas rembourser aux investisseurs avant le 31 décembre de la septième année suivant celle de la souscription, le montant de ses apports ;
- Ne pas avoir dans les douze mois précédent effectué un remboursement, total ou partiel, de ses apports.

Pour bénéficier de cette réduction d'ISF, les souscripteurs doivent conserver l'ensemble des titres reçus à cette occasion jusqu'au 31 décembre de la cinquième année suivant celle au cours de laquelle la souscription a été réalisée.

Le bénéfice de la réduction d'ISF au titre des versements effectués est retenu dans la limite annuelle globale de 45.000€ (euros).

Par ailleurs, les titres dont la souscription a ouvert droit à la réduction d'ISF ne peuvent pas figurer dans un PEA ou un PEA « PME-ETI ».

Afin de permettre aux souscripteurs personnes physiques de bénéficier, le cas échéant, du dispositif précité au titre de l'ISF 2017, la Société traitera les demandes d'état individuel de souscription des personnes physiques requis par les services fiscaux par ordre d'arrivée, selon la règle du « premier arrivé, premier servi ».

Chaque demande d'état individuel devra, systématiquement, être accompagnée d'une attestation du montant souscrit par la personne physique faisant cette demande et que ladite personne physique aura préalablement obtenue auprès de son teneur de compte-titres.

En tout état de cause, toute demande d'état individuel devra être transmise à Pharnext dans les 30 jours calendaires suivant la date de règlement-livraison des actions.

La Société se réserve le droit de clôturer la réception des souscriptions ouvrant droit à la réduction d'ISF par anticipation si le plafond de 15 millions d'euros visé au j) du 1 bis du I de l'article 885-0 V bis du Code général des impôts applicable depuis le 1^{er} janvier 2016 est atteint (comprenant les versements qu'elle a reçus au titre des souscriptions éligibles au dispositif « ISF-PME » et des aides dont elle a bénéficié au titre du financement des risques sous la forme d'investissement en fonds propres ou quasi-fonds propres, de prêts, de garanties ou d'une combinaison de ces instruments), ce compte tenu des demandes ouvrant droit à la réduction d'ISF effectuées à compter du 1^{er} janvier 2016, et ne délivrerait plus dans ce cas aucun état individuel.

En conséquence, l'attention des souscripteurs concernés est attirée sur le fait que la Société ne peut, en aucune façon, leur garantir qu'ils pourront bénéficier de la réduction d'ISF pour la totalité ou même pour une partie de leur souscription.

De même, la réduction d'ISF est conditionnée au maintien des dispositions fiscales actuelles précitées ou, dans le cas où ces dispositions fiscales seraient modifiées, à la non-rétroactivité des nouvelles mesures aux souscriptions effectuées dans le cadre de l'Offre sur Alternext.

Les investisseurs susceptibles de bénéficier de cette réduction d'ISF sont invités à consulter leur conseiller fiscal habituel afin d'apprécier leur situation personnelle au regard de la réglementation spécifique applicable.

5 MODALITES DE L'OFFRE

5.1 MODALITES DE L'OFFRE, CALENDRIER PREVISIONNEL ET MODALITES DES DEMANDES DE SOUSCRIPTION

5.1.1 Modalités de l'Offre

Préalablement à la première cotation des actions de la Société sur le marché régulé Alternext d'Euronext à Paris, il est prévu que la diffusion des Actions Offertes dans le public soit réalisée dans le cadre d'une offre globale, comprenant :

- une offre au public en France réalisée sous forme d'une offre à prix ouvert, principalement destinée aux personnes physiques (l' « **OPO** ») ;
- un placement global principalement destiné aux investisseurs institutionnels (le « **Placement Global** »), comportant :
 - un placement public en France ; et
 - un placement privé international dans certains pays, à l'exclusion, notamment, des Etats-Unis d'Amérique, du Canada, du Japon et de l'Australie.

La diffusion des actions dans le public en France aura lieu conformément aux dispositions des articles P.1.2.1 et suivants du Livre II des Règles de marché d'Euronext relatif aux règles particulières applicables aux marchés réglementés français. La répartition des Actions Offertes entre l'OPO, d'une part, et le Placement Global, d'autre part, sera effectuée en fonction de la nature et de l'importance de la demande dans le respect des principes édictés par l'article 315-35 du Règlement général de l'Autorité des marchés financiers. Si la demande exprimée dans le cadre de l'OPO le permet, le nombre d'actions allouées en réponse aux ordres émis dans le cadre de l'OPO sera au moins égal à 10 % du nombre d'Actions Nouvelles dans le cadre de l'Offre (avant Clause d'Extension).

Le nombre d'Actions Nouvelles pourra être augmenté d'un nombre maximum de 979.123 actions nouvelles de la Société en cas d'exercice intégral de la Clause d'Extension et de l'Option de Surallocation.

Calendrier indicatif de l'Offre :

24 juin 2016	- Visa de l'AMF sur le Prospectus.
27 juin 2016	- Communiqué de presse annonçant l'opération ; - Diffusion par Euronext de l'avis relatif à l'ouverture de l'OPO ; - Ouverture de l'OPO et du Placement Global.
12 juillet 2016	- Clôture de l'OPO et du Placement Global à 17 heures (heure de Paris).
13 juillet 2016	- Fixation du Prix de l'Offre et exercice éventuel de la Clause d'Extension ; - Avis d'Euronext relatif au résultat de l'OPO et du Placement Global ; - Communiqué de presse indiquant le Prix de l'Offre et le résultat ; - Première cotation des actions de la Société sur le marché Alternext d'Euronext à Paris ; - Début de la période de stabilisation.
15 juillet 2016	- Règlement-livraison des actions dans le cadre de l'OPO et du Placement Global.
18 juillet 2016	- Début des négociations des actions de la Société sur le marché Alternext

		d'Euronext à Paris.
17 août 2016	-	Date limite d'exercice de l'Option de Surallocation
	-	Fin de la période de stabilisation éventuelle.

5.1.2 Montant de l'Offre

Sur la base d'un Prix d'Offre fixé à 12.00 € correspondant au milieu de la fourchette de prix indicative, le produit brut et le produit net de l'émission seraient les suivants :

(En M€)	Produit brut	Produit net*
Emission des Actions Nouvelles avant Clause d'Extension et option de Surallocation	36,4	29,3
Emission des Actions Nouvelles après Clause d'Extension	41,9	34,6
Emission des Actions Nouvelles après Clause d'Extension et option de Surallocation	48,2	40,7
Montant maximal de l'Offre	48,2 M€	40,7 M€

* hors montant libéré par compensation de créances pour 5,5 M€ prime de remboursement incluse

Il est précisé en tant que de besoin que seul le produit net (hors montant libéré par compensation de créances) résultant de l'émission des Actions Nouvelles sera versé à la Société.

5.1.3 Procédure et période de souscription

5.1.3.1 Caractéristiques principales de l'OPO

Durée de l'OPO

L'OPO débutera le 27 juin 2016 et prendra fin le 12 juillet 2016 à 17 heures (heure de Paris).

La date de clôture de l'OPO pourrait être modifiée (voir le paragraphe 5.3.2 de la Note d'Opération).

Nombre d'actions offertes dans le cadre de l'OPO

La répartition des Actions Offertes entre l'OPO, d'une part, et le Placement Global, d'autre part, sera effectuée en fonction de la nature et de l'importance de la demande dans le respect des principes édictés par l'article 315-35 du Règlement général de l'Autorité des marchés financiers.

Si la demande exprimée dans le cadre de l'OPO le permet, le nombre d'actions allouées en réponses aux ordres émis dans le cadre de l'OPO sera au moins égal à 10 % du nombre d'Actions Offertes avant Extension, *i.e.* hors exercice éventuel de la Clause d'Extension.

Le nombre d'Actions Offertes dans le cadre de l'OPO pourra être augmenté ou diminué conformément aux modalités détaillées au paragraphe 5.3.2 de la présente Note d'Opération.

Personnes habilitées, réception et transmission des ordres

Les personnes habilitées à émettre des ordres dans le cadre de l'OPO sont les personnes physiques de nationalité française ou résidentes en France ou ressortissantes de l'un des Etats appartenant à

l'EEE, les fonds communs de placement ou les personnes morales françaises ou ressortissantes de l'un des Etats appartenant à l'EEE qui ne sont pas, au sens de l'article L.233-3 du Code de commerce, sous contrôle d'entités ou de personnes ressortissantes d'Etats autres que les Etats appartenant à l'EEE, sous réserve des stipulations figurant au paragraphe 5.2.2 de la Note d'Opération. Les autres personnes devront s'informer sur les restrictions locales de placement comme indiqué au paragraphe 5.2.2 de la présente Note d'Opération.

Les personnes physiques, les personnes morales et les fonds communs de placement ne disposant pas en France d'un compte permettant la souscription ou l'acquisition d'actions de la Société dans le cadre de l'OPO devront à cette fin ouvrir un tel compte chez un intermédiaire habilité lors de la passation de leurs ordres.

L'ordre d'achat devra être signé par le donneur d'ordres ou son représentant ou, en cas de gestion sous mandat, son mandataire. Dans ce dernier cas, le gestionnaire devra :

- soit disposer d'un mandat prévoyant des stipulations spécifiques aux termes desquelles son client s'est engagé, dans le cadre d'opérations où chaque investisseur n'est autorisé à passer qu'un seul ordre d'achat, à ne pas passer d'ordres d'achat sans avoir demandé et obtenu une confirmation écrite du gestionnaire qu'il n'a pas passé un ordre d'achat portant sur les mêmes titres dans le cadre du mandat de gestion ;
- soit mettre en place toute autre mesure raisonnable visant à prévenir les ordres d'achat multiples (par exemple, information du client par le gestionnaire qu'il a passé un ordre d'achat pour son compte et qu'en conséquence, le client ne peut passer directement un ordre d'achat de même nature sans l'avoir informé par écrit, avant la clôture de l'opération, de sa décision afin que le gestionnaire puisse annuler l'ordre d'achat correspondant).

Catégories d'ordres susceptibles d'être émis en réponse à l'OPO

Les personnes désireuses de participer à l'OPO devront déposer leurs ordres auprès d'un intermédiaire financier habilité en France au plus tard le 12 juillet 2016 à 17 heures (heure de Paris).

En application de l'article P1.2.16 du Livre II des Règles de marché d'Euronext relatif aux règles particulières applicables aux marchés réglementés français, les ordres seront décomposés en fonction du nombre de titres demandés :

- fraction d'ordres A1 : entre 10 et 200 actions inclus ;
- fraction d'ordres A2 : au-delà de 200 actions.

L'avis de résultat de l'OPO qui sera publié par Euronext Paris indiquera les réductions éventuelles appliquées aux ordres, étant précisé que les fractions d'ordres A1 bénéficieront d'un traitement préférentiel par rapport aux fractions d'ordres A2 dans le cas où tous les ordres ne pourraient être satisfaits.

Il est par ailleurs précisé que :

- chaque ordre doit porter sur un nombre minimum de dix actions ;
- un même donneur d'ordre ne pourra émettre qu'un seul ordre ; cet ordre ne pourra être dissocié entre plusieurs intermédiaires financiers et devra être confié à un seul intermédiaire financier ;

- s'agissant d'un compte joint, il ne pourra être émis qu'un maximum de deux ordres ;
- le traitement des ordres émis dans le cadre de l'OPO lors de l'allocation des Actions Offertes ne tiendra pas compte de l'intermédiaire financier habilité auprès duquel ils auront été déposés ;
- chaque membre d'un foyer fiscal pourra transmettre un ordre. L'ordre d'un mineur sera formulé par son représentant légal ; chacun de ces ordres bénéficiera des avantages qui lui sont normalement attachés ; en cas de réduction, celle-ci s'appliquera séparément aux ordres de chacun desdits membres du foyer fiscal ;
- le montant de chaque ordre ne pourra porter sur un nombre d'actions représentant plus de 20 % du nombre d'actions offertes dans le cadre de l'OPO ;
- au cas où l'application du ou des taux de réduction n'aboutirait pas à l'attribution d'un nombre entier d'actions, ce nombre serait arrondi au nombre entier inférieur ;
- les ordres seront exprimés en nombre d'actions sans indication de prix et seront réputés stipulés au Prix de l'Offre ; et
- les ordres seront, même en cas de réduction, irrévocables, sous réserve des indications mentionnées au paragraphe 5.3.2 de la présente Note d'Opération.

Les intermédiaires financiers habilités en France transmettront à Euronext les ordres, selon le calendrier et les modalités précisés dans l'avis d'ouverture de l'OPO qui sera publié par Euronext.

Il est rappelé que les ordres seraient nuls si le communiqué de presse de la Société indiquant les modalités définitives de l'Offre n'était pas publié.

Réduction des ordres

Les fractions d'ordres A1 sont prioritaires par rapport aux fractions d'ordres A2 ; un taux de réduction pouvant aller jusqu'à 100 % peut être appliqué aux fractions d'ordres A2 pour servir les fractions d'ordres A1. Dans l'hypothèse où le nombre d'Actions Offertes serait insuffisant pour couvrir les demandes exprimées au titre des fractions d'ordres A1, ces demandes pourront être réduites de manière proportionnelle. Il en est de même s'agissant des fractions d'ordres A2.

Dans le cas où l'application des modalités de réduction aboutirait à un nombre non entier d'actions, ce nombre serait arrondi au nombre entier immédiatement inférieur.

Révocation des ordres

Les ordres de souscription reçus des particuliers par Internet dans le cadre de l'OPO sont révocables par Internet, jusqu'à la clôture de l'OPO (12 juillet 2016 à 17 heures, heure de Paris). Il appartient aux particuliers de se rapprocher de leur intermédiaire financier afin de vérifier si les ordres transmis par d'autres canaux sont révocables et dans quelles conditions ou bien si les ordres transmis par Internet peuvent être révoqués autrement que par Internet.

Par ailleurs, les cas de révocabilité liés à des modifications des conditions de l'Offre sont décrits à la section 5.3.2.3 de la présente Note d'Opération.

Résultat de l'OPO, réduction et modalités d'allocation

Le résultat de l'OPO fera l'objet d'un avis d'Euronext et d'un communiqué de presse diffusé par la Société prévus le 13 juillet 2016 (sauf clôture anticipée).

Cet avis et ce communiqué préciseront les taux de réduction éventuellement appliqués aux ordres.

5.1.3.2 Caractéristiques principales du Placement Global

Durée du Placement Global

Le Placement Global débutera le 27 juin 2016 et prendra fin le 12 juillet 2016 à 17 heures (heure de Paris). En cas de prorogation de la date de clôture de l'OPO (voir le paragraphe 5.3.2.4 de la Note d'Opération), la date de clôture du Placement Global pourra être prorogée corrélativement.

Le Placement Global pourra être clos par anticipation sans préavis (voir le paragraphe 5.3.2.4 de la Note d'Opération).

Personnes habilitées à émettre des ordres dans le cadre du Placement Global

Le Placement Global sera effectué principalement auprès d'investisseurs institutionnels en France et dans certains pays, à l'exclusion notamment des Etats-Unis d'Amérique, du Canada, du Japon et de l'Australie.

Ordres susceptibles d'être émis dans le cadre du Placement Global

Les ordres seront exprimés en nombre d'actions ou en montant demandés. Ils pourront comprendre des conditions relatives au prix.

Réception et transmission des ordres susceptibles d'être émis dans le cadre du Placement Global

Pour être pris en compte, les ordres émis dans le cadre du Placement Global devront être reçus par le Chef de File et Teneur de Livre au plus tard le 12 juillet 2016 à 17 heures (heure de Paris), sauf clôture anticipée.

Seuls les ordres à un prix limité supérieur ou égal au Prix de l'Offre seront pris en considération dans la procédure d'allocation.

Réduction des ordres

Les ordres émis dans le cadre du Placement Global pourront faire l'objet d'une réduction totale ou partielle.

Révocation des ordres

Tout ordre émis dans le cadre du Placement Global pourra être révoqué auprès du Chef de File et Teneur de Livre et ce jusqu'au 12 juillet 2016 à 17 heures (heure de Paris).

Résultat du Placement Global

Le résultat du Placement Global fera l'objet d'un avis qui devrait être publié par Euronext et d'un communiqué diffusé par la Société au plus tard le 13 juillet 2016 sauf clôture anticipée (voir le paragraphe 5.3.2.4 de la Note d'Opération).

5.1.4 Révocation / Suspension de l'Offre

L'Offre sera réalisée sous réserve de l'émission du certificat du dépositaire des fonds constatant la souscription des Actions Nouvelles. L'Offre pourra être annulée par la Société à la date de règlement-livraison si le certificat du dépositaire des fonds n'était pas émis.

En cas de non émission du certificat du dépositaire, cette information fera l'objet d'un communiqué de presse diffusé par la Société et d'un avis diffusé par Euronext. Dans ce cas, les Actions Offertes ne seront pas admises aux négociations sur le marché régulé Alternext d'Euronext à Paris.

Si le montant des souscriptions d'Actions Nouvelles n'atteignait pas un minimum de 75% de l'augmentation de capital initiale envisagée, soit une demande de titres inférieure à 2.277.033, l'Offre serait annulée et les ordres de souscription seraient caducs.

5.1.5 Réduction de l'Offre

Voir les paragraphes 5.1.3.1 et 5.1.3.2 de la Note d'Opération pour une description de la réduction des ordres émis dans le cadre de l'Offre.

5.1.6 Montant maximum et/ou minimum des ordres

Voir le paragraphe 5.1.3 de la Note d'Opération pour une description du montant minimum et du montant maximum des ordres pouvant être émis dans le cadre de l'OPO.

Il n'existe pas de montant minimum ni de montant maximum pour les ordres pouvant être émis dans le cadre du Placement Global.

5.1.7 Révocation des ordres de souscription

Voir le paragraphe 5.1.3.1 de la Note d'Opération pour une description des cas de révocation des ordres émis dans le cadre de l'Offre.

5.1.8 Versement des fonds et modalités de délivrance des Actions Offertes

Le prix des Actions Offertes devra être versé comptant (ou par compensation de créances sur la Société) par les donneurs d'ordre à la date prévue pour le règlement-livraison de l'Offre, soit le 15 juillet 2016.

Les intermédiaires enregistreront les actions au compte des donneurs d'ordres dès que possible à compter de la publication de l'avis de résultat de l'Offre par Euronext soit, selon le calendrier indicatif, à partir du 13 juillet 2016 et au plus tard à la date de règlement-livraison, date de leur inscription en compte, soit, selon le calendrier indicatif, le 15 juillet 2016.

5.1.9 Publication des résultats de l'émission

Les résultats de l'OPO et du Placement Global feront l'objet d'un communiqué diffusé par la Société et d'un avis d'Euronext prévus le 13 juillet 2016 au plus tard, sauf clôture anticipée (voir le paragraphe 5.3.2 de la Note d'Opération).

5.1.10 Droits préférentiels de souscription

L'augmentation de capital réalisée dans le cadre de l'Offre sera réalisée avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires.

5.2 PLAN DE DISTRIBUTION ET ALLOCATION DES ACTIONS NOUVELLES

5.2.1 Catégorie d'investisseurs potentiels et restrictions applicables à l'Offre

5.2.1.1 Catégorie d'investisseurs potentiels

L'Offre comprend :

- une offre au public en France réalisée sous la forme d'une offre à prix ouvert principalement destinée aux personnes physiques ;
- un placement global principalement destiné aux investisseurs institutionnels comportant :
 - un placement en France ; et
 - un placement privé international dans certains pays, à l'exclusion, notamment, des Etats-Unis d'Amérique, du Canada, du Japon et de l'Australie.

5.2.1.2 Restrictions applicables à l'Offre

La diffusion du Document de Base, de la présente Note d'Opération, du résumé du Prospectus ou de tout autre document ou information relatifs à l'Offre et la vente ou la souscription des Actions Offertes de la Société, peuvent, dans certains pays, faire l'objet d'une réglementation spécifique. Les personnes qui viendraient à être en possession des documents susvisés doivent s'informer des éventuelles restrictions locales et s'y conformer.

Les intermédiaires habilités ne pourront accepter aucun ordre d'achat d'Actions Offertes émanant de clients ayant une adresse située dans un pays ayant instauré de telles restrictions et les ordres correspondants seront réputés être nuls et non avenue.

Toute personne (y compris les *trustees* et les *nominees*) recevant la présente Note d'Opération, le Document de Base, le résumé du Prospectus ou tout autre document ou information relatifs à l'Offre, ne doit le distribuer ou le faire parvenir dans de tels pays qu'en conformité avec les lois et réglementations qui y sont applicables. Toute personne qui, pour quelque cause que ce soit, transmettrait ou permettrait la transmission des documents susvisés dans de tels pays, doit attirer l'attention du destinataire sur les stipulations de la présente section.

Le Document de Base, la présente Note d'Opération, le résumé du Prospectus ou tout autre document ou information relatifs à l'Offre, ne pourra être distribué hors de France qu'en conformité avec les lois et réglementations applicables localement, et ne pourra constituer une offre de vente ou une sollicitation d'offre d'achat dans les pays où une telle offre enfreindrait la législation locale applicable.

Aucune mesure n'a été prise aux fins de permettre une offre publique des actions dans une quelconque juridiction autre que la France, ou à la détention ou la distribution du présent Prospectus ou de tout autre document d'offre dans un pays ou territoire où des mesures sont nécessaires à cet effet.

Restrictions concernant les Etats-Unis d'Amérique

Les actions de la Société n'ont pas été et ne seront pas enregistrées en application du U.S. Securities Act de 1933 tel que modifié (le « **Securities Act** ») ni auprès d'une quelconque autorité de régulation d'un État américain ou d'une autre juridiction aux États-Unis d'Amérique. En conséquence, les actions de la Société ne peuvent être offertes, vendues, nanties, livrées ou autrement cédées ou transférées de quelque manière que ce soit aux États-Unis d'Amérique qu'à travers un régime d'exonération prévu par ledit Securities Act et dans le respect de la réglementation applicable dans les différents États. Par conséquent, (1) les actions de la Société ne peuvent être ni offertes ni vendues ou autrement cédées ou transférées de quelque manière que ce soit aux États-Unis d'Amérique, sauf après enregistrement ou dans le cadre d'opérations bénéficiant d'une exemption à l'enregistrement prévue par le Securities Act., et (2) le Document de Base, la présente Note d'Opération, le résumé du Prospectus et tout autre document établi dans le cadre de l'Offre ne doivent pas être distribués aux États-Unis d'Amérique.

Restrictions concernant les Etats de l'Espace Economique Européen (autres que la France)

Aucune action n'a été entreprise et ne sera entreprise à l'effet de permettre une offre au public des actions de la Société rendant nécessaire la publication d'un prospectus dans l'un ou l'autre des Etats membres de l'Espace Economique Européen (autre que la France) (les « Etats Membres »). Par conséquent, les actions de la Société peuvent être offertes dans ces États membres uniquement :

- à des investisseurs qualifiés, tels que définis par la Directive Prospectus ;
- à moins de 150 personnes physiques ou morales (autres que des investisseurs qualifiés tels que définis dans la Directive Prospectus) par Etat Membre; ou
- dans d'autres circonstances entrant dans le champ d'application de l'article 3(2) de la Directive Prospectus.

Pour les besoins du présent paragraphe, l'expression (i) « offre au public des actions » dans un Etat membre signifie toute communication adressée à des personnes, sous quelque forme et par quelque moyen que ce soit, et présentant une information suffisante sur les conditions de l'offre et sur les valeurs mobilières objet de l'offre, de manière à mettre un investisseur en mesure de décider d'acheter ou de souscrire ces valeurs mobilières, telle que cette définition a été, le cas échéant, modifiée dans l'État Membre, et (ii) « Directive Prospectus » signifie la Directive 2003/71/CE du Parlement européen et du Conseil du 4 novembre 2003, , telle que modifiée, y compris par la Directive 2010/73/EC du Parlement européen et du Conseil du 24 novembre 2010, telle que transposée dans chaque État Membre.

Ces restrictions de vente s'ajoutent à toute autre restriction de vente applicable dans les États membres.

Restrictions concernant le Royaume-Uni

La présente Documentation d'Offre est destinée uniquement aux (i) « *investment professionals* » (à savoir des personnes ayant une expérience professionnelle en matière d'investissement) selon l'article 19(5) du *Financial Services and Markets Act 2000 (Financial Promotion) Order 2005* (l'« **Ordre** ») ou (ii) aux « *high net worth entities* » ou toute autre personne à laquelle la présente Documentation d'Offre peut être légalement communiquée, entrant dans le champ d'application de l'article 49(2)(a) à (d) de l'Ordre ou (iii) aux personnes auxquelles une invitation ou incitation à se livrer à une activité d'investissement (au sens de l'article 21 du *Financial Services and Market Act 2000*, le « **FSMA** ») peut être légalement communiquée ou transmise (les personnes visées aux (i) à (iii) étant ci-après dénommées ensemble les « **Personnes Habilitées** »). Les actions de la Société sont

seulement destinées aux Personnes Habilitées et toute invitation, offre ou accord de souscription, d'achat ou autre accord d'acquisition de ces actions de la Société ne pourront être proposé(e) ou conclu(e) qu'avec des Personnes Habilitées. Toute personne autre qu'une Personne Habilitée ne saurait agir ou se fonder sur la présente Documentation d'Offre ou l'une quelconque de ses dispositions. Les personnes en charge de la diffusion de la présente Documentation d'Offre doivent se conformer aux conditions légales de sa diffusion.

Restrictions concernant le Canada, le Japon et l'Australie

Les actions de la Société ne pourront être offertes ou vendues directement ou indirectement au Canada, au Japon ou en Australie.

5.2.2 Intention de souscription des principaux actionnaires de la Société ou des membres de ses organes d'administration, de direction ou de surveillance ou de quiconque entendrait prendre une souscription de plus de 5%

Certains actionnaires de la Société se sont engagés à placer des ordres de souscription pour un montant total de 4,6 millions d'euros, (soit 12,7% du montant brut de l'offre*). Ces ordres se décomposent comme suit :

- Fonds gérés par Truffle Capital : 1.500.000 EUR (soit 4,1% du montant brut de l'offre*) souscrit en totalité par compensation de créances en remboursement des Obligations Relais détenues par Truffle Capital, soit 1.680.000 EUR prime de remboursement incluse. Cet ordre a vocation à être servi en totalité ;
- Zaka : 1.500.000 EUR (soit 4,1% du montant brut de l'offre*) souscrit en totalité par compensation de créances en remboursement des Obligations Relais détenues par Zaka, soit 1.680.000 EUR prime de remboursement incluse. Cet ordre a vocation à être servi en totalité ;
- Ipsen Pharma : 1.000.000 EUR (soit 2,7% du montant brut de l'offre*) ;
- Six autres actionnaires historiques se sont engagés à placer des ordres pour un montant global de 618.720 EUR (soit 1,7% du montant brut de l'offre*), dont 230.930 EUR par compensation de créances en remboursement des Obligations Relais qu'ils détiennent, soit 258.641 EUR prime de remboursement incluse.

** Montant brut de l'offre défini sur la base du point médian de la fourchette du Prix de l'Offre hors Clause d'Extension et Option de Surallocation*

Par ailleurs, les investisseurs institutionnels ci-dessous se sont engagés à placer des ordres de souscription pour un montant total de 13,35 millions d'euros (soit 36,6% du montant brut de l'offre*). Ces ordres se décomposent comme suit :

- Financière Arbevel : 5.000.000 EUR (soit 13,7% du montant brut de l'offre*) ;
- Groupe Industriel Marcel Dassault : 1.000.000 EUR (soit 2,7% du montant brut de l'offre*) ;
- Galapagos : 2.750.000 EUR (soit 7,5% du montant brut de l'offre*) ;
- CBLUX : 3.000.000 EUR (soit 8,2% du montant brut de l'offre*) souscrit à hauteur de 1.700.000 EUR par compensation de créances en remboursement des Obligations Relais détenues, soit 1.904.000 EUR prime de remboursement incluse ;

- Institut Mérieux : 1.000.000 EUR (soit 2,7% du montant brut de l'offre*) ;
- Michel de Rosen : 200.000 EUR (soit 0,5% du montant brut de l'offre*) ;
- Deux autres personnes physiques se sont engagées à placer des ordres pour un montant global de 350.000 euros (soit 1,1 % du montant brut de l'offre*).

** Montant brut de l'offre défini sur la base du point médian de la fourchette du Prix de l'Offre hors Clause d'Extension et Option de Surallocation*

L'ensemble des ordres ci-dessus, soit 18 M€, représentant 49,3% du montant brut de l'offre, ont vocation à être servis en priorité, sous réserve toutefois d'une possible réduction dans le respect des principes d'allocation usuels dans l'hypothèse où les souscriptions recueillies dans le cadre de l'Offre seraient supérieures au nombre des Actions Nouvelles (à l'exception des souscriptions par compensation de créances en remboursement des Obligations Relais pour un total de 4,9 M€, soit 5,5 M€ prime de remboursement comprise qui seront servies en totalité).

En outre les fonds gérés par Truffle Capital, Zaka et la société CBLUX se sont engagés à placer des ordres complémentaires respectifs de 2.000.000 EUR s'agissant des fonds gérés par Truffle Capital et de Zaka, et de 1.000.000 EUR s'agissant de CBLUX, représentant au total 13,7 % du montant brut de l'offre, ayant vocation à être réduits et limités au nombre d'actions nécessaires pour que l'ensemble des souscriptions reçues dans le cadre de l'Offre représente 100% des Actions Nouvelles (hors Clause d'Extension).

A la connaissance de la Société, aucune autre personne n'a l'intention de passer un ordre de souscription de plus de 5%.

5.2.3 Information pré-allocation

Si la demande exprimée dans le cadre de l'OPO le permet, le nombre définitif d'actions allouées en réponse aux ordres émis dans le cadre de l'OPO sera au moins égal à 10 % du nombre total d'actions offertes dans le cadre du Placement Global, avant exercices éventuels de la Clause d'Extension et/ou de l'Option de Surallocation (se référer aux paragraphes 5.2.5 et 5.2.6 de la présente Note d'Opération).

5.2.4 Notification aux souscripteurs

Le résultat de l'Offre fera l'objet d'un avis d'Euronext le 13 juillet 2016 et d'un communiqué de la Société qui préciseront les réductions éventuellement appliquées aux ordres émis.

Dans le cadre de l'OPO, les investisseurs seront informés de leurs allocations par leur intermédiaire financier. Dans le cadre du Placement Global, les investisseurs seront informés de leurs allocations par le Chef de File et Teneur de Livre.

5.2.5 Clause d'Extension

En fonction de la demande, le nombre initial d'Actions Nouvelles pourra, à la discrétion de la Société et en accord avec le Chef de File et Teneur de Livre, être augmenté au maximum de 15%, soit un maximum de 455.406 Actions Nouvelles (la « **Clause d'Extension** »).

La décision d'exercer la Clause d'Extension sera prise le 13 juillet 2016 et fera l'objet d'un communiqué de la Société et d'un avis d'Euronext.

5.2.6 Option de Surallocation

La Société d'une part, et les Actionnaires Historiques Cédants d'autre part, consentiront au Chef de File et Teneur de Livre une option de surallocation (l'« **Option de Surallocation** ») dans la limite globale de 15 % du total des Actions Nouvelles à provenir de l'émission d'un maximum de 523.717 Actions Nouvelles supplémentaires (ci-après les « **Actions Nouvelles Supplémentaires** »).

Cette Option de Surallocation, qui permettra de couvrir d'éventuelles surallocations et de faciliter les opérations de stabilisation, pourra être exercée en une seule fois à tout moment, en tout ou partie, jusqu'au trentième jour calendaire suivant la date de clôture de l'Offre soit, à titre indicatif, au plus tard le 17 août 2016.

En cas d'exercice de l'Option de Surallocation, l'information relative à cet exercice et au nombre d'Actions Nouvelles serait portée à la connaissance du public au moyen d'un communiqué diffusé par la Société et d'un avis publié par Euronext.

5.3 FIXATION DU PRIX DE SOUSCRIPTION

5.3.1 Méthode de fixation du Prix de l'Offre

Prix des Actions Offertes

Le prix des Actions Offertes dans le cadre de l'OPO sera égal au prix des Actions Offertes dans le cadre du Placement Global (le « **Prix de l'Offre** »).

Il est prévu que le Prix de l'Offre soit fixé par le Conseil d'administration le 13 juillet 2016, étant précisé que cette date pourrait être reportée si les conditions de marché et les résultats de la construction du livre d'ordres ne permettaient pas de fixer le Prix de l'Offre dans des conditions satisfaisantes. La date de fixation du Prix de l'Offre pourra également être avancée en cas de clôture anticipée de l'OPO et du Placement Global.

Le Prix de l'Offre fixé par le Conseil d'administration de la Société résultera de la confrontation de l'offre des titres et des demandes d'achat émises par les investisseurs selon la technique dite de « *construction du livre d'ordres* » telle que développée par les usages professionnels.

Cette confrontation sera effectuée notamment sur la base des critères de marché suivants :

- capacité des investisseurs retenus à assurer un développement ordonné du marché secondaire ;
- ordre d'arrivée des demandes des investisseurs ;
- quantité demandée ; et
- sensibilité au prix des demandes exprimées par les investisseurs.

Le Prix de l'Offre pourrait se situer dans une fourchette comprise entre 10.82 euros et 13.20 euros par action, fourchette déterminée et arrêtée par le Conseil d'administration de la Société lors de sa réunion du 22 juin 2016 et qui pourra être modifiée à tout moment jusqu'au jour (et y compris ce jour) prévu pour la fixation du Prix de l'Offre, dans les conditions prévues au paragraphe 5.3.2 de la

présente Note d'Opération. Cette information est donnée à titre purement indicatif et ne préjuge en aucun cas du Prix de l'Offre qui pourra être fixé en dehors de cette fourchette dans les conditions précisées au paragraphe 5.3.2 de la présente Note d'Opération.

Sur la base de cette fourchette indicative de prix, telle qu'elle est proposée dans la présente Note d'Opération, la capitalisation boursière de la Société serait comprise entre 85.7 M€ et 101 M€ avant augmentation de capital réalisée dans le cadre de l'Offre. Elle fera ressortir une capitalisation boursière de la Société comprise entre 119 M€ et 141 M€ après augmentation de capital réalisée dans le cadre de l'Offre.

5.3.2 Procédure de Publication du Prix de l'Offre et des éventuelles modifications des paramètres de l'Offre

5.3.2.1 Date de fixation du Prix de l'Offre – Modification éventuelle du calendrier

Il est prévu que le Prix de l'Offre soit fixé définitivement le 13 juillet 2016, étant précisé que cette date pourrait être reportée si les conditions de marché et les résultats de la construction du livre d'ordres ne permettaient pas de fixer le Prix de l'Offre dans des conditions satisfaisantes. Dans ce cas, la nouvelle date de clôture du Placement Global et de l'OPO et la nouvelle date prévue pour la détermination du Prix de l'Offre feraient l'objet d'un avis diffusé par Euronext et d'un communiqué de presse diffusé par la Société au plus tard la veille de la date de clôture initiale de l'OPO (sans préjudice des stipulations relatives à la modification de la date de clôture du Placement Global et de l'OPO en cas de modification de la fourchette de prix, de fixation du Prix de l'Offre en dehors de la fourchette ou en cas de modification du nombre d'Actions Offertes dans le cadre de l'Offre).

Les ordres émis dans le cadre de l'OPO avant la diffusion de l'avis d'Euronext et du communiqué de presse de la Société susvisés seront maintenus sauf s'ils ont été expressément révoqués avant la nouvelle date de clôture de l'OPO (incluse).

5.3.2.2 Publication du Prix de l'Offre et du nombre d'Actions Offertes

Il est prévu que le Prix de l'Offre et le nombre définitif d'Actions Offertes soient portés à la connaissance du public au plus tard le 13 juillet 2016, au moyen d'un avis publié par Euronext et d'un communiqué diffusé par la Société, sauf fixation anticipée du Prix de l'Offre auquel cas la diffusion du communiqué et de l'avis devrait intervenir le jour de la fixation du Prix de l'Offre.

5.3.2.3 Modifications de la fourchette, fixation du Prix de l'Offre au dessus de la fourchette et modification du nombre d'Actions Offertes

Modifications donnant lieu à révocabilité des ordres émis dans le cadre de l'OPO : fixation du prix de l'Offre au-dessus de la borne supérieure de la fourchette du prix

En cas de modification à la hausse de la borne supérieure de la fourchette de prix (initiale ou, le cas échéant, modifiée), la procédure suivante s'appliquera :

- *Publication des modifications :*

Les nouvelles modalités de l'Offre seront portées à la connaissance du public au moyen d'un avis diffusé par Euronext, d'un communiqué de presse diffusé par la Société. Le communiqué de presse de la Société et l'avis d'Euronext susvisés indiqueront la nouvelle fourchette indicative du Prix de l'Offre, et le cas échéant, le nouveau calendrier, avec la nouvelle date de clôture de l'OPO, la nouvelle date prévue pour la fixation du Prix de l'Offre et la nouvelle date du règlement-livraison.

- *Date de clôture de l'OPO :*

La date de clôture de l'OPO sera reportée ou une nouvelle période de souscription à l'OPO sera alors ré-ouverte, selon le cas, de telle sorte qu'il s'écoule au moins deux jours de bourse entre la date de publication de l'avis financier susvisé et la nouvelle date de clôture de l'OPO.

- *Révocabilité des ordres émis dans le cadre de l'OPO :*

Les ordres émis dans le cadre de l'OPO avant la publication de l'avis financier susvisé seront maintenus sauf s'ils ont été expressément révoqués avant la nouvelle date de clôture de l'OPO incluse. De nouveaux ordres irrévocables pourront être émis jusqu'à la nouvelle date de clôture de l'OPO incluse (ces ordres pourront toutefois être expressément révoqués avant la nouvelle date de clôture de l'OPO incluse en cas de nouveau report de la date de fixation du Prix de l'Offre et/ou de nouvelle modification des modalités de l'Offre).

Modifications ne donnant pas lieu à révocabilité des ordres émis dans le cadre de l'OPO : modification du nombre d'actions offertes

Le nombre d'Actions Offertes pourrait être modifié librement si cette modification n'avait pas d'impact significatif sur les autres caractéristiques de l'Offre. Dans le cas contraire, les stipulations du paragraphe 5.3.2.5 ci-dessous seraient applicables.

Le Prix de l'Offre ne pourra être fixé en-dessous de la fourchette.

5.3.2.4 Clôture anticipée ou prorogation de l'Offre

Les dates de clôture du Placement Global et de l'OPO pourront être avancées (sans toutefois que la durée de l'OPO ne puisse être inférieure à trois jours de bourse) ou prorogées dans les conditions suivantes :

- Si la date de clôture est avancée, la nouvelle date de clôture fera l'objet de la diffusion d'un avis par Euronext et de la diffusion par la Société d'un communiqué de presse annonçant cette modification au plus tard la veille de la nouvelle date de clôture.
- Si la date de clôture est prorogée, la nouvelle date de clôture fera l'objet de la diffusion d'un avis par Euronext et de la diffusion par la Société d'un communiqué de presse annonçant cette modification au plus tard la veille de la date de clôture initiale. Dans ce cas, les ordres émis dans le cadre de l'OPO avant la diffusion de l'avis d'Euronext et du communiqué de presse de la Société susvisés seront maintenus sauf s'ils ont été expressément révoqués avant la nouvelle date de clôture de l'OPO (incluse).

5.3.2.5 Modifications significatives des autres modalités de l'Offre

En cas de modification significative des autres modalités initialement arrêtées non prévue par la présente Note d'Opération, une note complémentaire au Prospectus sera soumise au visa de l'AMF. Les ordres émis dans le cadre de l'OPO et du Placement Global seraient nuls si l'AMF n'apposait pas son visa sur cette note complémentaire au Prospectus. Par ailleurs, les ordres émis dans le cadre de l'OPO et du Placement Global avant la mise à disposition de la note complémentaire au Prospectus visée par l'AMF pourraient être révoqués pendant au moins deux jours de négociation après la mise à

disposition de celle-ci (voir section 5.3.2.3 de la Note d'Opération pour une description de cas dans lesquels la présente section s'appliquerait).

5.3.3 Restriction ou suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires

Les Actions Nouvelles seront émises en vertu de la 23^{ème} résolution de l'Assemblée générale des actionnaires de la Société en date du 19 avril 2016, autorisant une augmentation de capital avec suppression du droit préférentiel de souscription par voie d'offre au public (voir le paragraphe 4.6.1 de la présente Note d'Opération).

5.3.4 Disparités de prix

Aucune augmentation de capital n'est intervenue au cours des 12 derniers mois.

Le conseil d'administration de la Société du 24 novembre 2015 a décidé, sur délégation de l'assemblée générale du 30 octobre 2015, l'attribution de 600 bons de souscription de part de créateur d'entreprise (BSPCE) donnant la faculté de souscrire 60.000 actions nouvelles au prix de 1.472 € par BSPCE, soit 14,72 € par action.

En outre la Société a émis en juin 2016 des Obligations Relais (décrites à la section 10.5 de la présente Note d'Opération) pour un montant global de 4,9 M€ au profit de différents investisseurs, dont ses principaux actionnaires, et ayant vocation à être remboursé par voie de compensation de créance avec le prix des actions de la Société qui seront souscrites par les porteurs des Obligations Relais dans le cadre de l'introduction en bourse. Les Obligations Relais seront immédiatement et automatiquement remboursables en principal et Intérêts par anticipation, avec une prime de remboursement égale à 12% de la valeur nominale des Obligations, soit pour une valeur globale de 5,5 M€ prime de remboursement incluse, par voie de compensation avec le prix des actions de la Société qui seront souscrites par les porteurs des Obligations Relais au prix de l'introduction en bourse.

5.4 PLACEMENT ET GARANTIE

5.4.1 Coordonnées de l'établissement financier introducteur

Chef de File et Teneur de Livre : **Gilbert Dupont**, 50 rue d'Anjou - 75008 Paris

5.4.2 Coordonnées des intermédiaires chargés du service financier et des dépositaires dans chaque pays concerné

Le service des titres de la Société (tenue du registre des actionnaires nominatifs) et le service financier (paiement des dividendes) seront assurés par Société Générale (32, rue du Champ-de-Tir, BP 81236, 44312 Nantes Cedex 3, France).

Société Générale émettra le certificat de dépôt des fonds relatif à la présente augmentation de capital.

5.4.3 Garantie

L'Offre ne fera pas l'objet d'une garantie de placement.

6 INSCRIPTION A LA NEGOCIATION ET MODALITES DE NEGOCIATION

6.1 INSCRIPTION AUX NEGOCIATIONS

L'admission de l'ensemble des actions de la Société est demandée sur le marché régulé Alternext d'Euronext à Paris.

En particulier, en cas de réalisation de l'introduction en bourse sur le marché régulé Alternext d'Euronext à Paris, les obligations convertibles (OC₂₀₁₄), telles que détaillées au chapitre 20.1.4.3 du Document de base, seront automatiquement converties en actions nouvelles et admises aux négociations, sur la base des modalités prévues au contrat.

Les conditions de négociation de l'ensemble des actions seront fixées dans un avis d'Euronext diffusé le 13 juillet 2016 selon le calendrier indicatif. La première cotation des actions de la Société devrait avoir lieu le 13 juillet 2016. Les négociations devraient débuter au cours de la séance de bourse du 18 juillet 2016.

6.2 PLACE DE COTATION

A la date du visa de l'AMF sur le Prospectus, les actions de la Société ne sont admises aux négociations sur aucun marché, réglementé ou non réglementé. La Société s'engage à mettre en place ce type de contrat une fois la Société cotée au plus tard avant la fin de la période de stabilisation et portera cette information à la connaissance du public.

6.3 OFFRES CONCOMITANTES DE VALEURS MOBILIERES DE LA SOCIETE

Non applicable.

6.4 CONTRAT DE LIQUIDITE ET RACHAT D' ACTIONS PROPRES

Aucun contrat de liquidité relatif aux actions de la Société n'a été conclu à la date du visa du Prospectus.

6.5 STABILISATION

Aux termes d'un contrat de direction et de placement à conclure le 13 juillet 2016 entre le Chef de File et Teneur de Livre et la Société, le Chef de File et Teneur de Livre, agissant en qualité d'agent de stabilisation (l'« Agent Stabilisateur »), pourra (mais ne sera en aucun cas tenu de) réaliser des opérations de stabilisation dans le respect des dispositions législatives et réglementaires applicables, notamment celles du Règlement n°2273/2003 de la Commission européenne du 22 décembre 2003 portant modalités d'application de la directive 2003/6/CE du Parlement européen et du Conseil du 28 janvier 2003 sur les opérations d'initiés et les manipulations de marché (le « Règlement Européen »). Il est précisé qu'il n'y a pas d'assurance que de telles opérations seront mises en œuvre et qu'en toute hypothèse il pourra y être mis fin à tout moment et sans préavis.

Les opérations de stabilisation ont pour objet de stabiliser ou de soutenir le prix de marché des actions. Elles sont susceptibles d'affecter le prix de marché des actions et peuvent aboutir à la fixation d'un prix de marché plus élevé que celui qui prévaudrait en leur absence. En cas de mise en œuvre, de telles interventions pourront être réalisées, à tout moment, pendant une période de 30

jours calendaires à compter du jour de la fixation du Prix de l'Offre soit, selon le calendrier indicatif, jusqu'au 17 août 2016 (inclus).

L'information des autorités de marché compétentes et du public sera assurée par l'Agent Stabilisateur conformément à l'article 9 du Règlement Européen et à l'article 631-10 du Règlement général de l'Autorité des marchés financiers.

7 DETENTEURS DE VALEURS MOBILIERES SOUHAITANT LES VENDRE

7.1 PERSONNES OU ENTITES AYANT L'INTENTION DE VENDRE DES TITRES DE CAPITAL OU DES VALEURS MOBILIERES DONNANT ACCES AU CAPITAL DE LA SOCIETE

Néant.

7.2 NOMBRE D'ACTIONS OFFERTES PAR LES DETENTEURS SOUHAITANT LES VENDRE

Néant.

7.3 ENGAGEMENTS DE CONSERVATION DES TITRES

7.3.1 Engagement d'abstention souscrit par la Société

La Société souscrira envers le Chefs de File et Teneur de Livre un engagement d'abstention à procéder à une quelconque émission, offre ou cession d'actions ou de valeurs mobilières donnant directement ou indirectement accès à des actions de la Société, pendant une durée de 180 jours à compter de la date de règlement-livraison des Actions Nouvelles (ci-après la « **Date de Règlement-Livraison** »). Par exception à ce qui précède, la Société pourra librement réaliser (i) toute opération portant sur les Actions Nouvelles ; (ii) toute opération effectuée dans le cadre d'un programme de rachat d'actions conformément aux dispositions légales et réglementaires ainsi qu'aux règles de marché applicables ; (iii) toute opération portant sur les titres susceptibles d'être émis, offerts ou cédés aux salariés ou mandataires sociaux de la Société et des sociétés de son groupe dans le cadre de plans à venir, autorisés à la date des présentes ou qui seront autorisés par l'assemblée générale de la Société ; (iv) toute opération portant sur les titres de la Société émis dans le cadre d'une fusion ou d'une acquisition des titres ou des actifs d'une autre entité ; (v) toute opération d'augmentation de capital réalisée par incorporation des réserves, bénéfices ou primes ; et (vi) toute opération portant sur les titres de la Société émis dans le cadre d'une offre publique visant les titres émis par la Société, à la condition que le bénéficiaire de ces titres accepte de reprendre cet engagement pour la durée restant à courir de cet engagement et à la condition que le nombre total de titres de la Société émis dans ce cadre n'excède pas 5 % du capital.

7.3.2 Engagement de conservation pris par les actionnaires de la Société

La majorité des actionnaires de la Société, ainsi que les porteurs d'actions nouvelles à créer par conversion des obligations convertibles émises avant la réalisation de l'opération, représentant 98,3% du capital après conversion des obligations convertibles en milieu de fourchette de prix, et la majorité des porteurs de BSA et BSPCE en circulation à la date de visa sur le présent Prospectus, représentant 98,6% des instruments dilutifs, se sont engagés irrévocablement envers Gilbert Dupont à ne pas directement ou indirectement, offrir, nantir, prêter, transférer, céder ou promettre de céder des actions de la Société ou valeurs mobilières, donnant droit, immédiatement ou à terme, à des actions de la Société qu'ils détiennent ou détiendront par exercice de valeurs mobilières donnant accès au capital, ni conclure tout autre contrat ou opération ayant un effet économique équivalent, ni formuler publiquement l'intention de procéder à une ou plusieurs des opérations énumérées ci-dessus dans le présent paragraphe, jusqu'à l'expiration d'une période maximum de 540 jours calendaires suivant la date de première cotation des Actions sur le marché Alternext d'Euronext à Paris (la « Date de Réalisation ») dans les conditions suivantes :

- 100% de leurs actions sur 180 jours ;
- 90% de leurs actions sur 270 jours ;
- 80% de leurs actions sur 360 jours ; et
- 50% de leurs actions sur 540 jours,

à l'exception de trois porteurs de bons représentant 0,4% du capital post conversion des OC₂₀₁₄ dont les engagements de conservation se limitent à 360 jours.

Sont exclues du champ de ces engagements de conservation (a) toute opération portant sur des actions de la Société dans le cadre d'une offre publique visant les titres de la Société, (b) les actions le cas échéant souscrites dans le cadre de l'Offre (hors actions nouvelles reçues par conversion d'obligations convertibles existantes au lancement de l'Introduction) étant précisé que, dans l'hypothèse où la vente de ces actions interviendrait pendant les vingt premières séances de bourse suivant la Date de réalisation, le prix minimum de vente desdites actions ne pourra être inférieur au prix de l'introduction en bourse fixé par le conseil d'administration de la Société, ou acquises après la date de règlement-livraison de l'Offre, (c) tout transfert d'action lors d'une opération hors marché, à la condition que ledit acquéreur s'engage à conserver lesdites actions selon les mêmes termes et conditions que le cédant et pour la durée restant à courir des engagements, et (d) toute opération portant sur des actions de la Société réalisées entre sociétés ou entités d'un même groupe, à la condition dans cette dernière hypothèse que l'acquéreur s'engage à conserver lesdites actions selon les mêmes termes et conditions que le cédant et pour la durée restant à courir des engagements. En outre, les fonds d'investissement en situation de liquidation gérés par Truffle Capital se sont engagés à ne transférer d'action qu'à la condition qu'un ou plusieurs autre(s) fond(s) d'investissement géré(s) par Truffle Capital et ayant souscrit des actions dans le cadre de l'Introduction signe(nt) et adresse(nt) à Gilbert Dupont, s'engage(n)t à conserver lesdites actions selon les mêmes termes et conditions que le cédant et pour la durée restant à courir des engagements. En outre, le fonds d'investissement Zaka et les fonds gérés par Truffle Capital sont autorisés à nantir des actions aux fins de garantie de toute dette. Enfin Kreos Capital pourra également transférer ses valeurs mobilières à tout fonds secondaire auquel Kreos Capital ou le bénéficiaire de tout transfert autorisé transférerait tout ou partie de son portefeuille, ou tout *limited partner* de Kreos Capital ou du bénéficiaire de tout transfert autorisé, et à la condition que ladite personne signe et adresse à Gilbert Dupont, préalablement audit transfert, une lettre reprenant l'Engagement de Conservation pour la durée restante dudit engagement

8 DEPENSES LIEES A L'OFFRE

Sur la base d'une émission de 3.036.044 actions et d'un Prix d'Offre fixé à 12.00 € correspondant au milieu de la fourchette de prix indicative, les produits brut et net de l'émission seront les suivants :

- le produit brut de l'émission d'actions nouvelles sera d'environ 36,4 millions d'euros (étant ramené à environ 24,6 millions d'euros en cas de limitation de l'opération à 75% en bas de fourchette de prix) pouvant être porté à environ 41,9 millions d'euros en cas d'exercice intégral de la Clause d'Extension et 48,2 millions d'euros en cas d'exercice intégral de la Clause d'Extension et de l'Option de Surallocation ;
- le produit net de l'émission d'actions nouvelles sera d'environ 29,3 millions d'euros (hors montant souscrit par compensation de créances, étant ramené à environ 17,7 millions d'euros en cas de limitation de l'opération à 75% en bas de fourchette de prix) pouvant être porté à environ 34,6 millions d'euros en cas d'exercice intégral de la Clause d'Extension et 40,7 millions d'euros en cas d'exercice intégral de la Clause d'Extension et de l'Option de Surallocation.

Sur la même base, la rémunération globale des intermédiaires financiers à la charge de la Société est estimée à environ 0,9 M€ (émission à 100%).

Les autres frais à la charge de la Société dans le cadre de l'Offre sont estimés à 0,7 M€ en l'absence d'exercice de la clause d'Extension, étant précisé que les frais de cession n'étant pas supportés par la Société, ce montant reste le même en cas d'exercice de la clause d'Extension et/ou de l'Option de Surallocation.

9 DILUTION

9.1 IMPACT DE L'OFFRE SUR LES CAPITAUX PROPRES DE LA SOCIÉTÉ

Sur la base des capitaux propres au 31 décembre 2015 et du nombre d'actions composant le capital de la Société à la date du visa sur le Prospectus et après conversion des obligations convertibles existantes sur la base du point médian de la fourchette de prix, les capitaux propres par action, avant et après réalisation de l'augmentation de capital, s'établiraient comme suit en prenant comme hypothèses :

- l'émission de 3.036.044 Actions Nouvelles à un prix de 12,00 euros par action (soit le point médian de la fourchette indicative de prix),
- l'émission d'un nombre maximum de 4.015.167 Actions Nouvelles, en cas de réalisation de l'Offre à 100% et en cas d'exercice en totalité de la Clause d'Extension et de l'Option de Surallocation,
- l'émission de 2.277.033 Actions Nouvelles, en cas d'insuffisance de la demande et de limitation de l'augmentation de capital envisagée aux souscriptions reçues dès lors que celles-ci atteindraient 75% du montant de l'émission initialement prévue, et
- l'imputation des frais juridiques, comptables et administratifs et de la rémunération des intermédiaires financiers sur la prime d'émission,

l'impact de l'émission sur les capitaux propres de la Société serait le suivant :

Sur la base de la borne inférieure de la fourchette du Prix de l'Offre	Quote-part des capitaux propres (en euros)	
	Base non diluée ⁽¹⁾	Base diluée ⁽²⁾
Avant émission des actions nouvelles	-1.21	0.14
Après émission d'un nombre maximum de 3.036.044 Actions Nouvelles hors exercice de la Clause d'Extension	2.35	3.03
Après émission d'un nombre maximum de 3.491.450 Actions Nouvelles en cas d'exercice en totalité de la Clause d'Extension	2.72	3.35
Après émission d'un nombre maximum de 4.015.167 Actions Nouvelles en cas d'exercice en totalité de la Clause d'Extension et de l'Option de Surallocation	3.12	3.69
En cas de réduction du nombre d'Actions Nouvelles à 75%	1.63	2.43
(1) Après conversion des OC ₂₀₁₄ sur la base du point médian de la fourchette de prix		
(2) En supposant l'exercice de tous les instruments dilutifs en circulation à la date du Prospectus		

9.2 MONTANT ET POURCENTAGE DE LA DILUTION RESULTANT DE L'OFFRE

Sur la base du nombre d'actions composant le capital de la Société à la date du visa sur le Prospectus et après conversion des obligations convertibles existantes sur la base du point médian de la fourchette de prix, l'incidence de l'émission des Actions Nouvelles sur la participation dans le capital

d'un actionnaire détenant 1 % du capital social de la Société préalablement à l'émission et ne souscrivant pas à celle-ci serait la suivante :

	Participation de l'actionnaire en %	
	Base non diluée ⁽¹⁾	Base diluée ⁽²⁾
Avant émission des actions nouvelles	1.00%	0.88%
Après émission d'un nombre maximum de 3.036.044 Actions Nouvelles hors exercice de la Clause d'Extension	0.72%	0.65%
Après émission d'un nombre maximum de 3.491.450 Actions Nouvelles en cas d'exercice en totalité de la Clause d'Extension	0.69%	0.63%
Après émission d'un nombre maximum de 4.015.167 Actions Nouvelles en cas d'exercice en totalité de la Clause d'Extension et de l'Option de Surallocation	0.66%	0.60%
En cas de réduction du nombre d'Actions Nouvelles à 75%	0.77%	0.70%
(1) Après conversion des OC ₂₀₁₄ sur la base du point médian de la fourchette de prix		
(2) En supposant l'exercice de tous les instruments dilutifs en circulation à la date du Prospectus		

9.3 REPARTITION DU CAPITAL SOCIAL ET DES DROITS DE VOTE

L'incidence de l'Offre sur la répartition du capital et des droits de vote est présentée dans les tableaux ci-après qui tiennent compte du droit de vote double qui sera attribué, à compter de la première cotation des actions de la Société sur le marché Alternext, à toutes les actions entièrement libérées pour lesquelles il sera justifié d'une inscription nominative depuis deux ans au moins au nom du même actionnaire.

9.3.1 Répartition du capital avant et après l'introduction

Le tableau ci-dessous présente la répartition du capital de la Société en fonction des principales hypothèses relatives à l'Offre en milieu de fourchette :

	Avant l'Offre		Après conversion des OC et avant Emission en milieu de fourchette		Après Emission et en milieu de fourchette		Après Clause d'extension et en milieu de fourchette		Après Option de surallocation et en milieu de fourchette		En cas de réduction à 75% et en milieu de fourchette	
Actionnariat	Nombre d'actions et de droits de vote	% du capital et des droits de vote	Nombre d'actions	% du capital	Nombre d'actions	% du capital	Nombre d'actions	% du capital	Nombre d'actions	% du capital	Nombre d'actions	% du capital
Daniel COHEN	774,000	12.0%	774,000	9.9%	774,000	7.2%	774,000	6.9%	774,000	6.6%	774,000	7.7%
Ilya CHUMAKOV	414,000	6.4%	414,000	5.3%	414,000	3.8%	414,000	3.7%	414,000	3.5%	414,000	4.1%
Sergueï NABIROTKHIN	189,000	2.9%	189,000	2.4%	189,000	1.7%	189,000	1.7%	189,000	1.6%	189,000	1.9%
Bounmy RATTANAVAN	144,000	2.2%	144,000	1.9%	144,000	1.3%	144,000	1.3%	144,000	1.2%	144,000	1.4%
Oxana GUERASSIMENKO	135,900	2.1%	135,900	1.7%	135,900	1.3%	135,900	1.2%	135,900	1.2%	135,900	1.4%
Loïc HEIDSIECK	107,100	1.7%	107,100	1.4%	107,100	1.0%	107,100	1.0%	107,100	0.9%	107,100	1.1%
David PICARD	36,000	0.6%	36,000	0.5%	36,000	0.3%	36,000	0.3%	36,000	0.3%	36,000	0.4%
Total fondateurs	1,800,000	28.0%	1,800,000	23.1%	1,800,000	16.6%	1,800,000	16.0%	1,800,000	15.3%	1,800,000	17.9%
Fonds gérés par TRUFFLE CAPITAL	2,499,600	38.9%	2,931,188	37.7%	3,071,188	28.4%	3,071,188	27.2%	3,071,188	26.0%	3,237,855	32.2%
ZAKA	725,600	11.3%	1,515,130	19.5%	1,655,130	15.3%	1,655,130	14.7%	1,655,130	14.0%	1,821,797	18.1%
Florent BATTISTELLA	583,400	9.1%	583,400	7.5%	583,400	5.4%	583,400	5.2%	583,400	4.9%	583,400	5.8%
Total investisseurs historiques	3,808,600	59.3%	5,029,718	64.6%	5,309,718	49.1%	5,309,718	47.1%	5,309,718	45.0%	5,643,052	56.1%
CD PRIVATE EQUITY S.à.r.l.	165,000	2.6%	170,859	2.2%	170,859	1.6%	170,859	1.5%	170,859	1.4%	170,859	1.7%
IPSEN PHARMA	162,600	2.5%	162,600	2.1%	245,934	2.3%	245,934	2.2%	245,934	2.1%	245,934	2.4%
PARINVEST	161,200	2.5%	161,200	2.1%	185,554	1.7%	185,554	1.6%	185,554	1.6%	185,554	1.8%
Serendip	0	0.0%	123,550	1.6%	136,801	1.3%	136,801	1.2%	136,801	1.2%	136,801	1.4%
AURINVEST CAPITAL 2	100,000	1.6%	100,000	1.3%	100,000	0.9%	100,000	0.9%	100,000	0.8%	100,000	1.0%
EOLE Luxembourg S.à.r.l.	62,400	1.0%	66,895	0.9%	68,145	0.6%	68,145	0.6%	68,145	0.6%	68,145	0.7%
GRAVITATION	28,700	0.4%	28,700	0.4%	33,117	0.3%	33,117	0.3%	33,117	0.3%	33,117	0.3%
FINANCIERE GASPARD	37,400	0.6%	37,400	0.5%	48,000	0.4%	48,000	0.4%	48,000	0.4%	48,000	0.5%
Monique SOUCHAIRE	37,400	0.6%	37,400	0.5%	37,400	0.3%	37,400	0.3%	37,400	0.3%	37,400	0.4%
SIMPERI 2010	25,000	0.4%	25,000	0.3%	25,000	0.2%	25,000	0.2%	25,000	0.2%	25,000	0.2%
Lyse SANTORO	19,500	0.3%	19,500	0.3%	19,500	0.2%	19,500	0.2%	19,500	0.2%	19,500	0.2%
Lamia BOUDIAF	12,000	0.2%	12,000	0.2%	12,000	0.1%	12,000	0.1%	12,000	0.1%	12,000	0.1%
ANTINEA INVESTISSEMENTS	7,100	0.1%	7,100	0.1%	7,100	0.1%	7,100	0.1%	7,100	0.1%	7,100	0.1%
Total autres investisseurs historiques	818,300	12.7%	952,204	12.2%	1,089,410	10.1%	1,089,410	9.7%	1,089,410	9.2%	1,089,410	10.8%
Financière Arbevel					416,667	3.9%	416,667	3.7%	416,667	3.5%	416,667	4.1%
Galapagos					229,167	2.1%	229,167	2.0%	229,167	1.9%	229,167	2.3%
Institut Mérieux					83,334	0.8%	83,334	0.7%	83,334	0.7%	83,334	0.8%
Groupe Industriel Marcel Dassault					83,334	0.8%	83,334	0.7%	83,334	0.7%	83,334	0.8%
CBLUX					264,167	2.4%	264,167	2.3%	264,167	2.2%	347,501	3.5%
Agnès Lemarchand					12,500	0.1%	12,500	0.1%	12,500	0.1%	12,500	0.1%
Michel de Rosen					16,667	0.2%	16,667	0.1%	16,667	0.1%	16,667	0.2%
Michael Carlos					20,834	0.2%	20,834	0.2%	20,834	0.2%	20,834	0.2%
Total nouveaux investisseurs					1,126,670	10.4%	1,126,670	10.0%	1,126,670	9.6%	1,210,004	12.0%
Public	0		0	0.0%	1,492,168	13.8%	1,947,574	17.3%	2,471,291	20.9%	316,489	3.1%
TOTAL	6,426,900	100.0%	7,781,922	100.0%	10,817,966	100.0%	11,273,372	100.0%	11,797,089	100.0%	10,058,955	100.0%

9.3.2 Répartition des droits de vote avant et après l'introduction

Compte-tenu de la mise en œuvre des droits de vote double à compter de la première cotation des actions de la Société sur le marché Alternext, le tableau ci-dessous présente la répartition des droits de vote en fonction des principales hypothèses relatives à l'Offre en milieu de fourchette :

	Avant l'Offre		Après conversion des OC et avant Emission en milieu de fourchette		Après Emission et en milieu de fourchette		Après Clause d'extension et en milieu de fourchette		Après Option de surallocation et en milieu de fourchette		En cas de réduction à 75% et en milieu de fourchette	
Actionnariat	Nombre d'actions et de droits de vote	% du capital et des droits de vote	Nombre de droits de vote	% des droits de vote	Nombre de droits de vote	% des droits de vote	Nombre de droits de vote	% des droits de vote	Nombre de droits de vote	% des droits de vote	Nombre de droits de vote	% des droits de vote
Daniel COHEN	774,000	12.0%	1,548,000	10.9%	1,548,000	9.0%	1,548,000	8.7%	1,548,000	8.5%	1,548,000	9.4%
Ilya CHUMAKOV	414,000	6.4%	828,000	5.8%	828,000	4.8%	828,000	4.7%	828,000	4.5%	828,000	5.0%
Sergueï NABIROTKIN	189,000	2.9%	378,000	2.7%	378,000	2.2%	378,000	2.1%	378,000	2.1%	378,000	2.3%
Bounmy RATTANAVAN	144,000	2.2%	288,000	2.0%	288,000	1.7%	288,000	1.6%	288,000	1.6%	288,000	1.7%
Oxana GUERASSIMENKO	135,900	2.1%	271,800	1.9%	271,800	1.6%	271,800	1.5%	271,800	1.5%	271,800	1.6%
Loïc HEIDSIECK	107,100	1.7%	214,200	1.5%	214,200	1.2%	214,200	1.2%	214,200	1.2%	214,200	1.3%
David PICARD	36,000	0.6%	72,000	0.5%	72,000	0.4%	72,000	0.4%	72,000	0.4%	72,000	0.4%
Total fondateurs	1,800,000	28.0%	3,600,000	25.3%	3,600,000	20.9%	3,600,000	20.3%	3,600,000	19.8%	3,600,000	21.8%
Fonds gérés par TRUFFLE CAPITAL	2,499,600	38.9%	5,430,788	38.2%	5,570,788	32.3%	5,570,788	31.5%	5,570,788	30.6%	5,737,455	34.8%
ZAKA	725,600	11.3%	2,240,730	15.8%	2,380,730	13.8%	2,380,730	13.5%	2,380,730	13.1%	2,547,397	15.5%
Florent BATTISTELLA	583,400	9.1%	1,166,800	8.2%	1,166,800	6.8%	1,166,800	6.6%	1,166,800	6.4%	1,166,800	7.1%
Total investisseurs historiques	3,808,600	59.3%	8,838,318	62.2%	9,118,318	52.9%	9,118,318	51.5%	9,118,318	50.0%	9,451,652	57.3%
CD PRIVATE EQUITY S.à.r.l.	165,000	2.6%	335,859	2.4%	335,859	1.9%	335,859	1.9%	335,859	1.8%	335,859	2.0%
IPSEN PHARMA	162,600	2.5%	325,200	2.3%	408,534	2.4%	408,534	2.3%	408,534	2.2%	408,534	2.5%
PARINVEST	161,200	2.5%	322,400	2.3%	346,754	2.0%	346,754	2.0%	346,754	1.9%	346,754	2.1%
Serendip	0	0.0%	123,550	0.9%	136,801	0.8%	136,801	0.8%	136,801	0.8%	136,801	0.8%
AURINVEST CAPITAL 2	100,000	1.6%	200,000	1.4%	200,000	1.2%	200,000	1.1%	200,000	1.1%	200,000	1.2%
EOLE Luxembourg S.à.r.l.	62,400	1.0%	129,295	0.9%	130,545	0.8%	130,545	0.7%	130,545	0.7%	130,545	0.8%
GRAVITATION	28,700	0.4%	57,400	0.4%	61,817	0.4%	61,817	0.3%	61,817	0.3%	61,817	0.4%
FINANCIERE GASPARD	37,400	0.6%	74,800	0.5%	85,400	0.5%	85,400	0.5%	85,400	0.5%	85,400	0.5%
Monique SOUCHAIRE	37,400	0.6%	74,800	0.5%	74,800	0.4%	74,800	0.4%	74,800	0.4%	74,800	0.5%
SIMPERI 2010	25,000	0.4%	50,000	0.4%	50,000	0.3%	50,000	0.3%	50,000	0.3%	50,000	0.3%
Lyse SANTORO	19,500	0.3%	39,000	0.3%	39,000	0.2%	39,000	0.2%	39,000	0.2%	39,000	0.2%
Lamia BOUDIAF	12,000	0.2%	24,000	0.2%	24,000	0.1%	24,000	0.1%	24,000	0.1%	24,000	0.1%
ANTINEA INVESTISSEMENTS	7,100	0.1%	14,200	0.1%	14,200	0.1%	14,200	0.1%	14,200	0.1%	14,200	0.1%
Total autres investisseurs historiques	818,300	12.7%	1,770,504	12.5%	1,907,710	11.1%	1,907,710	10.8%	1,907,710	10.5%	1,907,710	11.6%
Financière Arbevel					416,667	2.4%	416,667	2.4%	416,667	2.3%	416,667	2.5%
Galapagos					229,167	1.3%	229,167	1.3%	229,167	1.3%	229,167	1.4%
Institut Mérieux					83,334	0.5%	83,334	0.5%	83,334	0.5%	83,334	0.5%
Groupe Industriel Marcel Dassault					83,334	0.5%	83,334	0.5%	83,334	0.5%	83,334	0.5%
CBLUX					264,167	1.5%	264,167	1.5%	264,167	1.4%	347,501	2.1%
Agnès Lemarchand					12,500	0.1%	12,500	0.1%	12,500	0.1%	12,500	0.1%
Michel de Rosen					16,667	0.1%	16,667	0.1%	16,667	0.1%	16,667	0.1%
Michael Carlos					20,834	0.1%	20,834	0.1%	20,834	0.1%	20,834	0.1%
Total nouveaux investisseurs					1,126,670	6.5%	1,126,670	6.4%	1,126,670	6.2%	1,210,004	7.3%
Public	0		0	0.0%	1,492,168	8.7%	1,947,574	11.0%	2,471,291	13.6%	316,489	1.9%
TOTAL	6,426,900	100.0%	14,208,822	100.0%	17,244,866	100.0%	17,700,272	100.0%	18,223,989	100.0%	16,485,855	100.0%

10 INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES

10.1 CONSEILLERS AYANT UN LIEN AVEC L'EMISSION

Non applicable.

10.2 AUTRES INFORMATIONS VERIFIEES PAR LES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Non applicable.

10.3 RAPPORT D'EXPERTS

Non applicable.

10.4 INFORMATIONS CONTENUES DANS LE PROSPECTUS PROVENANT DE TIERCE PARTIE

Non applicable.

10.5 MISE A JOUR DE L'INFORMATION CONCERNANT LA SOCIETE

10.5.1 Contrat d'emprunt obligataire dit Obligations Relais

Afin de permettre à la Société de faire face à ses besoins de trésorerie dans l'attente de la réalisation de l'introduction en bourse et conformément aux dispositions de l'article L. 228-40 du code de commerce, le conseil d'administration de la Société réuni le 9 juin 2016 a autorisé l'émission d'un emprunt obligataire d'un montant maximum de 5 millions d'euros par l'émission d'un maximum de 500.000 obligations d'une valeur nominale de 10 euros l'une et délégué sa réalisation, en une ou plusieurs fois, au directeur général de la Société.

Dans le cadre de cette délégation de pouvoirs, le directeur général de la Société, par décisions en dates des 10 juin 2016, 13 juin 2016, 15 juin 2016 et 20 juin 2016 a décidé l'émission d'un total de 493.093 obligations (les « **Obligations Relais** »), représentant un emprunt d'un montant total de 4.930.930 euros et ayant vocation à être remboursé par voie de compensation de créances avec le prix des actions de la Société qui seront souscrites par les porteurs des Obligations Relais dans le cadre de l'introduction en bourse.

Les souscripteurs des Obligations relais sont :

Fonds gérés par TRUFFLE CAPITAL (actionnaire)	1 500 000,00 €
ZAKA (actionnaire)	1 500 000,00 €
PARINVEST (actionnaire)	60 000,00 €
FINANCIERE GASPARD (actionnaire)	70 930,00 €
GRAVITATION (actionnaire)	25 000,00 €
SERENDIP (actionnaire)	75 000,00 €
CBLUX (Claude Berda)	1 700 000,00 €
Total	4 930 930,00 €

Les Obligations Relais ont été émises à un prix de souscription de 10 euros par Obligation Relais, ont été souscrites pour une durée expirant le 30 septembre 2018 à minuit (la « **Date d'Echéance** ») et portent intérêt à un taux de 12% l'an, capitalisables annuellement, à compter de la date de la mise à disposition des fonds correspondants et jusqu'à la date de leur remboursement (les « **Intérêts** »).

Les Obligations Relais seront immédiatement et automatiquement remboursables en principal et Intérêts par anticipation, avec une prime de remboursement égale à 12% de la valeur nominale des Obligations, par voie de compensation avec le prix des actions de la Société qui seront souscrites par les porteurs des Obligations Relais (voir la section E3 de la présente Note d'Opération) au prix de l'introduction en bourse.

10.5.1 Attribution de BSPCE le 22 juin 2016

Le conseil d'administration du 22 juin 2016, faisant usage de la délégation qui lui a été consentie par l'assemblée générale à caractère mixte du 19 avril 2016, a décidé l'émission de 59.000 BSPCE donnant droit à la souscription de 59.000 actions nouvelles au profit de quatre salariés de la Société non mandataires sociaux. En cas d'introduction en bourse avant le 30 septembre 2016, ces BSPCE seront exerçables au prix de retenu pour l'introduction en bourse.

10.5.2 Evolution des effectifs

Depuis l'enregistrement du Document de base, les effectifs de la Société sont passés de 35 à 37 salariés, suite au recrutement de deux collaborateurs (un directeur médical et un chef de projet clinique).